29 MAI 1915

Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 15 MAI 1915

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date date du dix-sept avril 1915, de nommer MM. Achille Besner, de Valleyfield, Arthur Trépanier, de Saint-Urbain, et William M. Rowat, du village d'Huntingdon, tous trois médecins, conjointement, coroner, pour le district de Beauharnois. 2829

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de faire les nominations suivantes:

Québec, 6 mai 1915.

M. Clarence F. Smith, gentilhomme, de la cité de Montréal, juge de paix pour le district de Montréal. 2843

Proclamations

Canada,
Province de Québec. P.-E. LEBLANC.
[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 15th MAY, 1915

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by Order in Council, bearing date the seventeenth April, 1915, to appoint Messrs Achille Besner, of Valleyfield, Arthur Trepanier, of Saint Urbain, and William M. Rowat, of the village of Huntingdon, all three physicians, joint coroners, for the districts of Beauharnois. 2830

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by and with the advice of the Executive Council to make the following appointment, viz:

Quebec, 6th May, 1915.

Mr. Clarence F. Smith, gentileman, of the city of Montreal, justice of the peace, for the district of Montreal. 2844

Proclamations

Canada,
Province of Quebec. P.-E. LEBLANC.
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

20 MAI 1915 29 MAI 1915

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU que sur présentation au conseil municipal de la deuxième division du comté de Rimouski, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires, habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de Saint-Pierre-du-Lac, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil de la deuxième division, comté de Rimouski, maintenant deuxième division du comté de Matane, a nommé M. J.-Bte Côté, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons et bâtisses habitées, et de faire rapport sur la dite requête;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué avec amendement par le conseil du susdit comté;

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir:

Tout le territoire borné comme suit, savoir:

La municipalité du village de Saint-Pierre-du-Lac, dans le comté de Matane (deuxième division municipale), est détachée de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac, et ses bornes, en référence au numérotage des lots du cadastre officiel de cette paroisse, sont comme suit, savoir:

Vers le nord-est, le lac Matapédia, vers le sud-est, les lots numeros 45, 48 et 50; vers le nord-ouest, le lot numéro 193, et vers le sud-ouest, la ligne séparative des rangs I et II de la seigneurie de Matapédia, sera détachée de la municipalité de Saint-Pierre-du-Lac, et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Pierre-du-Lac", à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Saint-Pierre-du-Lac, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant Attorney General.*

WHEREAS on presentation to the county council of the second division of the county of Rimouski, of a petition from two thirds of the municipal electors who are at the same time property owners, dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the municipality of Saint Pierre du Lac, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of the said territory into a village municipality, the said county council of the second division of the county of Rimouski, now the second division of the county of Matane, has named Mr. J. Bte. Côté, special superintendent, charged to visit the aforesaid territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to report on the said petition;

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which in his opinion should be assigned to the said tract of land hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated with amendments, by the council of the county aforesaid;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has by and with the advice of the Executive council of Our said Province, approved this report.

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of the Province of Quebec, we do hereby declare that the tract of land hereinabove described, to wit:

The territory bounded and described as follows, to wit:

The municipality of the village of Saint-Pierre-du-Lac, in the county of Matane (Municipal Division No. 2) is detached from the municipality of the parish of Saint-Pierre-du-Lac, and its boundary with reference to the numbering of the official cadastre of the said parish, are as follows, to wit:

Towards the north-east, Lake Matapedia, towards the south-east, the lots numbers 45, 48 and 50; towards the north-west, the lot number 193 and towards the south-west the division line of ranges 1 and 11 of Matapedia Seigniory, be detached from the municipality of Saint-Pierre-du-Lac, and shall thenceforth form a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Saint-Pierre-du-Lac".

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said "village of Saint-Pierre-du-Lac", a village municipality, pursuant to the provisions of the said Municipal code of the Province of Quebec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PIERRE-EVARISE LEBLANC, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce DIXIEME jour de MAI en l'année mil neuf cent quinze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la sixième année.

Par ordre, C. J. SIMARD,
2809 Sous-secrétaire de la province.

Canada,
Province de Québec.

P.-E. LEBLANC

L. S

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quatorze avril mil neuf cent quinze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au vingt-cinq mai prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec, le quatorze avril courant ; vous convoquons par les présentes pour le VINGT-CINQ MAI prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce septième jour d'avril, l'an de grâce mil neuf cent quinze, et de Notre règne le cinquième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie,

Québec,
2121 L.-P. GEOFFRION.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifteen, and in the sixth year of Our Reign.

By command, C. J. SIMARD,
2810 Deputy Secretary of the Province.

Canada,
Province of Quebec.

P.-E. LEBLANC

L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the fourteenth of April, one thousand nine hundred and fifteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the twenty-fifth May next.

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the fourteenth of April instant : and hereby convene you for the TWENTY-FIFTH of MAY, next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this seventh day of April, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen and in the fifth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
2122 Quebec.

Avis du Gouvernement

" Peoples Exchange Limited "

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mai 1915, constituant en corporation M.M. Aaron Greenleaf Clough, commerçant; Léon Lorenzo Clough, propriétaire de moulin; Sanborn Scott Worthen, marchand de bois; George Moore Rexford, marchand de bois; Willis Edward Rollins, entrepreneur; tous de Ayers Cliff, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter l'actif et la clientèle d'affaires de magasin général maintenant aux mains de la Eastern Trading Co. Ltd," Ayers Cliff, Qué., et faire un commerce général comme marchands et négociants, trafiquer de toute

Government Notices

" Peoples Exchange Limited "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1915, incorporating Mesrss. Aaron Greenleaf Clough, trader; Léon Lorenzo Clough, mill owner; Sanborn Scott Worthen, dealer in lumber,; George Moore Rexford, lumber dealer; and Willis Edward Rollins, contractor all of Ayers Cliff, for the following purposes:

To acquire and take over the assets and goodwill of a general store business now carried on by The Eastern Trading Co., Ltd., Ayers Cliff, Que., and to do a general mercantile business as merchants and traders, to deal in all kinds of mercha n

sorte de marchandises comme celles dont on trafique dans les magasins généraux et à rayons;

Acquérir par achat ou louage la propriété de moulin et force motrice pour la monture du pain;

Acheter et autrement acquérir et vendre des lots à bâtir et terres à culture, posséder, construire et vendre les bâtisses érigées sur ses propres terres ou sur celles qu'elle aura louées.

Acheter, vendre et trafiquer du bois de charpente et de construction, dormants de chemin de fer et bois de pulpe, de toutes nature et description, acquérir posséder, exploiter et vendre des limites et terres à bois.

Acheter et autrement acquérir et vendre du capital-actions et des obligations de toute autre compagnie ou corporation;

Faire toutes autres choses incidentes à l'obtention des objets ci-hauts mentionnés ou de chacun d'iceux, sous la raison sociale de "Peoples Exchange, Limited", avec un capital action de douze mille piastres ($12,000.00), divisé en six cents (600) parts de vingt piastres ($20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Ayers Cliff, district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,
Sous-Secrétaire de la province.

2823—20-2

Maisonneuve Driving Club Limited

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq mai 1915, constituant en corporation M.M. Napoléon Morin, rentier; Joseph W. E. Morin, épicier, de la cité de Maisonneuve; Narcisse Sauvageau, entrepreneur; Eustache Bissonnette, constructeur et Joseph Barthelemi Bérard, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir, construire, maintenir, mettre en opération un ou plusieurs terrains de course dans le district de Montréal, ou ailleurs dans la province de Québec, ou auront lieu toutes sortes de courses, courses de chevaux, courses d'automobiles, assauts et joutes athlétiques, et toutes sortes de jeux et délassements, aussi y ériger toutes les bâtisses y ayant rapport.

Posséder et acquérir par achat, bail ou autre ment, les biens meubles et immeubles et la clientèle, franchises, droits et privilèges, contrats et actif de toute sorte, utiles et nécessaires aux affaires de la compagnie aux conditions qui peuvent être jugées à propos; de toutes personnes, société ou corporation et de les payer en argent ou en parts ou partie en argent et en actions ou autres garanties de la compagnie tel qu'il peut-être convenu; faire commerce en détail, sur les terrains et dans les dépendances de la compagnie, de toutes sortes de liqueurs alcooliques, sujet aux termes de la "Loi des Licences de Québec";

Placer et accepter des paris et enjeux, sur les courses et sur les terrains de la compagnie, au moyen du système dit "Pari Mutuel", dans la mesure non-défendue par le code criminel d'icelui et les amendements à icelui, ou une autre loi et concéder sous les conditions qui lui plairont le même droit et privilège à toute personne ou corporation quelconque;

S'amalgamer avec toute société, personne ou personnes faisant des affaires semblables;

Vendre, améliorer, administrer, échanger, louer, hypothéquer ou autrement faire affaires de tous ou aucun des biens de la compagnie, meubles ou

dise, as dealt in by general or departmental stores;

To acquire by purchase or lease, mill and power property for milling of grain;

To buy and otherwise acquire and to sell building lots, and agricultural farm lands, and to own, construct and sell buildings, built upon its own lands or leased lands;

To buy, sell and deal in timber, lumber, railway ties and pulp wood, of every nature and kind, to acquire, own and to operate, and sell timber limits and timber lands;

To buy or otherwise acquire and to sell the shares stocks, or bonds, of any other corporation or company;

To do all other things, that are incidental or conducive to the attainments of the above objects, or any of them under the name of "Peoples Exchange Limited" with a capital stocks of twelve thousand dollars ($12,000.00) divided into six hundred (600) shares of twenty dollars ($20.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Ayers Cliff, district of Saint Francis.

Dated from the office of the provincial secretary, this sixth day of May, 1915.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

2824—20-2

Maisonneuve Driving Club Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1915, incorporating Messrs. Napoléon Morin, annuitant; Joseph W. E. Morin, grocer, of the City of Maisonneuve; Narcisse Sauvageau, contractor; Eustache Bissonnette, builder, and Joseph Barthelemi Bérard, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire, construct, maintain, operate one or several race tracks within the district of Montreal or elsewhere in the Province of Quebec, for the holding of all kinds of races, horse races, automobile races, athletic matches and contests, and all kinds of games and recreation and to erect thereon all buildings incidental thereto;

To hold and acquire by purchase, lease or otherwise, any moveable and immoveable property, goodwill, franchises, rights and privileges, contracts and assets of every kind suitable and necessary for the company's business, upon such conditions as may be deemed proper, from any persons, firms or corporation and to pay for the same in cash or in shares or partly in cash, shares or other securities of the company as may be agreed upon; to deal in retail all kinds of alcoholic liquors subject to the provisions of the "Quebec License Law", upon the lands and in the premises of the company;

To place and accept bets and stakes on the races held on the company's property, by means of the system called "Pari Mutuel", within the bounds allowed by the criminal code and amendments thereto, or any other law, and to grant the same right and privilege to any person or corporation whatever upon such conditions as may be deemed fit;

To amalgamate with any firm, person or persons carrying on a similar business;

To sell, improve, manage, exchange, lease, hypothecate or otherwise deal with and dispose of all or any of the company's property, moveable

immeubles et en disposer, tel que la compagnie peut juger à propos, y compris toute l'entreprise de la compagnie;

Prendre, acquérir et posséder une garantie d'aucune et de toute sorte de meubles et immeubles pour dettes ou engagements ou obligations ou à encourir par la compagnie, au sujet des fins et objets de la compagnie et de les décharger ou en disposer suivant qu'il sera jugé à propos;

Prendre, faire, accepter, endosser, émettre billets promissoires, lettres de change, connaissements, négociables, sous le nom de "Maisonneuve Driving Club, Limited", avec un fonds social de quarante-cinq mille piastres ($45,000.00), divisé en dix-huit cents (1,800) actions de vingt-cinq piastres ($25.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Maisonneuve.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,
2821—20-2 Sous-secrétaire de la province.

The Delmar Company Limited

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 5 mai 1915, constituant en corporation M.M. Joseph Washington Richards, Harry Charles Organ, et Joseph Alexandre Trotwood Richards, tous trois comptables; Paul du High Richards, commis marchand, et Walter Joseph MacDonald, agent de la ville de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter comme un commerce en opération les affaires actuellement conduites, à Montréal, par Walter Bruce Scroggie, sous la raison sociale et appellation de Delmar Company;

Fabriquer, acheter ou autrement acquérir, vendre ou autrement disposer de toutes sortes de marchandises, denrées, effets, et généralement transiger de toutes espèces de biens, meubles ou immeubles, susceptibles de propriété, et faire le commerce de magasin à rayons;

Faire le commerce d'imprimerie, publication, lithographie, gravure, stéréographie, électrotypie, gravure en relief, librairie et reliure, édition de musique, fabricant de papeterie, enveloppes; boîtes de cartons, articles de bureau, manufacturiers, agents d'annonces, commerçants et vendeurs d'enveloppes, fournitures de bureau et autres fournitures;

Acheter, vendre, manufacturer, commercer, travailler et trafiquer du matériel, mécanisme, outils, fournitures, fixtures nécessaires,et de tous articles requis, en usage ou s'y rapportant, ou qui peuvent ou pourraient être employés en rapport avec les dits métiers et commerce ou chacun d'iceux;

Manufacturer, acheter, vendre, trafiquer et faire le commerce de phonographes, gramophones et autres semblables ainsi que les records utilisés avec iceux;

Acheter, vendre et faire le commerce d'instrument de musique de toute sorte;

Acheter, vendre, trafiquer et faire commerce des marques de commerce, licences, permis et autres conférant un droit exclusif ou non ou un privilège limité à leur usage; ou encore secret, ou autre information se rapportant à toute invention susceptible de servir aux fins de la compagnie ou dont l'acquisition pourrait bénéficier à la compagnie directement ou indirectement, se servir des licences et les accorder, les faire ou autrement tourner au profit de la compagnie les privilèges ainsi acquis, payer les dites patentes ou autres

or immoveable, as the company may deem proper including the whole of the undertaking of the company;

To take, acquire and hold hypothecs and liens on any and all kinds of moveables and immoveables for debts or liabilities or obligations to be incurred by the company respecting the purposes and objects of its business, and to discharge or dispose of same as it may be deemed proper;

To take, made, accept, endorse, issue, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, negotiable instruments, under the name of "Maisonneuve Driving Club Limited", with the capital stock of forty five thousand dollars $45,000.00), divided into eighteen hundred (1,800) shares of twenty-five dollars ($25.00) each;

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Maisonneuve.

Dated from the office of the provincial secrecretary, this fifth day of May, 1914.

C. J. SIMARD,
2822—20-2 Deputy Provincial Secretary.

The Delmar Company Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth of May, 1915, incorporating Messrs. Joseph Washington Richards, Harry Charles Organ, and Joseph Alexander Trotwood Richards, all three accountants; Paul du High Richards, salesman, and Walter Joseph Macdonald, agent, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire and operate as a going concern the business presently carried on in the city of Montreal, by Walter Scroggie, under the firm name and style of The Delmar Company;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, and to sell or otherwise dispose of, any or all kinds of goods, wares, chattels and merchandises, and generally to deal in and deal with all species of property, either moveable of immoveable, capable of being owned, and to carry on the business of a departmental store;

To carry on business generally as printers and publishers, lithographers, engravers, stereographers, electrotypers, embossers, book publishers and book binders, music publishers, paper makers, envelope and paper box makers, stationers, manufacturers, advertising agents, dealers in and vendors of envelopes, office and other supplies;

To buy, sell and manufacture, trade, work and deal in plant, machinery, tools, furnitures, supplies, appliances, and all articles requisite in, used or connected with ,or which can or may be used in connection with the said arts and business or either of them;

To manufacture, buy, sell, deal in and deal with phonographs, gramophones, and the like, and records to be used in connection therewith;

To buy, sell, deal in and deal with musical instruments of every kind;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any trade marks, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited rights to use, or secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for the purposes of this company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use and grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the rights so acquired, and to pay for all such patents or other

biens acquis en vertu de ce paragraphe avec de l'argent comptant, en tout ou en partie, avec des ogligations, débentures, actions libérées et non sujettes à appel, en tout ou en partie, ou avec d'autres valeurs de la compagnie;

Faire des conventions pour le partage des bénéfices, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toutes personnes et aucune d'elle, compagnie et corporation exerçant ou croyant entrepris ou ayant l'intention d'exercer ou d'entreprendre toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou qui pourraient directement ou indirectement profiter à la compagnie, prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de cette corporation, et les vendre, les reémettre totalement, avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Vendre ou autrement en disposer de l'entreprise de la compagnie ou de partie d'icelle, en considération de ce que la compagnie jugera convenable, et spécialement des actions, débentures ou autres valeurs dans toutes autres compagnies poursuivant un objet en tout ou en partie similaire à celui de cette compagnie, sous le nom de "The Delmar Company, Limited", au capital-actions de cinquante mille piastres ($50,000.00), divisé en cinq cents actions (500) de cent piastres ($100.00) chaque.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,
2825—20-2 Assistant-secrétaire provincial.

Laprairie—St-Lambert Autobus Company, Limited

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mai, 1915, constituant en corporation M.M. John Richard Williams, mécanicien; Cécil Bernard Harrison, voyageur; Donat Laperrière, ingénieur-civil; Blanche Taylor, sténographe; de Montréal et Adélard François Grondin, notaire public, de Laprairie, dans les buts suivants:

Faire le transport de passagers, bagage, marchandises, colis ou autres effets au moyen d'autobus, automobiles, camions-automobiles ou autres véhicules de toutes sortes et description dans la province de Québec;

Acheter, affermer ou acquérir autrement, posséder, réparer, changer, entretenir et exploiter ou faire réparer, changer, entretenir ou exploiter, louer ou échanger des autobus, automobiles, camions-automobiles ou autres véhicules de toutes sortes et description ou aucune partie d'iceux;

Faire le commerce général d'automobiles, la réparation d'automobiles, la vente de la gazoline ou tout autre commerce en son propre nom ou autrement, qui sera jugé utile, nécessaire ou avantageux à la compagnie, directement ou indirectement;

Louer les cotés intérieurs et les côtés extérieurs des sus-dits véhicules pour fins de publicité moyennant considération;

Payer pour toutes propriétés, mobilières ou immobilières, ou droits acquis par la Compagnie, ou services rendus ou qui seront rendus à la compagnie, soit en argent ou en actions entièrement acquittées ou au moyen de toutes valeurs que cette compagnie a le pouvoir d'émettre, ou partie d'une manière et partie de l'autre ou d'autres, et généralement aux termes et conditions que la compagnie pourra déterminer;

property under authority of this paragraph, either wholly or partly in cash or wholly or partly in bonds, debentures or paid up and non-assessable stock or other securities of this company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or persons, company or corporation carrying on, engaged, in or about to carry or on engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on, or which may directly or indirectly benefit the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such corporation, and to sell, wholly reissue, with or without guarantee or otherwise deal with the same.

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, under the name of "The Delmar Company, Limited", with a capital stock of fifty thousand dollars ($50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May, 1915.

C. J. SIMARD,
2826—20-2 Deputy Provincial Secretary.

Laprairie—St-Lambert Autobus Company, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1915, incorporating Mesrss. John Richard Williams, mechanic; Cecil Bernard Harrison, traveller; Donat Laperrière, civil engineer; Blanche Taylor, stenographer, of Montreal, and Adélard François Grondin, notary public, of Laprairie, for the following purposes;

To carry on the business of carrying passengers, baggage, goods, parcels or other things on autobuses, automobiles, auto-trucks or other vehicles of every kind and description whatsoever in the province of Quebec;

To purchase, hire or otherwise acquire, own, repair, change, maintain and operate or cause to be repaired, changed, maintained or operated, let or exchange, autobuses, automobiles, auto-trucks or other vehicles of every kind and description whatsoever or any part thereof;

To carry on a general automobile business, automobile repair business, the sale of gasoline or any other business on own account or otherwise, which may be deemed suitable, necessary or advantageous directly or indirectly to the company;

To let the inward spaces and outward sides of above vehicles for advertising purposes for a consideration;

To pay for any property, moveable or immoveable, or rights acquired by the company, or services rendered or to be rendered to the company, either in cash or in fully paid up shares or by any securities which the company has power to issue or partly in one mode and partly in another or others and generally on such terms and conditions as the company may determine;

Faire toutes conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, risques conjoints, concession réciproque ou autrement avec tout gouvernement, autorité municipale ou locale, ou avec toute personne ou compagnie faisant ou ayant entrepris ou se proposant de faire ou d'entreprendre toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou entreprendre;

Vendre, louer ou disposer autrement de l'entreprise, propriétés mobilières ou immobilières et biens de la compagnie, ou aucune partie de telle entreprise, propriétés ou biens, pour la considération et aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables;

Faire aucune des affaires, actes et choses précités soit comme patrons, agents ou au moyen ou par l'intermédiaire de fidéi-commissaires, agents ou autrement, et soit seule ou conjointement avec une autre ou d'autres personnes;

Organiser, promouvoir et aider à l'organisation ou promotion et devenir actionnaire dans toute compagnie subsidiaire, alliée ou autre faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie et acheter et posséder des actions dans toute compagnie faisant un commerce semblable;

Faire tout ce qui peut être nécessaire, convenable, incident ou utile pour mener à bonne fin aucun ou plusieurs des objets pour lesquels cette compagnie est constituée;

Les objets, pouvoirs ou fins ci-dessus mentionnés devront être considérés comme étant séparés et non dépendants les uns des autres, et la compagnie pourra exercer aucun des dits objets, pouvoirs ou fins sans égard à aucun des autres et aucune clause ne devra être limité dans son acception générale ou interprêtée comme étant dépendante de toute autre clause contenant tels objets, pouvoirs ou fins, sous le nom de "Laprairie-Saint-Lambert Autobus Company, Limited", avec un capital-actions de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de cinq dollars ($5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Laprairie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,

2835—20–2 Sous-secrétaire de la province.

L'Imprimerie Trifluvienne, Limitée

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du six mai 1915, constituant en corporation MM. Jean-Baptiste Meilleur Barthe, journaliste, Arthur Delorme, huissier, Arthur Gelinas, imprimeur, Joseph Alfred Peltier, pharmacien, et François Xavier Lacoursière, avocat, tous de la cité de Trois-Rivières, dans les buts suivants:

D'exercer l'industrie d'imprimeur et d'éditeur, de publier des journaux et des périodiques et de faire des travaux d'impression de toutes sortes;

Manufacturer ou acquérir à quelque titre que ce soit toutes sortes de papier, livres, encre, crayons, plumes, objets propres à la caligraphie et à la typographie;

D'acquérir la propriété exclusive des ouvrages litéraires;

De construire des établissements et d'acquérir à quelque titre que ce soit des établissements, des ateliers, des machines à composer et à imprimer et de la reliure, et d'acquérir en plus, les entrepôts et les dépôts utiles et nécessaires pour l'industrie et l'exploitation du commerce de la compagnie;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint-adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in;

To sell, lease or otherwise dispose of the entire undertaking, property moveable or immoveable and assets of the company, or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think fit;

To carry on or to do any of the businesses, acts and things aforesaid, either as principals, agents or by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjuction with another or others;

To organize, promote and assist in organizing or promoting and become a shareholder in any subsidiary company, allied or other company carrying on a business similar to or in part to that of this company, and to purchase and hold shares in any company carrying on a similar business;

To do all and everything necessary, convenient appartaining to or proper for the complete fulfilment of any one or more of all the objects for which this company is incorporated;

The above objects, powers or purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on each other, and the company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers or purposes without regard to the others of them, and no clause shall be limited in its generality or otherwise construed having regard to any other clause of such objects, powers, or purposes, under the name of "Laprairie-Saint Lambert Autobus Company, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into two thousand (2000) shares of five dollars ($5.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Laprairie.

Dated from the office of the provincial secretary, this sixth day of May, 1915.

C. J. SIMARD,

2836—20–2 Députy Provincial Secretary.

L'Imprimerie Trifluvienne, Limitée

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1915, incorporating Messrs. Jean Baptiste Meilleur Barthe, journalist, Arthur Delorme, baillif, Arthur Gelinas, master printer, Joseph Alfred Peltier, druggist, and François Xavier Lacoursière, advocate, all of the city of Three Rivers, for the following purposes:

To carry on the business of printers and editors and publishers of newspapers and periodicals and to do general printing work;

To manufacture or acquire under any title whatever all kinds of paper, books, ink, pencils, pens and other objects suitable for writing and printing;

To acquire the exclusive property of litterary works;

To construct establishments and to acquire under any title whatever establishments, shops, type setting, printing and binding machines, and moreover to acquire the warehouses and stores suitable and necessary for the trade and exploitation of the business of the company;

D'employer en tout ou en partie les fonds de la compagnie pour l'achat des actions d'autres compagnies et pour faire l'acquisition de l'actif et de l'achalandage de toutes sociétés ou de personnes exerçant une industrie ou un négoce quelconque;

D'emprunter des deniers sur les crédits de la compagnie;

D'émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu toutefois que tels bons, telles obligations ou autres valeurs ne soient pas pour une somme de moins de cent piastres;

De faire le commerce de libraire, d'acquérir et vendre des droits d'auteurs, et faire tous autres commerces s'y rapportant;

D'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garantie pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs et tous emprunts de deniers faits pour la dite compagnie, sous le nom de "L'Imprimerie Trifluvienne, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres ($10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,
2837– 20–2 Sous-secrétaire de la province.

The Lion Club, Limited

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du sept mai 1915, à la compagnie "Oriental, Social and Litterary Club", par lesquelles son nom est changé par celui de "The Lion Club, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,
2841—20–2 Sous-secrétaire de la province.

Colonial Art Works, Limited

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par il Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du 4 mai 1915, constituant en corporation M.M. Samuel Erlanger, Frédérick Kann, et Rudolph Heinrich, marchands; Alphonse Viau et François-Xavier Gagnon, comptables, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

La décoration du verre et de la poterie chinoise et de même espèce, en couleurs, ornementation et la taille de l'argent, de l'or et autres métaux, graver et buriner le verre, la porcelaine, la toile métallique et de papier, manufacturer, acheter, vendre importer et exploiter toutes matières colorantes, outillage, matériaux se rapportant à l'exercice de ce commerce;

Manufacturer, vendre et autrement trafiquer de toute espèce de marchandises accessoires ou relatives au négoce ou commerce de la compagnie;

Faire tout commerce qui pourrait paraître à la compagnie susceptible d'être conduit convenablement en rapport avec les objets ci-haut énumérés ou de nature à augmenter la valeur des biens et droits de la compagnie ou à les rendre efficaces;

Acheter, acquérir, et assumer en tout ou en partie le commerce, l'actif et le passif ou tout droit et actif spéciaux appartenant à toute personne, société ou compagnie exerçant un commerce que cette compagnie est autorisée à exercer,

To utilize the whole or part of the funds of the company for the purchase of shares of other companies and the acquisition of the assets and goodwill of any firms or persons carrying on any trade or business whatever;

To borrow money upon the credit of the company;

To issue bonds, obligations or other securities of the company and pledge or sell the same for such price and amount as may be deemed proper provided however that each such bonds, obligations or other securities be not for an amount less than one hundred dollars;

To carry on the business of booksellers, and to acquire and sell copy-rights, and carry on any other business incidental thereto;

To hypothecate or pledge the immoveables or pledge the moveables of the company or give both the above kind of securities to secure the payment of such bonds, obligations or other securities and of any loans of money made for the said company, under the name of "L'Imprimerie Trifluvienne Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The principale place of business of the corporation, will be in the city of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1915.

C. J. SIMARD,
2838—20–2 Deputy Provincial Secretary.

The Lion Club, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementay letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1915, changing the name of the "Oriental, Social and Litterary Club" to that of "The Lion Club Limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of May, 1915.

C. J. SIMARD,
2842—20–2 Deputy Provincial Secretary.

Colonial Art Works, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth of May, 1915, incorporating Messrs. Samuel Erlanger, Frederick Kann, and Rudolph Heinrich, merchants; Alphonse Viau and François Xavier Gagnon, accountants, of the city of Montreal, for the following purposes:

To decorate glass and china earthenware and kindred material in colors, and ornement and shaping silver, gold and other metals, to engage and etch glass, china, metal and paper cloth, to manufacture, buy, sell, import and export all colors, machinery, materials in connection with the carrying on of the business;

To manufacture, sell or otherwise deal in all kinds of goods and products incidentals or relating to the trade of business of the company;

To carry on any business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

Tu purchase, acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or any particular assets or right of any person, partnership or company carrying on any business which this company is authorized to

ou possédant des biens convenables aux objets de cette compagnie, et payer ces acquisitions par émission d'actions libérées ou autrement;

Demander, acheter ou autrement acquérir des patentes, brevets d'invention, licences, concessions et autres choses semblables conférant un droit exclusif ou non ou restrictif à l'usage de tout secret ou renseignement se rapportant à toute invention qui pourrait paraître apte à servir à l'une quelconque des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition sera calculée tourner à l'avantage de la compagnie directement ou indirectement, et se servir, utiliser, développer ou accorder des licences y relatives, ou autrement faire profiter la compagnie des biens, droits et renseignements ainsi acquis;

Souscrire, acquérir, posséder, soit comme principale soit comme agent, en pure propriété ou à titre de garantie collatérale, échanger ou autrement disposer des parts du capital-action, obligations, débentures appartenant à toute compagnie ou corporation avec laquelle cette compagnie fait ou est sur le point de faire affaires;

Se fusionner avec toute personne ou compagnie ayant des objets semblables, en tout ou en partie, à ceux de cette compagnie;

Faire toute convention pour le partage des bénéfices, union d'intérêts, co-opération, risque mutuel, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant le commerce ou se proposant de faire les affaires et transactions pour la pratique desquelles cette compagnie se fait autoriser, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs appartenant à toute compagnie, et les vendre, les détenir, les réemettre, avec ou sans garantie, ou autrement disposer d'icelle;

Organiser une ou plusieurs compagnies dans l'intention d'acquérir tous les biens et obligations de cette compagnie, ou dans toute autre intention à l'avantage direct ou indirect de cette compagnie;

Etre agents de toute personne, société ou compagnie faisant un commerce semblable à celui de cette compagnie;

Acheter, louer ou autrement disposer des biens et de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, en considération de ce que la compagnie jugera convenable, et spécialement, des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature l'actif d'icelle, et spécialement les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ou appartenant à cette compagnie, ou sur lesquelles la compagnie pourra avoir un droit de disposition, faire tous actes et exercer tous pouvoirs de conduire un commerce se rapportant à l'accomplissement efficace des fins pour lesquelles cette compagnie est incorporée;

Les pouvoirs conférés en vertu de ces paragraphes ne sont en aucune façon restreints ou limités par référence aux expressions d'aucun autre paragraphe ou par induction d'iceux;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle, à raison de ce que la compagnie jugera convenable, ou se fusionner avec toute personne, société, corporation faisant un commerce en tout ou en partie semblable, dans ses objets, à celui de cette compagnie, aux termes et conditions qui pourront être estimés judicieux, et à l'acquit de cette considération accepter de l'argent comptant, ou au lieu d'icelui, des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations, débentures et autres valeurs appartenant à toute autre corporation et distribuer aux actionnaires de la compagnie, de temps en temps, tous argents,

carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company, and to pay for the same by the issue of fully paid shares or otherwise;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To subscribe for, acquire and hold, either as principal or agent, and absolutly as owner or by way of collateral security, and to exchange or otherwise dispose of the shares of the capital stock, bonds or debentures of any company or corporation with which this company has or is about to have business relations;

To amalgamate with any other person or company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorize to engage in or carry on, or to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company;

To act as agents for any person, partnership or company carrying on a business similar to that of the company;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company or belonging to this company, or which the company may have power to dispose of, and to do all acts and exercise all power to carry on any business incidental to the proper fulfilling of the objects for which this company is incorporated;

The powers in each paragraph hereof are to be in no wise limited or restricted by reference to or in reference from the terms of any other paragraph;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such considération as the company may deem proper, or to amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part, similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deem advisable and in payement of the consideration therefor to accept cash, or in lieu of cash fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of any corporation and to distribute among the shareholders of the company from time to time any specie, shares, bonds, debentures, securities or

actions, obligations, débentures ou autre bien appartenant à la compagnie;

Faire toutes choses se rapportant aux actes ci-hauts-énumérés, sous la raison sociale de "Colonial Art Works, Limited", avec un capital-action de vingt mille ($20,000.00), piastres divisé en deux cents parts (200), de cent ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,

2839—20-2 Assistant-secrétaire provincial.

other property belonging to the company;

To do all things incidental to the above hereinabove recited, under the name of "Colonial Art Works, Limited," with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1915.

C. J. SIMARD,

2840—20-2 Deputy Provincial Secretary.

Pine Beach Development Company, Limited

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes en date du 23ième jour d'avril 1915, constituant en corporation M.M. Wayland Williams, comptable, de Saint-Lambert George E. Newill, ingénieur, Griffith L. Williams, commis, Kate L. Tobin, sténographe et Anna Collins, sténographe, de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder, détenir, louer, vendre et disposer des terrains et édifices de toute nature et description, et acheter, vendre, acquérir et autrement transiger sur hypothèques, débentures et obligations, droits de location et baux, sur biens-fonds, propriété immobilière et bâtisses, et agir comme agents pour la vente, l'achat, l'acquisition ou l'aliénation des précédents;

Arpenter, coloniser, fonder des établissements, cultiver, améliorer et construire sur les dites terres et propriété et emprunter sur la garantie d'icelle, avancer de l'argent pour aider les colons ou acheteurs des dites terres, propriétés et constructions, avec pouvoir d'obtenir ces avances à l'intérêt et aux conditions et de la manière dont on conviendra par mortgage, hypothèque, droit de rétention ou autrement;

Faire des conventions pour le partage des bénéfices, union d'intérêts, coopération, entreprise conjointe, concessions mutuelles, aussi, acheter, posséder, détenir, acquérir et disposer des actions, parts, débentures et autres valeurs appartenant à toute personne ,société, corporation faisant un genre d'affaires semblable à celui que cette demande d'incorporation implique, et généralement, toutes choses et transactions tendant à augmenter et développer l'étendue de ce commerce, aussi ce qui pourrait être à l'avantage, au bénéfice ou dérivé d'icelui ou nécessaire;

Emettre des actions libérées, obligations et autres valeurs en paiement total ou partiel de toute propriété, droits, entreprises, services, souscriptions ou autres conventions, ou des actions, obligations ou valeurs dans toute compagnie faisant un commerce similaire à icelui ou en dérivant;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus dans la souscription ou la garantie de souscription du capital-actions ou des autres valeurs de cette compagnie, ou dans la formation et l'organisation de cette compagnie;

Vendre ou aliéner l'entreprise de cette compagnie ou toute partie d'icelle;

Distribuer aux membres, par dividende ou autrement des biens de la compagnie en nature ou en espèces et spécialement les parts et valeurs dans d'autres compagnies, sous le nom de "Pine Beach Development Co., Limited," au capital-actions de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Pine Beach Development Company, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-third of April, 1915, incorporating Messrs. Wayland Williams, accountant, of Saint-Lambert, George E. Newill, engineer,; Griffith L. Williams, clerk, Kate L. Tobin, stenographer, and Anna Collins, stenographer, of Montreal, for the following purposes:

To acquire, own, hold, let,lease,sell and dispose of land, property and buildings of whatesoever nature or kind, and to buy, sell, acquire and otherwise deal in mortgages, debentures, bonds, leasehold rights and leases upon or secured upon real estate, land property or buildings, and to act as agents for the sale, purchase, acquisition or disposal of any of the foregoing;

To survey, colonize, settle, cultivate, improve and build upon any such lands or properties and to borrow money upon the security thereof and to advance money to and assist settlers on or purchasers of said lands, property or buildings, with power to secure such advances with interest upon such terms and in such manner by way of mortgage, hypothec, lien or otherwise as may be mutually agreed upon;

To enter into any agreement as to the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint aventure, reciprocal concession with and to purchase, own, hold, acquire and dispose of stocks, shares, debentures or other securities of any company, person, firm or corporation carrying on business similar to the one for wihch incorporation is now sought and generally to do all matters and things for the purpose of enlarging and developping the scope of the said business or the objects thereof, and which may be advantageous, beneficial and incidental thereto, or in any way necessary therefor;

To issue paid up shares, bonds or other securities for the payment in whole or part of any property, rights, uudertaking, services, underwriting or other agreement, or shares, bonds or other securities of any other company doing business similar or incidental to that of this company;

To remunerate any person or company for services, in placing or guaranteeing the placing of shares or other securities of this company, or in the formation and promotion of this company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company, in specie or kind, among the members, and especially shares or other securities of other companies, under the name of "Pine Beach Development Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'avril 1915.

C.-J. SIMARD,

2661—19-2 Sous-secrétaire de la province.

The Alaska Fur Trading Company, incorporated

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'avril 1915, constituant en corporation MM. Max Herman, agent, Max Schmuler, Moses Granik, Morris Sculnick, et Moritz Rosenberger, marchands, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et assumer comme entreprise en opération, le commerce maintenant conduit par B. Finkel, marchand, des cités et district de Montréal, sous les raison sociale et appellation de "The Alaska Fur Trading Company", et tout l'actif et le passif du dit commerce et payer le tout en actions de la compagnie libérées et non imposables;

Exercer tout commerce de mercerie de soie, tissage des soies, filage du coton, fabrication de vêtements, fourrures, marchands-merciers, bonnetiers, manufacturiers, importateurs, marchands en gros et en détail de produits textiles de toutes expèces, modistes, tailleurs, coiffeurs, drapiers, confectionneurs, gantiers, manufacturiers de dentelles, apprêteurs de plumes, bottiers, manufacturiers et importateurs, marchands de cuirs en gros et en détail, ameublement de maison, quincaillerie, tournure, nécessaire de maison, ustensils, ornements, papeterie et objets de fantaisie, marchands de provisions, drogues, produits chimiques, et autres articles et commodités d'usage personnel, d'habitation, de consommation, et généralement, toutes choses et produits manufacturiers;

Faire tout autre commerce, par fabrication ou autrement qui pourrait, au désir de la compagnie, être convenablement conduit avec le commerce susdit;

Acquérir et entreprendre, en tout ou en partie le commerce avec les biens et les obligations de toute personne ou compagnie faisant le commerce que cette compagnie est autorisé à faire, ou la propriété nécessaire pour atteindre les fins de cette compagnie;

Faire application pour l'achat ou l'acquisition par un autre mode de patentes, brevets d'inventions, licences, privilèges et autres, conférant un droit exclusif ou non, restrictif ou illimité à l'usage de tout secret, renseignement, invention paraissant utilisable pour les fins de la compagnie, ou dont l'acquisition pourrait directement ou indirectement bénéficier à la compagnie et exercer, se servir, utiliser, accorder des permis en rapport avec la propriété, les droits, ou renseignements ainsi acquis;

Faire des conventions pour le partage des bénéfices, intérêts, la co-opération, risque conjoint, concession réciproque, ou autrement, avec toute personne, compagnie faisant ou sur le point de faire le même commerce pour lequel cette compagnie se fait autoriser, ou tout commerce ou partie d'icelui pouvant directement ou indirectement ou non bénéficier à la compagnie.; Prendre ou autrement acquérir des parts et valeurs

The principal place of business of the corporation. is in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty-third day of April, 1915.

C.-J. SIMARD,

2662—19-2 Deputy provincial secretary

The Alaska Fur Trading Company, incorporated

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-seventh of April, 1915, incorporating Messrs. Max Herman, agent, Max Schmuler, Moses Granik, Morris Sculnick, and Moritz Rosenberger, merchants, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the business now carried on by B. Finkel, merchant, of the city and district of Montreal, under the firm name and style of The Alaska Fur Trading Company, and all the assets and liabilities of the said business, and to pay for the same in paid up and non assessable shares of the company;

To carry on all or any of the businesses of silk mercers, silk weavers, cotton spinners, cloth manufacturers, furriers, haberdashers, hosiers, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers of and in textile fabrics of all kinds, milliners, dressmakers, tailors, hatters, clothiers, outfitters, glovers, lace manufacturers, feather dressers, boot and shoe makers, manufacturers ans importers, and wholesale and retail dealers of and in leather goods, household furnitures, ironmongery, turnery and other household, fittings and utensils, ornements, stationary and fancy goods, dealers in provisions, drugs, chemicals and other articles and commodities of personal and household use and consumption, and, generally of and in all manufactured goods, materials, provisions and produce;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or engaged in, or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on, or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly to benefit this company. And

dans ces compagnies, les vendre ou détenir avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Accepter ou autrement acquérir et détenir les parts de toute compagnie poursuivant un objet similaire, en tout ou en partie, à celui de cette compagnie, ou faisant des affaires ayant un rapport direct ou indirect avec celles de la compagnie;

Généralement acheter, accepter, bailler, échanger, louer ou autrement acquérir tout bien personnel ou réel, tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires au convenables à l'objet de la compagnie;

Construire, entretenir, modifier les bâtisses ou travaux nécessaires ou convenables au but de la compagnie;

Tirer, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, lettres de voiture, mandats d'entrepots, débentures et autres documents négociables ou transférables, sous le nom de "The Alaska Fur Trading Company", incorporated, au capital de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1915.

C.-J. SIMARD,

2659—19-2 Sous-secrétaire de la province.

The Canadian Engineering Company, Limited

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois avril, 1915, constituant en corporation MM. Ernest Gagnon, ingénieur civil, Irénée Vautrin, architecte, de Montréal, Adolphe Allard, avocat, Joseph Richard, commerçant, de la paroisse de Saint-François du Lac, et Ovide Weilbremmer, gentilhomme, de Sorel, dans les buts suivants, savoir:

Faire, entreprendre, exécuter et effectuer des contrats pour construire, changer, embellir, entretenir, meubler, garnir et améliorer des batisses et constructions de toute sorte; faire des contrats et arrangements avec les constructeurs, propriétaires d'immeubles et autres; faire dans toutes leurs branches respectives les affaires de constructeurs, entrepreneurs, décorateurs, marchands de pierre, briques, bois, quincailleries et autres matériaux ou accessoires, et en général faire les affaires de constructeurs et entrepreneurs; construire, agrandir, étendre, réparer, compléter, démolir, changer ou autrement s'engager dans tous travaux de chemins de fer, ponts, jetées, bassins, fondations et autres travaux de toute sorte, et prendre ou recevoir tous contrats ou transports en conséquence ou y ayant rapport;

Acquérir par achat, échange, bail ou par tout autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, mettre en opération, louer, sous-louer, vendre, changer ou autrement faire le commerce de terres et batisses et droits en icelles, de toute sorte de description;

Eriger et construire sur toute terre appartenant à la compagnie ou louée par icelle, ou dans laquelle la compagnie est intéressée en aucune manière, des batisses pour aucun but, et établir et mettre en opération des moulins, matériaux, machines et outillages de toute sorte nécessaires ou utiles pour la mise en opération convenable des affaires de la compagnie;

to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take, or otherwise acquire, and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire, or otherwise acquire, any real and personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To construct, maintain and alter any buildings or works, necessary or convenient for the purposes of the company;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments, under the name of "The Alaska Fur Trading Company, incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty seventh day of April, 1915.

C. J. SIMARD,

2660—19–2 Deputy Provincial Secretary.

The Canadian Engineering Company, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of April, 1915, incorporating Messrs. Ernest Gagnon, civil engineer, Irenee Vautrin, architect, of Montreal, Adolphe Allard, advocate, Joseph Richard, trader, of the parish of Saint-François du Lac, and Ovide Weilbremmer, gentleman, of Sorel, for the following purposes:

To enter into, undertake, execute and carry out contracts for erecting, altering, decorating maintaining, fitting out, furnishing and improving buildings and constructions of every kind, to enter into contracts and agreements with builders, real estate owners and others, to carry on in all branches thereof the business of builders contractors, decorators, dealers in stone, brick, wood, hardware and other materials and accessories and generally to carry on the business of builders and contractors; to construct, enlarge, extend, repair, complete, demolish, alter or otherwise engage in the construction of railways, bridges, piers, docks, foundations and other works of every kind, and to take and receive any contracts or transfers in connection therewith or incidental thereto;

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and to own, hold, improve, operate, lease, sub-let, sell, alter or otherwise deal with lands and buildings and rights therein of every kind and description;

To erect and construct upon any land belonging to or leased by the company or in which it may be interested in any manner, buildings for all and every purposes, and to establish and operate mills, materials, machinery and equipment of every kind necessary or suitable for the proper carrying on of the company's business;

Acquérir tout intérêt par achat, bail ou autrement dans les mines, droits miniers ou carrières ou terres, et les explorer, travailler, exercer, développer et mettre en opération, et fondre, traiter et préparer pour le marché des minérais, métaux et substances minérales de toutes sortes;

Acquérir par achat, bail ou autrement et utiliser et développer des pouvoirs d'eau et autres pouvoirs pour la production de l'électricité, hydraulique ou autre pouvoir moteur, et construire et mettre en opération des travaux pour la production de tels pouvoirs dans le district de Richelieu;

Acquérir par achat, bail ou autrement des pouvoirs électriques ou autres de toutes sortes pour l'éclairage, chauffage et autres fins, et les vendre, louer ou en disposer autrement ainsi que les pouvoirs et force produits par la compagnie; ériger et maintenir des poteaux, lignes et lignes de transmission pour la distribution du pouvoir et pour les fins en général des affaires de la compagnie, pourvu cependant que toute ventes, distribution et transmission du pouvoir électrique, hydraulique et autre pouvoir ou force en dehors des terres de la compagnie soient sujettes aux règlements locaux et municipaux à cette fin;

Construire, acheter ou acquérir autrement des bateaux à vapeurs, barques, remorqueurs ou toute sorte d'embarcations ou bateaux, et les employer et les mettre en opération;

Construire, acheter, louer ou acquérir autrement des bassins, docks, jetées, débarcadères, quais, entrepots, ascenseurs ou autres bâtisses ou travaux capables d'être employés en rapport avec les affaires de la compagnie;

Sans restreindre en aucune manière la généralité des susdits objets, acquérir ou entreprendre, toute ou aucune partie des affaires, droits, clientèle, propriété et actifs y compris toute option, concession et semblable de toute personne, société, association ou corporation toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire, et les payer en tout ou en partie en argent ou obligation, ou en paiement ou partie de paiement d'iceux, répartir et émettre comme actions acquittées et non sujettes à appel du capital actions de la compagnie, soit souscrit ou non;

Construire, améliorer, entretenir, travailler, conduire, mettre en opération ou contrôler tous chemins, voies, embranchements ou voies d'évitements sur les terres appartenant à la compagnie ou contrôlées par icelles, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepots, travaux électriques, boutiques, magasins et autres travaux et autres commodités qui peuvent paraitre directement ou indirectement utiles à l'avancement des intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement, aider ou prendre part dans la construction, amélioration, entretien, travail, conduits, mise en opération ou contrôle d'iceux;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes patentes, licences, concessions et autres semblables, conférant tout droit exclusif ou limité d'utiliser ou tout autre secret ou autre renseignement quant à aucune invention ou procédés, et mettre à profit, vendre, louer, ou autrement vendre les dites patentes, licences ou conclusions;

Acquérir et détenir et vendre ou placer autrement les stocks, actions, garanties ou entreprises de toute autre compagnie ayant pour l'un de ses objets l'exercise d'aucun des pouvoirs de la compagnie et transporter ses entreprises ou actifs à toute telle compagnie ou s'amalgamer avec icelle;

Vendre tous ou aucune partie des biens, actifs, droits, entreprises ou clientèle de la compagnie,

To acquire any interest by purchase, lease or otherwise in mines, mining rights, quarries, or lands and to explore, work, exercise, develop and operate, and melt, treat, prepare for market ores, metals and mineral substances of every kind;

To acquire by purchase, lease or otherwise and utilize and develop water and other powers for the production of electricity, hydraulic or other motive power, and to construct and operate works for the production of such powers within the district of Richelieu;

To acquire by purchase, lease or otherwise electric or other power of any kind whatever for lighting, heating or other purposes, and to sell lease or otherwise dispose of the same as well as of any power or force produced by the company; to erect and maintain posts, lines and transmission lines for the distribution of power and for the general business purposes of the company, provided however that any sale, distribution and transmission of electric, hydraulic and other power or force beyond the lands of the company be subject to all local and municipal by-laws on that behalf;

To construct, purchase or otherwise acquire steamers, barges, tugs or any other kind of vessels or boats, and to utilize or operate the same;

To construct, purchase, lease or otherwise acquire basins, docks, jettees, landing piers, wharves, warehouses, elevators or other buildings or works capable of being utilized in connection with the company's business;

Without restricting in any way the generality of the foregoing, to acquire and undertake the whole or any part of the business, rights, goodwill, property and assets including any option, concession and the like from any person, firm, association or corporation carrying on any business which this company is authorized to carry on, and to pay for the same, in whole or in part, in cash or bonds or in payment or part payment therefor, to allot and issue as paid up and non assessable shares of the capital stock of the company, whether subscribed for or not;

To construct, improve, maintain, work, conduct, operate or control any roads, ways, branches or sidings upon the lands belonging to or controled by the company, bridges, reservoirs, water courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and commodities which may appear directly or indirectly capable of promoting the interests of the company, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, work, conduct, operation or control thereof;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention or process and to turn to account, lease or otherwise dispose of the said patents, licenses or concessions;

To acquire and hold and sell or otherwise place the stocks, shares, securities or undertakings of any other company having for any of its objects the exercice of the powers of the company and to hand over its undertakings or assets to or to amalgamate with any such company;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, under-

ou en disposer autrement, et en accepter le paiement en tout ou en partie en argent, en obligations, stocks ou autres garanties dans toute corporation ou compagnie, toute telle vente ou disposition devant être valide et engageant la compagnie, pourvue qu'elles soient acceptées par les actionnaires représentant la majorité du capital souscrit de la compagnie;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou ayant l'intention de faire toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de la compagnie;

Tracer des rues, ruelles, carrés ou terrains aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos de faire et en disposer, faire et entrer en aucun arrangement ou contrat avec toute personne, municipalité ou corporation, poser, macadamiser et réparer des rues, chemins publics et trottoirs ou pour la construction, ouverture et réparation des conduits, citernes, drainage ou égouts;

Aider par des avances d'argent à la construction et entretien des chemins, rues et ruelles, aqueducs, drainage, égouts et autres travaux propres à donner un meilleur accès à la propriété de la compagnie;

Agir comme agents et courtiers pour achat, vente, échange et loyer d'immeubles et pour toutes autres transactions de même nature;

Faire les affaires de prêts et placements de toutes sortes à l'exception des affaires de banque;

Agir comme agents et courtiers en assurance;

Vendre et détenir des hypothèques, engagements, garanties et charges sur les propriétés immobilières pour garantir toutes dettes dues à la compagnie ou avances faites par icelles;

En général faire toutes affaires en rapport à la propre exécution des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "The Canadian Engineering Company, Limited", avec un fonds social de quinze mille piastres ($15,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'avril 1915.

C. J. SIMARD,

2691—19-2 Sous-secrétaire de la province.

takings, or goodwill of the company and to accept in whole or part payment therefor, cash, bonds, stocks or other securities of any corporation or company, any such sale or disposition to be valid and binding upon the company provided the same be approved by the shareholders representing the majority of the company's subscribed stock;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or about to carry on any business which this company is empowered to carry on or capable of being carried so as directly or indirectly to benefit the company;

To lay out and dispose of streets, lanes, squares or lands upon such terms and conditions as the company may deem proper to determine and to make and enter into any agreement or contract with any person, municipality or corporation, lay out, macadamize and repair streets, public highways and sidewalks, or for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains and sewers;

To aid by way of advances of money in the construction and maintenance of roads, streets and lanes, waterworks, drains, sewers and other works calculated to render more accessible the company's property;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange and leasing of real estate and for any other transactions of a like nature;

To carry on loan and investment businesses of all kinds except banking business;

To act as insurance agents and brokers;

To sell and hold hypothecs, mortgages, liens and charges upon immoveable property to secure any debt due to or advances made by the company;

Generally to carry on any business incidental to the proper carrying out of the objects for which this company is incorporated, under the name of "The Canadian Engineering Company, Limited", with a capital stock of fifteen thousand dollars ($15,000.00), divided into three hundred (300) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The principal place of business, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of April, 1915.

C. J. SIMARD,

2692—19-2 Deputy Provincial Secretary.

Industrial Securities Corporation, Limited

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'avril 1915, constituant en corporation MM. Louis Athanase David, avocat, Louis Edouard Adolphe D'Arcy Mailhiot, avocat, Segfried Hinson Read Bush, avocat, John Ligertwood Hutcheon, Edward Charles Baker, comptables, de la ville de Montréal, pour les fins suivantes:

Généralement agir comme mandataires et agent pour transiger les affaires, gérer des successions, placer et collecter les argents, revenus, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, billets, bills et autres valeurs; agir comme intermédiaires pour l'enregistrement, l'émission et la contresignature des transports et certificats d'actions, de débentures, obligations de la puissance du Canada ou d'aucune province d'icelle ou de toute corporation, association, munici-

Industrial Securities Corporation, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1915, incorporating Messrs. Louis Athanase David, Louis Edouard Adolphe D'Arcy Mailhiot, Segfried Hinson Read Bush, advocates, John Ligertwood Hutcheon, Edward Charles Baker, accountants, of the city of Montreal, for the following purposes:

Generally to act as agents or attorneys for the transaction of business, the management of estate, the investment and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities, to act as agents for the purpose of registering, issuing and countersigning the transfers and certificates of stocks, bonds, debentures or other obligations of the Dominion of Canada or of any province thereof, or of any corporation, association, or municipality

palité, recevoir et administrer tout fond d'amortissement s'y rapportant, aux conditions dont on conviendra;

Etre une agence ou association pour ou en faveur d'autres personnes qui leur confieraient de l'argent à prêter ou placer sur les valeurs ci-haut énumérées, et aussi voir au remboursement du capital ou au paiement des intérêts ou de l'un et de l'autre, ou de tous argents confiés à la compagnie pour placement et garantie contre la perte, sur toute garantie et obligation ou toute avance faite par la compagnie pour recevoir et disposer de toute sorte de biens et valeurs, transporter, donner en garantie, hypothéquer ou assigner ou mis en entrepots ou engagés pour la compagnie, relativement à telles garanties, obligations, avances ou placements;

Promouvoir ou aider à promouvoir toute autre compagnie, souscrire, acheter, vendre des actions, obligations, débentures et valeurs de toute compagnie et autrement se servir de l'argent et du crédit de la compagnie en la manière jugée avantageuse pour ces fins, soit en utilisant une partie de l'argent de la compagnie pour ces objets, soit en plaçant sur le marché, ou en garantissant l'émission ou le paiement des intérêts sur les actions, obligations, débentures, mortgages, hypothèques, obligations ou valeurs de telle compagnie, agir comme agents pour la collection et la réalisation en argent des valeurs et biens donnés en garantie, clore et liquider les affaires des successions, personnes, sociétés, associations, corps incorporés, et faire toutes choses s'y rapportant;

Etre fiduciaires de débentures, obligations ou autre valeur émise selon la loi par toute corporation, municipalité ou province du Canada;

Acquérir par achat, bail ou autrement, posséder des immeubles et transiger sur iceux;

Construire des maisons d'habitation et autres édifices sur ces biens fonds ou sur toute partie d'iceux;

Faire des avances par voie d'emprunts pour l'achat ou la location de toute partie des biens fonds de la compagnie pour fins de constructions ou d'autres améliorations, avec le consentement des actionnaires, pour aider, par avances d'argent ou autrement, à la construction et au maintien des chemins, rues, aqueducs, tuyaux d'égouts et autres travaux d'amélioration destinés à faciliter l'accès des propriétés de la compagnie et hausser leur valeur;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant un but identique, en tout ou en partie à celui de la compagnie;

Faire application pour acheter ou autrement acquérir toutes patentes, brevets d'invention, licences, concessions et autres privilèges semblables conférant un droit exclusif ou non, limité ou illimité, ou tout secret, renseignement, invention paraissant susceptibles d'être utilisés à l'obtention des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition pourrait être jugée être au bénéfice immédiat ou indirect de la compagnie, aussi se servir, développer, accorder des permis devant tourner à la compagnie et tout droit, renseignement, bien ainsi acquis;

Vendre ou autrement disposer de tout ou de partie des biens fonds ou autre propriété ou actif de la compagnie pour les considérations et conditions que la compagnie jugera convenables, accepter de l'argent comptant, des actions, débentures, du capital ou autres valeurs de toute

and to receive and manage any sinking fund therefore, in such terms as may be agreed upon;

To act as an agency or association for or on behalf of others who entrust them with money for loan or investment, upon any of the aforesaid securities, and also to secure the repayment of the principal, or the payment of the interest, or both, of any moneys entrusted with the company for investment, and for the purpose of securing those against loss, upon any guarantee or obligation, or any advance made by the Company to receive and dispose of any description of asset or security, which is conveyed, pledged, mortgaged or assigned to, or warehoused or hypothecated with the company, in connection with such guarantee, obligation, advance, or investments;

To promote or assist in promoting any other company, and to subscribe for, buy, sell, shares, debentures, mortgage debentures and security of any other company, and otherwise to employ the money or credit of the company in any manner deemed expedient for any such purposes, either for actually employing any portion of the moneys of the company for such purpose, or by placing on the market, or guaranteeing the issue or the payment of interest on the shares, debentures, mortgage debentures, obligations or securities of such other company, and to act as agents for the purpose of collecting and converting into money, its securities and properties pledged, and to close and wind up the business of estates, persons, partnerships, associations or corporate bodies, and to do such incidental acts and things as are necessary for such purposes;

To act as trustees for any debenture, bond, or other security issued according to law by any municipal or other corporation or by any province of Canada;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to own deal in real estate.

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof;

To make advances by way of loans to purchasers or lesseess of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements with the approval of the shareholders, to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets water works, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for and of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respects of or otherwise turn to account the property, right or information so acquired;

To sell, or otherwise dispose of the whole or any portion of the real estate or other property or asset owned by the Company for such considerations and upon such terms and conditions ast he company shall see fit and to accept cash, shares, debentures, stock or securities of any other

compagnie similaire dans ses fins, en paiement total ou partiel d'iceux;

Rémunérer les services rendus, payer les biens et droits acquis par la compagnie, de la manière jugée convenable, spécialement par l'émission d'actions et valeurs de la compagnie, créditées comme entièrement libérées;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, tout bien de la compagnie, et spécialement les parts, obligations, débentures ou valeurs appartenant à icelle ou dont elle peut disposer, sous le nom de "Industrial Securities Corporation Limited", au capital action de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($99,000.-00), divisé en neuf cents (900) actions de cent piastres ($100.00) chaque.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du sécrétaire de la province, ce trentième jour d'avril 1915.

C. J. SIMARD,

2693—19-2 Sous-secrétaire de la province.

La Société de Sport de Québec, Ltée

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30 avril 1915, constituant en corporation MM. Napoléon Lavoie, banquier, Arthur Paquet, bijoutier, Raoul R. Bergevin, négociant, Ernest Gagnon, avocat, et Arthur Drapeau, directeur de théâtres, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Encourager l'athlétisme et le sport dans la province de Québec et ailleurs, et, à cette fin donner des exhibitions athlétiques et tenir des tournois et concours dans toutes les branches de sport et de jeux athlétiques, et en rapport avec ces exhibitions, tournois et concours; donner des spectacles divers pour l'amusement du public;

Acheter, louer, acquérir, posséder, administrer, réparer et entretenir tous terrains et bâtisses, dont la compagnie aura besoin pour les fins ci-dessus;

Faire des règles et règlements concernant la régie interne des affaires de la compagnie, et les amender, révoquer et changer en tout temps, et faire toutes choses qui permettront d'atteindre les objets ci-dessus ou aucun d'eux ou qui pourront en découler, sous le nom de "La Société de Sport de Québec, Limitée", avec un fonds social de cinq mille piastres ($5,000,00), divisé en deux mille cinq cents (2500) actions de deux piastres ($2.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'avril 1915.

C. J. SIMARD,

2709—19-2 Sous-secrétaire de la province.

Létourneau, Limitée

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trois mai 1915, constituant en corporation M.M. B. Joseph Létourneau, industriel; Philippe Fortier et Hubert Jolin, menuisiers; Moïse Vincent et Alphonse Gélinas, mécaniciens de Grand'Mère, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois, comprenant l'achat, l'importation et l'exportation du bois en billots, du bois de charpente et de construction, et bois de toutes sortes;

company having objects similar in whole or in part to those of this company in payment or in part payment thereof;

To pay for any services rendered to, and any property or rights acquired by the company, in such manner as may seem expedient, and in particular by the issue of shares or securities of the company, credited as fully or partly paid up;

To distribute among shareholders of the company in kind, any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or securities belonging to the company or which the company may have power to dispose of, under the name of "Industrial Securities Corporation, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars ($99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of April, 1915.

C. J. SIMARD,

2694—19-2 Deputy Provincial Secretary.

La Société de Sport de Québec, Ltée

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 30th of April, 1915, incorporating Messrs. Napoléon Lavoie, banker, Arthur Paquet, jeweller, Raoul R. Bergevin, trader, Ernest Gagnon, advocate, and Arthur Drapeau, theatrical manager, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To promote athletics and sport in the Province of Quebec and elsewhere, and towards that end, to hold athletic exhibitions, tournaments and contests in all and every kind of sport and athletic plays, and in connection with these exhibitions, tournaments and contests; to give various shows for public amusement;

To buy, lease, acquire, own, manage, repair and maintain all property, buildings which the company may be require for the above purposes;

To enact rules and by-laws relating to the internal management of the company's business, to amend, repeal and alter same at any time, and to do all such things as may enable the company to attain the above objects or of them or objects resulting therefrom, under the name of "La Société de Sport de Québec, Limitée" with a capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into two thousand and five hundred (2500)shares of two dollars ($2.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of April, 1915.

C. J. SIMARD,

2710—19-2 Deputy Provincial Secretary.

Letourneau, Limitee

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of May, 1915, incorporating Mesrss. B. Joseph Létourneau, manufacturer; Philippe Fortier and Hubert Jolin, joiners; Moïse Vincent and Alphonse Bernier, machinists, of Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on the lumber business, including the purchasing, importing and exporting of logs, timber and lumber and wood of every kind;

29 MAI 1915

29 MAI 1915

Acheter et vendre des terres à bois, coupes de bois, limites;

Exercer l'industrie de propriétaire de moulins à scie et à raboter et chaufferie;

Préparer le bois de construction et généralement tous articles dans lesquels entrent le bois;

Faire des constructions de toutes sortes, et faire le commerce de matériaux de construction;

Détenir emplacements, lots et immeubles de toutes sortes nécessaires pour son commerce et son industrie;

Acheter en entier ou en partie, en clientèle de commerce ou entreprise, propriétés, biens de toutes corporations ou personnes engagées dans un commerce identique à celui de la compagnie, sous le nom de "Létourneau, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Grand'Mère, district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,
2711—19-2 Sous-secrétaire de la province.

The Makamik Saw Mill Company, Limited

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trois mai 1915, constituant en corporation MM. Louis Napoléon Boisclair, industriel, Princeville; Jean-Baptiste Boisclair, cultivateur, Saint-Samuel de Horton; Désiré Lambert, mécanicien, de Warwick, Louis Emile Boisclair, commis, et Omer Boisclair, cultivateur, de Princeville, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois en gros et détail, construire, acheter, vendre et mettre en opération, exploiter des moulins à scie; acquérir et exploiter des terres et limites à bois, transformer, manufacturer les produits forestiers en bois de commerce de toutes sortes;

Exécuter des contrats pour construction, réparation d'édifices, maisons, bâtisses quelconques, chemins publics ou privés, trottoirs, égouts; préparer et manufacturer des portes, chassis, fenêtres et autres articles fabriqués en totalité ou en partie avec du bois, opérer et faire commerce comme entrepreneurs-généraux;

Acquérir, louer, acheter ou autrement posséder des terrains propres à la colonisation et à la culture, boisés ou non boisés, les défricher, cultiver, améliorer, les exploiter, échanger et vendre; les subdiviser, donner à bail, ériger des constructions, maisons, dépendances, les vendre, louer, échanger ou les exploiter et faire le commerce d'agents d'immeubles;

Construire, exploiter des moulins à farine, et faire ce qui se rapporte à la meunerie, le commerce de farine, grain, provision et toutes autres céréales;

Acquérir, louer ou autrement posséder des embarcations, yachts à gazoline et autres navires propres au transport du bois, des marchandises, passagers et autres effets de la compagnie; faire le flottage des billots et établir et entretenir des estacades, piles, quais et autres ouvrages propres aux fins ci-dessus;

Maintenir, exploiter des maisons de pension, magasins de provisions, fournitures et autres marchandises;

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder, développer et exploiter des pouvoirs d'eaux pour le développement de la force motrice, énergie électrique;

To purchase and sell timber lands, cuts of timber and timber limits;

To carry on the business of saw-mills, planing mills and dry kilns owners;

To prepare lumber of every kind and generally any articles, of which wood is a component part;

To erect constructions of every kind and deal in building materials;

To hold emplacements, lots and real estate of all kinds necessary for its business and industry;

To purchase, in whole or in part, the goodwill, business, undertaking, property and assets of any corporations or persons engaged in any business similar to that of the company, under the name of "Létourneau, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Grand'Mère, district of Three Rivers.

Dated from the office of the provincial secretary, this third day of May, 1915.

C. J. SIMARD,
2712—19-2 Deputy Provincial Secretary.

The Makamik Saw Mill Company, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1915, incorporating Messrs. Louis Napoléon Boisclair, manufacturer, Princeville; Jean-Baptiste Boisclair, farmer, Saint-Samuel de Horton; Désiré Lambert, machinist, of Warwick; Louis Emile Boisclair, clerk, and Omer Boisclair, farmer, of Princeville, for the following purposes:

To deal in lumber wholesale and retail, construct, purchase, sell and operate, exploit saw-mills; to acquire and exploit lands and timber limits, to convert and manufacture wood products in lumber of every kind;

To execute contracts for constructing and repairing edifices, houses and building of all kinds, public or private roads, sidewalks, sewers; to prepare and manufacture doors, sashes, windows and other articles manufactured wholly or partly with wood, to operate and carry on business a general contractors;

To acquire, lease, purchase or otherwise hold lands proper for settling or cultivating purposes, wooded or unwooded, clear, cultivate, improve, exploit exchange and sell the same; subdivide give on lease, erect constructions, houses, dependencies, sell, lease, exchange or exploit the same and deal in real estate;

To construct, operate flour mills and carry on any business relating to the milling, flour, grain and provision business and the dealing in of and other cereals;

To purchase, lease or otherwise hold boats, gazoline yachts and other vessels suitable for the transportation of goods, passengers and other effects of the company; to engage in the floating of timber and to establish and maintain booms, piles, wharves and other works suitable for the above purposes;

To maintain, exploit boarding houses, provision, furniture and general stores;

To acquire by purchase, lease or otherwise and hold, develop and exploit water powers for generating motive power and electric energy;

29 MAI 1915

Eriger, équiper, établir des boutiques de forges et ateliers de construction ou réparation des machines;

Construire, exploiter un ou des aqueducs avec ou sans protection contre l'incendie et canaux d'égoûts, obtenir des franchises, privilèges à cette fin des corps municipaux intéressés, gratuitement ou les payer en argent ou en parts acquittées, et passer avec tout individu, société, corporation des contrats relatifs au service de l'aqueduc;

Se fusionner avec toute autre personne ou personnes ou compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Acheter, vendre, échanger, hypothéquer tous les meubles, immeubles de la compagnie, et payer tous services, meubles, immeubles, achetés par la compagnie par des parts acquittées de son capital-actions;

Accepter en paiement de tous services, meubles ou immeubles, des parts acquittées de d'autres compagnies étant le même genre d'industrie et de commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables ou transférables;

Faire toutes telles autres choses se rapportant ou avantageuses à l'accomplissement des objets ci-dessus ou aucun d'iceux, sous le nom de "The Makamik Saw Mill Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Molesworth, canton Royal Roussillon, district de Pontiac, (village projeté de Makamik).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mai 1915

C. J. SIMARD,

2769—19-2 Sous-secrétaire de la province.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Québec, 6 Mai 1915

Il est ordonné qu'en vertu de l'article 2356 de la loi de la chasse, il soit défendu en tout temps, de chasser, tuer ou prendre des faisans ou de déranger, endommager, cueuillir ou enlever les œufs de ces oiseaux du premier jour de mai 1915, au premier de septembre 1920.

A. MORISSET,

2827 Greffier Conseil Exécutif.

AVIS

Avis est par le présent donné que "The Protestant Infants' Home", de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'une société charitable tel qu'exposée dans sa charte d'incorporation, la loi 34 Vict., 1870, chap. 56.

Le siège principal de la société est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce sixième jour de mai 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des Assurances,

Département du Trésor,

Québec, P. Q. 2781—20-2

To erect, equip, establish blacksmith and machine shops;

To construct, exploit one or several waterworks with or without fire protection and sewers; to obtain franchise, privileges to that effect from interested municipal corporation, gratuitously or pay for the same in cash or in paid up shares and to enter into any contracts respecting the above with any individual, firm or corporation;

To amalgamate with any other person or persons or companies having objects altogether or partly similar to those of this company;

To purchase, sell, exchange, hypothecate the whole of the moveable and immoveable property of the company, and to pay for any services, moveables, immoveables purchased by the company in paid up shares of its capital stock;

To accept in payment of any services, moveables or immoveables paid up shares of other companies carrying on a similar trade and business;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

To do all such other things as may be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of The Makamik Saw-Mills Company Limited, with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Molesworth, township Royal Roussillon, district of Pontiac, (projected village of Makamik).

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of May, 1915.

C. J. SIMARD,

2770—19-2 Deputy Provincial Secretary.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 6th May, 1915.

It is ordered that in and by virtue of article 2356 of the Quebec Game Law", it shall be forbidden to hunt, kill or take pheasants or to disturb, injure, gather or take the eggs of such birds from the 1st May, 1915, to the 1st September, 1920.

A. MORISSET,

2828 Clerk Executive Counsil.

NOTICE

Notice is hereby given that "The Protestant Infants' Home", of Montreal, P. Q., has obtained a license and has been registred to transact in this province the business of a Charitable Association as set forth in its Act of Incorporation, 34 Vict., 1870, chap. 56.

The head office of the Association is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this sixth day of May, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department.

Quebec, P. Q. 2782—20-2

AVIS

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Employers Liability Assurance Corporation, Limited", de Londres, Angleterre, autorisant cette compagnie à transiger dans la province de Québec des affaires d'assurances contre le feu, la maladie, l'accident et assurance de garantie a été, ce jour, étendu à l'assurance d'automobiles.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province de Québec, sont: R. I. Griffin, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce troisième jour de mai 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec. 2685—19-2

AVIS

Avis est par le présent donné que "The Protestant Orphans' Home, Ottawa", a obtenu un permis et a été enregistrée pour transiger dans la province les affaires d'une société charitable avec les pouvoirs limités à ceux accordés aux corporations de même nature créés en vertu des lois de la province de Québec et sujettes aux formalités prescrites par les lois susdites.

Le nom et l'adresse de l'agent principal dans la province de Québec, sont Madame Ella M. Thorburn, Aylmer, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce troisième jour de mai 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 2687—19-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Merchants' & Employers' Guarantee & Accident Company", de Montréal, P. Q., autorisant cette compagnie à transiger dans la province de Québec des affaires d'assurance contre la maladie et les accidents a été ce jour étendu à l'assurance d'automobiles.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province de Québec sont J. C. H. Dussault, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce quatrième jour de mai, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 2707—19-2

864. 14.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 8 mai 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 6 mai courant, 1915, de détacher de la muuicipalité scolaire de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce, toute la pertie qui se trouve en-dehors des limites du village de Sainte-Marie, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de Sainte-Marie, (paroisse), le reste de la dite municipalité de Sainte-Marie devant être à l'avenir désigné sous le nom de "Sainte-Marie", (village). 2805

NOTICE

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the Employers Liability Assurance Corporation, Ltd., of London, England, authorizing it to transact throughout the province of Quebec the business of Fire Insurance, Accident Insurance, Sickness Insurance and Guarantee Insurance has, this day, been extended to include the business of Automobile Insurance.

The name and address of the chief Agent for the province of Quebec are: R. I. Griffin, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. Q., 1909, this third day of May, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec. 2686—19-2

NOTICE

Notice is hereby given that The Protestant Orphans' Home, Ottawa, has been licensed and registered to transact in the province the business of a charitable association with powers limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the province of Quebec and subject to the formalities prescribed by the laws aforesaid.

The name and address of the chief agent for the province of Quebec are Mrs. Ella M. Thorburn, Aylmer, Que.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this third day of May, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department.
Quebec, P. Q. 2688—19-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the Merchants & Employers' Guarantee & Accident Company, of Montreal, P. Q., authorizing it to transact throughout the province of Quebec the business of Sickness and Accident Insurance has this day been extended to include the business of Automobile Insurance.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec are J. C. H. Dussault, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. Q., 1909, this fourth day of May, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec. 2708—19-2

864. 14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 8th May, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased by Order in Council bearing date the 6th May instant, 1915, to detach from the school municipality of Sainte Marie, in the county of Beauce, all that portion thereof situate outside the limits of the village of Sainte Marie, and to erect the above mentioned territory into a distinct school municipality under the name of Sainte Marie, (parish), the remainder of the said municipality to be henceforth designated under the name of "Sainte Marie" (village). 2806

1167.14.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 8 mai 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 6 mai courant, 1915, de détacher:

1. De la municipalité scolaire de Ouiatchouan, dans le comté du Lac Saint Jean, la partie à l'ouest de la rivière Ouiatchouan, du lot No 21 du rang 1; la partie à l'ouest de la même rivière Ouiatchouan des lots Nos 21 et 22 du rang 11 et une partie du lot No 23 du rang 2, bornée à l'est par le lot No 22 et à l'ouest au prolongement vers le sud jusqu'au rang 3 de la ligne de division des lots 21 et 22 du rang 1, tous du cadastre du canton Charlevoix.

2. De la municipalité scolaire de Saint-Louis de Metabetchouan, même comté, la partie du lot No 21, à l'est de la rivière Ouiatchouan du rang 1, le lot No 20c du même rang et une partie du lot 20*b* du même rang, comprise entre le lot 20c à l'ouest et bornée encore à l'est au prolongement vers le nord jusqu'au Lac Saint Jean de la ligne séparative des lots Nos 20 et 21 du rang 11, et la partie à l'est de la rivière Ouiatchouan des lots Nos 21 et 22 du rang 2 tous du même canton Charlevoix et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Val Jalbert". 2803

191–15

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 10 mai 1915.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté en date du 7 mai 1915, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Augustin, dans le comté des Deux-Montagnes les lots Nos 417, 418 et 421 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Augustin et de les annexer à celle de Saint-Eustache, même comté. 2807

2296–14

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 10 mai 1915.

Le Surintendant a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Hubert, les immeubles appartenant aux protestants et compris dans cette étendue de terrain faisant partie de la paroisse de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly, bornée au nord-ouest par le chemin de Chambly, au sud-ouest par le chemin de la Côte Noire, sud-est par et y compris les lots du cadastre numéros 127 et 166, au nord-ouest par le chemin Saint-Hubert, y compris les lots du cadastre No 50 nord-est et 120 sud-est du chemin de Chambly, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte pour les protestants seulement, sous le nom de "Municipalité Scolaire Protestante de Saint-Hubert". 2801—20-2

621.15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 7 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Barnabé, de Saint-Elie de Caxton, comté de Saint-Maurice, et de Saint-Paulin et de Hunterstown, dans le comté de Maskinongé, tout le territoire de ces dites municipalités scolaires compris dans les limites de la paroisse civile de Notre-Dame des Neiges tel qu'érigé par proclamation insérée dans la *Gazette Officielle* du 3 novembre 1914 et d'ériger cette dite paroisse de Notre-Dame des Neiges en municipa-

1167.14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 8th May, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order-in-Council bearing date the 6th May instant, 1915, to detach:

1. From the school municipality of Ouiatchouan, in the county of Lake Saint John, the part, west of the river Ouiatchouan, of lot No. 21, of range 1; the part, west of the river Ouiatchouan of lots Nos 21 and 22 of range 11 and the part of lot No. 23 of range 2, bounded on the east by the lot No. 22 and on the west by the prolongation towards the south to range 3 of the division line of lots 21 and 22 of range 1, all of the cadastre of the township of Charlevoix.

2. From the school municipality of Saint Louis de Metabetchouan, same county, that part of lot No 21 of range 1, east of the river Ouiatchouan, the lot No. 20c of the same range and that part of lot No. 20*b* of same range, situate between lot 20c on the west and the prolongation towards the north to Lake Saint John of the division line of lots Nos. 20 and 21 of range 11 on the east, and the part, east of the river Ouiatchouan, of lots Nos. 21 and 22 of range 2, all of the same township of Charlevoix, and to erect the whole of the above territory into a distinct school municipality under the name of "Val-Jalbert". 2804

191–15

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 10th May, 1915.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council bearing date the 10th May, 1915, to detach from the school municipality of Saint Augustin, in the county of Two Mountains, the lots Nos. 417, 418 and 421 of the official cadastre of the parish of Saint Augustin and to annex the same to the school municipality of Saint Eustache, aforesaid county. 2808

2296–14

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 10th May, 1915.

Application is made that the property owned by Protestants within that tract of land situated in the parish of Saint Hubert, in the county of Chambly, bounded on the north east by the Chambly road, south west by the Côte Noir road, south east by and including cadastral numbers 127 and 166, on the north west by Saint Hubert road, also including cadastral lots No. 50 north east and 120 south east of the Chambly road, be detached from the school municipality of the parish of Saint Hubert, and erected into a distinct school municipality for Protestants only to be known as "The Protestant School Municipality of Saint Hubert." 2802—20-2

621.15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 7th May, 1915.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to detach from the school municipality of Saint Barnabe, of Saint Elie de Caxton, county of Saint Maurice, and Saint Paulin and of Hunterstown, in the county of Maskinonge, the whole of the territory of the above school municipalities, included within the limits of the civil parish of Notre Dame des Neiges, as erected by proclamation published in the *Official Gazette* of the 3rd November, 1914, and to erect the said parish of Notre Dame des Nei-

lité distincte, sous le nom de "Notre-Dame des Neiges".

2779—20-2

2004—13

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 30 avril 1915.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire sous le nom de "Lac Chat", les lots Nos 8 à 30 inclus des rangs nord-est et sud-ouest du cadastre primitif du canton Carignan, dans le comté de Champlain.

2631—19-2

984–14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 1er mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une demande de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Omer, dans le comté de Lévis en celui de Sainte-Hélène de Breakeyville.

2633—19-2

555.15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 3 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Duhamel ouest, dans le comté de Témiscamingue, les lots Nos 61, 62 et 63 du rang I du canton Duhamel, même comté, et de les annexer à celle de Guigues canton.

2689—19-2

3299–14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 7 mai, 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher:

1. De la municipalité scolaire de Saint-Damien dans le comté de Berthier, les lots Nos 64, 65, 67, 68 et 69 inclus du 8ème rang du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Damien de Brandon;

2. De la municipalité scolaire de Saint-Gabriel de Brandon, même comté, concession Saint-Augustin, les lots Nos 114 à 134 inclus, 93, 93F, 93G, 93H, (concession Saint-Norbert), 1, 2a, 2b, 3a, 3b, 4a, 4b, 5a, 5b, 6, (1er rang sud-ouest Peterborough), et d'annexer tout ce territoire à celle de Mandeville (Saint-Charles).

2775—19-2

1073–15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 7 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de changer le nom de la municipalité scolaire de village de Sainte-Agathe des Monts, comté de Terrebonne, en celui de ville de Sainte-Agathe des Monts. 2777—19-2

Québec, 10 mai 1915.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat que, par arrêté ministériel, en date du 6 mai 1915, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'accorder en faveur de M. J.-Donat-Salomon Tremblay, notaire, pratiquant et demeurant à Saint-Timothée (paroisse), district de Beauharnois, le transfert des minutes, répertoire et index de feu le notaire Rémi-S. Joron, en son vivant pratiquant à Salaberry de Valleyfield, ainsi que du greffe de S.-A. Brodeur, dont M. R.-S. Joron, était cessionnaire.

2833

ges, into a distint school municipality under the name of "Notre Dame des Neiges".

2780—20-2

2004—13

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 30th April, 1915.

The superintendent gives notice that application is made to erect into a school municipality, under the name of "Lac Chat", the lots Nos. 8 to 30, both inclusive of the north-east and south-west ranges of the original cadastre of the township of Carignan, in the county of Champlain.

2632—19-2

984–14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 1st May, 1915

The Superintendent gives notice that application is made to change the name of the school municipality of Saint Omer, in the county of Levis, into that of Sainte Hélène de Breakeyville.

2634—19-2

555.15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 3rd May, 1915.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to detach from the school municipality of Duhamel West, in the county of Temiscamingue, the lots Nos. 61, 62 and 63 of range I of the township of Duhamel, said county, and the annex the same to the school municipality of the township of Guigues.

2690—19-2

3299–14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 7th May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from:

1. The school municipality of Saint Damien, in the county of Berthier, lots Nos. 64, 65, 67, 68 and 69 inclusively of the 8th range of the official cadastre for the parish of Saint Damien de Brandon;

2. The school municipality of Saint Gabriel de Brandon, in the same county, Saint Augustin concession, lots Nos. 114 to 134 inclusively, 93, 93F, 93G, 93H (Saint Norbert concession), 1, 2a, 2b, 3a, 3b, 4a, 4b, 5a, 5b, 6 (1st range south west Peterborough), and to annex the whole of this territory to that of Mandeville (Saint-Charles).

2775—19-2

1073–15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 7th May, 1915.

The Superintendant hereby gives notice that application is made to change the name of the school municipality of the village of Sainte-Agathe des Monts, county of Terrebonne, into that of the town of Sainte Agathe des Monts.

2778—19-2

Quebec, 10th May, 1915.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased by order-in-council bearing date the 6th May, 1915, to grant in favor of Mr. J. Donat Salomon Tremblay, notary, practising and residing at Saint Timothée, (parish), district of Beauharnois, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Rémi-S. Joron, notary, in his lifetime practising and residing at Salaberry de Valleyfiled together with the minutes repertory and index of S.-A. Brodeur, which had been transferred to Mr. R.-S. Joron. 2834

Avis Divers

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4399. Dame Délia Harbour alias Arbour, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Napoléon Brunet, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Napoléon Brunet, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 6ième jour de mai 1915.

BRUCHESI & BRUCHESI,
Procureurs de la demanderesse.
30 Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 7 mai 1915. 2791—20-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4396. Dame Annie Cheranin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Berson des même lieux, marchand, la dite Dame Annie Cheranin, étant dument autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Louis Berson, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur en cette cause.

WINFIELD & LEDIEU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 7 mai 1915. 2793—20-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District des Trois-Rivières. No 47. Dame Alexina Blanchette, de la cité des Trois-Rivières, épouse de Bruno Champagne, épicier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Bruno Champagne, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 30 avril 1915.

DESY & LANGLOIS,
Procureurs du défendeur.
Trois-Rivières, 7 mai 1915. 2795—20-5

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
No 5378.

Dame Marie Picard, des cités et district de Montréal, épouse séparée de biens d'Ephrem Crete, charretier, du même endroit, la dite Dame Marie Picard dûment autorisée par un jugement de cette Honorable Cour, en date du 1er mai 1915 à prendre une action en séparation de corps contre le dit Ephrem Crete,
Demanderesse;

vs

Le dit Ephrem Crete, charretier, des cités et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de corps a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 5 mai, 1915.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,
MCDOUGALL, CREELMAN & STAIRS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 10 mai 1915. 2845—20-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 2951. Dame Sara Hyams, épouse commune en biens de Jacob Gold, des cité et district de Montréal, tailleur, et duement autorisée par un jugement de cette cour à ester en justice, Demanderesse; vs Jacob Gold, aussi des cité et district de Montréal, tailleur, Défendeur.

Miscellaneous Notices

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4399. Dame Délia Harbour alias Arbour, from the city and district of Montreal, wife common as to property of Napoléon Brunet, merchant of the same place, duly authorized to ester in justice, Plaintiff; vs the said Napoleon Brunet, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 6th day of April 1915.

BRUCHESI & BRUCHESI,
Attorneys for Plaintiff.
30 Saint Jacques, Montreal.
Montreal, 7th May, 1915. 2792—20-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4396. Dame Annie Cheranin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Berson, of the same place, merchant, and the said dame Annie Cheranin being duly duly authorized a ester en justice, Plaintiff; vs Louis Berson, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has this day been instituted against the defendant.

WINFIELD & LEDIEU,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 7th May 1915. 2794—20-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Three Rivers. No. 47. Dame Alexina Blanchette, of the city of Three Rivers, wife of Bruno Champagne, grocer, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Bruno Champagne, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 30th April, 1915.

DESY & LANGLOIS,
Attorneys for the Plaintiff.
Three Rivers, 7th May, 1915. 2796—20-2

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 5378.

Dame Marie Picard, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Ephrem Crete, carter, of the same place, the said Dame Marie Picard duly authorized by judgment of this Honourable Court under date of the 1st of May, 1915, to institute an action in separation from bed and board against the said Ephrem Crete, Plaintiff;

vs

The said Ephrem Crete, carter of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation from bed and board has been instituted by the plaintiff against the defendant on the 5th of May, 1915.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,
MCDOUGALL, CREELMAN & STAIRS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 10th May, 1915. 2846—20-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 2951. Dame Sara Hyams, wife common as to property of Jacob Gold, of the city and district of Montreal, tailor, and duly authorized by judgment of this court to ester en justice, Plaintiff; vs Jacob Gold, of the said city and district of Montreal, tailor, Defendant.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur en cette cause, le dix février 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH KEARNEY & LAFONTAINE,
Procureurs de la demanderesse.
2347—17-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 343. Louisa Plante, épouse commune en biens d'Ernest Viens de la cité de Maisonneuve, dans le district de Montréal, Demanderesse; vs Ernest Viens du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur.

V. F. JASMIN,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 1er mai 1915. 2699—19-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 341. Dame Clarinda Barbeau des cité et district de Montréal, épouse de Guillaume Bédard, ouvrier du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Ledit Guillaume Bédard, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 8 avril 1915.

J. OCTAVE MOUSSEAU,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 26 avril 1915. 2575—18-5

Cour Supérieure. Canada, Province de Québec. District de Québec. No 861. Dame Marie Légaré, de la cité de Québec, épouse de Hubert Moisan du même lieu, autorisée à ester en justice Demanderesse; vs le dit Hubert Moisan.

Un action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce jour.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND,
Procureurs de la Demanderesse.
Québec, 22 avril 1915. 2573—18-5

Province de Québec. District de Beauharnois. Cour Supérieure. No 2747. Dame Lucy M. Todd, épouse de Alfred Ernest Langtree, cultivateur, du canton de Elgin, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action de séparation de biens contre son dit époux.

J. G. LAURENDEAU,
Procureur de la Demanderesse.
Valleyfield, 19 avril, 1915. 2377—17-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montcalm. Dame Exilia Gagnon, épouse commune en biens de Victor Gingras, marchand, tous deux du village Mont Laurier dit district, demanderesse; vs Le dit Victor Gingras, du même lieu, défendeur,

Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse.

WILFRID LALONDE,
Procureur de la demanderesse.
Mont Laurier, 9 avril 1915. 2207—16-2

Province de Québec. District de Joliette. Cour Supérieure. No 7122. Dame Clara Peltier, de Saint-Jacques, district de Joliette, épouse commune en biens de Joseph Gaudet, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit époux.

JOS. SYLVESTRE,
Procureur de la demanderesse.
Joliette, 3 avril 1915. 2243—16-5

An action in separation as to property was instituted herein against the defendant on the tenth day of February, 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH KEARNEY & LAFONTAINE,
Attorneys for Plaintiff.
2348—17-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 343. Louisa Plante, wife common as to property of Ernest Viens, of the city of Maisonneuve, in the district of Montreal, Plaintiff; vs Ernest Viens, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the Defendant herein.

V. F. JASMIN,
Attorney for the Plaintiff.
Montreal, 1st May, 1915. 2700—19-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 341. Dame Clarinda Barbeau of the city and district of Montreal, wife common as to property of William Bedard workman of the same place, duly authorized to sew, Plaintiff; vs William Bedard of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted 8th April, 1915.

J. OCTAVE MOUSSEAU,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 26th April, 1915. 2576—18-5

In the Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Quebec. No. 861. Dame Marie Légaré, of the city of Quebec, wife of Hubert Moisan of the same place, duly authorized to ester in justice, Plaintiff; vs The said Hubert Moisan, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND,
Attorney for Plaintiff.
Quebec, 22nd April, 1915. 2574—18-5

Province of Quebec. District of Beauharnois. Superior Court. No. 2747. Mm. Lucy M. Todd, wife of Alfred Ernest Langtree of the township of Elgin, farmer and duly authorized to ester en justice, has instituted to day an action in separation as to property against her said husband.

J. C. LAURENDEAU,
Attorney for the Plaintiff.
Valleyfield, 19th April, 1915. 2378—17-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montcalm. No. 155. Dame Exilia Gagnon, wife common as to property of Victor Gingras, merchant, both of the village of Mont Laurier, said district, Plaintiff; vs The said Victor Gingras, of the same place, defendant.

Notice is given that an action in separation as to property, has been taken, this day, by the plaintiff, against the defendant.

WILFRID LALONDE,
Attorney for Plaintiff.
Mont Laurier, 9th April 1915. 2208—16-5

Province of Quebec. District of Joliett Superior Court. No. 7122. Dame Clara Peltier, of Saint Jacques, district of Joliette, wife of Joseph Gaudet, farmer, of the same place, duly authorized, has, this day, taken an action for separation as to property against her said husband.

JOS. SYLVESTRE,
Attorney for Plaintiff.
Joliette, 3rd April, 1915. 2244—16-5

Avis est par le présent donné que De Clara L'Heureux, épouse commune en biens de Ernest Langevin, cultivateur, autrefois de Sainte-Cecile de Milton, district de Bedford, et actuellement de North Troy, dans l'Etat de Vermont, un des Etats Unis d'Amérique, a ce 26 mars 1915, institué une action en séparation de biens contre son dit époux, sous le No. 9474 des dossiers de la Cour supérieure, district de Bedford.

ANATOLE GAUDET,
2195—16-5 Avocat de la Demanderesse.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Bedford. No 9487. Dame Alma Côté du village de Lawrenceville, dans le district de Bedford, épouse commune en biens, de Josaphat Bibeau, du même endroit, hotelier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Josaphat Bibeau, plus haut mentionné, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur.

C. A. NUTTING,
Procureur de la demanderesse.
Sweetsburg, 21 avril 1915. 2559

Cour supérieure. Province de Québec. District d'Ottawa. No 4024. Dame Clephire, Chatelain, du village de Thurso, district d'Ottawa, épouse commune en biens de Louis de Gonzague Gagnon, marchand du même lieu, Demanderesse; vs le dit Louis de Gonzague Gagnon, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15ième jour d'avril 1915.

FORTIER & MAJOR,
Procureurs de la demanderesse.
Hull, avril 1915. 2343—17-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1859. Dame Eva Labonté, de la ville de Verdun, dans le district de Montréal, épouse commune èn biens de Henri Lefebvre, contracteur, du même lieu, Demanderesse; vs Le dit Henri Lefebvre, Défendeur.

Avis par les présentes est donné qu'une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre son mari.

LAMOTHE, GADBOIS & NANTEL,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 12 avril 1915. 2247—16-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Bedford. No 9489. Dame Martha A. Harden du village de knowlton, district de Bedford, épouse commune en biens de Joseph Benoit, Jr, du même lieu, journalier, dûment autorisée à ester en justice, a, le 26ième jour d'avril, 1915, pris une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

W. H. LYNCH,
Procureur de la demanderesse.
Swwetsburg, Qué., 28 avril 1915. 2607—18-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montmagny.
No 125.

Dame Amélie Bélanger, de Saint-Cajetan d'Armagh, district de Montmagny, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Alexandre Duchesneau, entrepreneur, du même lieu.

GAGNE & GAGNE,
Procureurs de la demanderesse.
Montmagny, 29 avril 1915. 2763—19-5

Notice is hereby given that Clara L'Heureux, wife common as to property of Ernest Langevin, farmer, formerly of Sainte Cecile of Milton, district of Bedford, and actually of North Troy, in the State of Vermont, in the United States of America, has, this 26th March, 1915, instituted an action in separation as to property, against her said husband, under the No. 9474 of the records of the Superior Court, district of Bedford.

ANATOLE GAUDET,
2196—16-5 Attorney for Plaintiff.

Superior Court. Province of Quebec. District of Bedford. No. 9487. Dame Alma Cote, of the village of Lawrenceville, in the district of Bedford, wife common as to property, of Josaphat Bibeau of the same place, hotel-keeper, duly authorized à ester en justice, Plaintiff; vs Josaphat Bibeau, as above described, Defendant.

An action for separation as to property, has this day been instituted against the Defendant.

C. A. NUTTING,
Attorney for Plaintiff.
Sweetsburg, 21st April, 1915. 2560—18-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Ottawa. No. 4024. Dame Clephire Chatelain, from the village of Thurso, district of Ottawa, wife common as to property of Louis de Gonzague Gagnon, merchant of the same place, Plaintiff; vs the said Louis de Gonzague Gagnon, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 15th day of April 1915.

FORTIER & MAJOR,
Attorneys for Plaintiff.
Hull, April, 1915. 2344—17-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1859. Dame Eva Labonté, of the town of Verdun, in the district of Montreal, wife common as to property of Henri Lefebvre, contractor, of the same place, Plaintiff; vs The said Henri Lefebvre, Defendant.

Notice is hereby given that an action in separation as to property has been taken by the plaintiff, against her husband.

LAMOTHE, GADBOIS & NANTEL,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 12th April, 1915. 2248—16-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Bedford. No. 9489. Dame Martha A. Harden, of the village of Knowlton, district of Bedford, wife common as to property of Joseph Benoit of the same place, labourer, instituted on the 26th day of April, 1915, an action for separation from bed and board and property against her said husband.

W. H. LYNCH,
Attorney for Plaintiff.
Sweetsburg, Que., 28th April, 1915. 2608—18-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montmagny.
No. 125.

Dame Amélie Bélanger, of Saint-Cajetan d'Armagh, district of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband Alexandre Duchesneau, contractor, of the same place..

GAGNE & GAGNE,
Attorneys for plaintiff.
Montmagny, 29th April, 1915. 2764—19-5

Cour Supérieure. Canada. Province de Québec. District de Beauce. No 2202. Dame Elodie Normand, épouse d'Arthur Labonté, de la paroisse de Saint-Georges, district de Beauce, dûment autoriser à ester en justice, demanderesse; vs le dit Arthur Labonté, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingtième jour d'avril courant.

HAMEL & FARIBAULT,
Procureurs de la Demanderesse.

Vraie copie
HAMEL & FARIBAULT,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph Beauce, 22 avril 1915. 2603—18-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1500. Dame Rebecca Pfeffer, épouse commune en biens de Aaron Rachback, des cités et district de Montréal, commerçant dûment autorisé aux fins des présentes par jugement de la Cour supérieure, le 30 mars 1915, Demanderesse; vs Aaron Rachback, du même lieu, commerçant, Défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été instituée par la demanderesse.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Avocats de la Demanderesse.
Montréal, 31 mars 1915. 2291—16-2

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1864. Dame Sara Radutsky, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Rubin Wudofsky, marchand de fourrures, et duement autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Rubin Wudofsky, des cité et district de Montréal, marchand de fourrures, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, en cette cause, le 19 janvier 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH KEARNEY & LAFONTAINE,
2345—17-5 Procureurs de la demanderesse.

Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Beauce. No. 2203. Dame Elodie Normand, wife of Arthur Labonté, of the parish of Saint Georges, district of Beauce duly authorized to ester en justice, plaintiff, vs The said Arthur Labonté, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, the second day of April instant.

HAMEL & FARIBAULT,
Attorneys for Plaintiff.

A true copy,
HAMEL & FARIBAULT,
Attorneys for Plaintiff.
Saint Joseph Beauce, 22nd April, 1915.
2604—18-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1500. De Rebecca Pfeffer, wife common as to property of Aaron Rachback, of the city and district of Montreal, trader, duly authorized for the purposes of these presents by judgment of the Superior Court of 30th March, 1915, Plaintiff; vs Aaron Rachback, of the same place, trader, Defendant.

An action for separation of property has this day been instituted by the plaintiff.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 31st March, 1915. 2292—16-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1864. Dame Sara Radutsky, wife common as to property of Rubin Wudofsky, of the city and district of Montreal, furrier, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Rubin Wudofsky, of the city and district of Montreal, furrier, Defendant.

An action as separation as to property was instituted against the defendant herein on the 19th day of January, 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH KEARNEY & LAFONTAINE,
2346—17-5 Attorneys for Plaintiff.

Avis de Faillites

Re J. S. Grégoire, de Saint-Félix de Kingsey, marchand, a le 7ième jour de mai 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, pour le district de Beauce, conformément à la loi.

LEFAIVRE & GAGNON,
Gardiens provisoires.
Bureau, 98 rue Saint-Pierre, Québec, Qué.
Québec, 7 mai 1915. 2785

District de Québec.

Dans l'affaire de Bérubé & Lafond, entrepreneurs menuisiers, Québec, Insolvables.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date du 7ème jour de mai 1915, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs conjoints.
Bureau, 101 rue Saint-Pierre.
Québec, 8 mai 1915. 2819

Bankrupt Notices

Re J. S. Grégoire, de Saint Felix de Kingsey, merchant, has on May 7th, made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Beauce, according to law.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional Guardians.
Office, 98 Saint Peter street, Quebec, Que.
Quebec, 7th May, 1915. 2786

District of Quebec.

In the matter of Bérubé & Lafond, master joiners, Quebec, Insolvents.

Notice is hereby given that according to an order of the court dated the 7th day of May 1915, we have been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,
Joint curators.
Office: 101 Saint Peter street.
Quebec, 8th May, 1915. 2820

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Trois-Rivières.

In re A. Panneton & Cie, marchands de Shawinigan Falls, Qué., Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera payable à nos bureaux le 31 mai 1915.

Toute contestation de ce dernier doit être déposée entre nos mains avant la date susmentionnée.

A. TURCOTTE & FILS,
Liquidateurs.

Bureaux de Kent & Turcotte.
Montréal. 2831

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 87-A 435

In re G. M. MacKenzie, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'au 24 mai 1915, après quelle date, le dividende sera payable à mon bureau.

C. HAROLD SKELTON, C. A.,
Curateur.

605, Bâtisse Banque de Québec.
Montréal, 7 mai 1915. 2797

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 175.

Dans l'affaire de Perry L. Cohen, "Perry Clothing Co.," Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure rendu le 7 mai 1915, le soussigné a été nommé curateur aux biens du dit insolvable.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau dans les trente jours de cette date.

Signé: H. H. BEAULIEU,
Curateur.

Bureau de
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
92, rue Notre-Dame-Est.
Montréal, 7 mai 1915. 2799

District de Québec.

Dans l'affaire de P. Renaud & Cie., marchands, Québec, Insolvables.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 25 mai 1915.

Ce dividende sera payable à notre bureau le ou après le 26 mai 1915.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs conjoints.

Bureau, 101 rue Saint-Pierre.
Québec, 7 mai 1915. 2817

Re Philias Bureau, de Saint-Samuel de Gayhurst, Insolvable.

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints en vertu d'un ordonnance de la cour supérieure, pour le district de Beauce, en date du 7 mai 1915.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations dument assermentées dans les trente jours de cette date.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curateurs conjoints.

Bureau, 98 rue Saint-Pierre, Québec, Qué.
Québec, 7 mai 1915. 2787

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.

In re A. Panneton & Co., merchants of Shawinigan Falls, Que., Insolvent.

Notice is herby given that a first and final dividend has been prepared and will be payable at our office on the 31st of May, 1915.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. TURCOTTE & SON,
Liquidators.

Office of Kent & Turcotte.
Montreal. 2832

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 87-A 435

In re G. M. MacKenzie, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter. Open to objection until the 24th May, 1915, after which date dividend will be payable at my office.

C. HAROLD SKELTON, C. A.,
Curator.

605, Quebec Bank Building.
Montreal, 7th May, 1915. 2798

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 175.

In the matter of Perry L. Cohen, "Perry Clothing Co.," Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court rendered this 7th day of May, 1915, the undersigned has been appointed curator to the above named Insolvent estate.

Sworn claims must be fyled at my office within thirty days from date.

H. H. BEAULIEU,
Curator.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92 Notre Dame Street East.
Montreal, 7th May, 1915. 2800

District of Quebec.

In the matter of P. Renaud & Cie., merchants, Quebec, Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection untill May 25th 1915.

This dividend will be payable at our office on or after the 26th May 1915.

BEDARD & BELANGER,
Joint Curators.

Office, 101 Saint Peter Street.
Quebec, 7th May, 1915. 2818

Re Philias Bureau, of Saint Samuel de Gayhurst, Insolvent.

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in virtue of an order of the court for the district of Beauce, dated 7th May, 1915.

The creditors of the said insolvent are requested to fyle us their claim duly sworn to within thirty days from this date.

LEFAIVRE & GAGNON,
Joint Curators.

Office, 98 Saint Peter street, Quebec, Que.
Quebec, 7th May, 1915. 2788

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 201.

In re J. R. Pigeon, marchand, 1149 Ave. Van Horne, Outremont, Failli.

Avis est donné que le 5 mai 1915, par ordre de la Cour supérieure, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ARTHUR CORBIN,
Curateur.

1149 Ave. Van Horne, Outremont. 2815

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Bedford,
No 247.

Dans l'affaire de Ovila Mercure *et al.*,
Créancier demandeur;

vs

Omer Bienvenu, Défendeur insovable.

Avis est donné que la quatrième jour de mai courant (1915), le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Omer Bienvenu qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

J. L. DOZOIS,
Curateur.

Granby, Qué., 6 mai 1915. 2789

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Joseph Denis, entrepreneur, Notre-Dame de Grace, Failli.

Je, soussigné, comptable de la cité de Montréal, ai été dûment nommé curateur à la faillite du sus-nommé par l'honorable juge Charbonneau, le 9ième jour de décembre, 1914.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau (s'ils ne l'ont pas encore fait), No 15, rue Saint-Jacques, Montréal, dans les trente jours de la date du présent avis.

F. X. BILODEAU,
Curateur.

Montréal, 10 décembre 1914. 2813

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District des Trois-Rivières,
No. 466.

Dans l'affaire de Bruno Champagne, Trois-Rivières, Insolvable.

Avis est par le présent donné que par une ordonnance de la cour, en date du 7 mai 1915, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

HENRI BISSON,
Curateur.

Bureau: Edifice Banque d'Hochelaga.
Trois-Rivières, 7 mai 1915. 2859

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 201.

In re J. R. Pigeon, merchant, 1149 Van Horne Ave. Outremont, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 5th day of May 1915, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be fyled at my office within one month.

ARTHUR CORBIN,
Curator.

1149, Van Horne Ave. Outremont. 2816

Cour Supérieure.

Canada,
Province of Quebec,
District of Bedford,
No. 247.

In the matter of Ovila Mercure *et al.*,
Creditor Plaintiff;

vs

Omer Bienvenu, Debtor defendant.

Notice is hereby given that, on the fourth day of May instant, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Omer Bienvenu who was made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

J. L. DOZOIS,
Curator.

Granby, Que., 6th May, 1915. 2790

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Joseph Denis, contractor, Notre Dame de Grace, Insolvent.

I, the undersigned accountant of the city of Montreal, have been duly appointed curator to above named insolvent estate by Honourable Judge Charbonneau, on the 9th day of December, 1914.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my office, (if they have not already done so), No. 15, Saint James street, Montreal, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,
Curator.

Montreal, 10th December, 1914. 2814

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Three Rivers,
No. 466.

In the matter of Bruno Champagne, Three Rivers, Insolvent.

Notice is hereby given that by an order of the Court dated 7th May, 1915, I was appointed curator to the property of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this date.

HENRI BISSON,
Curator.

Hochelaga Bank Building.
Three Rivers, 7th May, 1915. 2860

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 2901.

Re Théo. Leclerc, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un bordereau de collocation du produit de la vente des immeubles 564 et 565 du quartier Saint-Roch de Québec, a été préparé, qu'il sera ouvert à objection d'ici au 1er juin 1915, alors qu'il sera payable à nos bureaux.

LARUE & TRUDEL,
Curateurs.

Bureaux: Edifice Dominion,
126 rue Saint-Pierre.
Québec, 15 mai 1915. 2857

Province de Québec,
District de Bedford,
No 140.

In re Josephat Bibaud, Lawrenceville, Qué., Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable au bureau du soussigné le ou après le premier jour de juin 1915.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

J. L. DOYON,
Curateur.
Granby, Qué., 11 mai 1915. 2861

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 2901.

Re Theo. Leclerc, Insolvent.

Notice is hereby given that a collocation sheet of the product of the sale of immoveable properties 564 and 565 Saint Roch ward of Quebec, has been prepared, that it will remain open to objection till 1st June, 1915, when it will be payable at our offices.

LARUE & TRUDEL,
Curators.

Offices: Dominion Building.
126 Saint Peter street.
Quebec, 15th May, 1915. 2858

Province of Quebec,
District of Bedford,
No. 240.

In re Josephat Bibeau, Lawrenceville, Que., Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at my office on or after the first day of June, 1915.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

J. L. DOYON,
Curator.
Granby, Que., 11th May, 1915. 2862

Avis

LA COMMISSION DES EAUX COURANTES DE QUEBEC

BARRAGE-RESERVOIR PROJETE SUR LA RIVIERE SAINT-MAURICE

AVIS AUX ENTREPRENEURS

Des soumissions cachetées adressées au soussigné et portant cette mention "Soumission pour Barrage à La Loutre sur la rivière Saint-Maurice" seront reçues au bureau de la Commission des Eaux Courantes de Québec, chambre 264, Edifice du Parlement à Québec, jusqu'à midi mardi, le 15 juin 1915.

Les plans et devis peuvent être examinés au bureau ci-haut mentionné ou au bureau de la Commission, chambre 803, Edifice McGill, Montréal.

Les personnes qui désirent soumissionner devront accepter l'échelle des salaires préparée ou à être préparée par le Département du Travail de Québec, et cette échelle des salaires fera partie du contrat.

Les soumissionnaires doivent se rappeler que les soumissions ne seront considérées que si elles sont faites selon les formules fournies à cet effet.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque accepté par une banque canadienne et fait payable à l'ordre du Trésorier Provincial, pour une somme de cent cinquante mille (150,000) dollars et cette somme sera confisquée si le soumissionnaire à qui l'ouvrage sera adjugé refuse de signer un contrat pour les prix mentionnés dans sa soumission.

Le chèque ainsi fourni sera retourné aux entrepreneurs dont la soumission ne sera pas acceptée

Notice

THE QUEBEC STREAMS COMMISSION

PROPOSED STORAGE DAM ON THE SAINT MAURICE RIVER

NOTICE TO CONTRACTORS

Sealed Tenders addressed to the undersigned and marked "Tender for Storage Dam at La Loutre on the Saint Maurice river" will be received at the office of the Quebec Streams Commission, Room 264, Parliament Building, Quebec, until twelve o'clock, on tuesday, the 15th of June, next, 1915.

Plans and specifications can be seen on or after this date at the said office or at the Quebec Streams Commission's Office, Room 803, McGill Building, Montreal.

Parties tendering will be required to accept the fair wages schedule prepared or to be prepared by the Department of Labour of the Province of Quebec, which schedule will form part of the contract.

Tenderers are notified that tenders will not be considered unless made strictly in accordance with the printed forms.

An accepted bank check for the sum of one hundred and fifty thousand dollars ($150,000.00), made payable to the order of the Provincial Treasurer, must accompany each tender, which sum will be forfeited if the party tendering declines entering into contract for the work, at the rates stated in the offer submitted

The cheque thus sent in will be returned to the respective contractors whose tenders are not accepted.

Le chèque du soumissionnaire à qui l'ouvrage sera adjugé sera retenu comme garantie totale ou partielle que l'ouvrage sera exécuté selon le contrat à être signé.

La Commission ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions.

Par ordre,

O. LEFEBVRE,
Ingénieur en Chef.

La Commission des Eaux Courantes de Québec.
Montréal, le 29 avril 1915.

N.-B.—Les journaux qui publieront cet avis sans l'autorisation de la Commission ne seront pas payés. 2783

The chèque of the successful tenderer will be held as security, or part security, for the due fulfilment of the contract to be entered into.

The lowest of any tender not necessarily accepted.

By order,

O. LEFEBVRE,
Chief Engineer.

The Quebec Streams Commission.
Montreal, 29th April, 1915.

Newspapers inserting this advertisement without authority from the Commission will not be paid for it. 2784

En liquidation

Avis est par les présentes donné, que la société dite l'Union Saint-Joseph de l'Ancienne-Lorette a décidé de liquider ses affaires; que la société n'acceptera plus de contrats à partir d'un mois après la publication dans la *Gazette Officielle de Québec*, du présent avis: que la société se propose de nommer H. Octave Roy, notaire, ayant son bureau d'affaires au numéro 126 de la rue Saint-Pierre, en la cité de Québec, liquidateur de la dite société, à l'assemblée de ses membres qui sera tenue le mercredi, 8 juin 1915, en la salle publique de l'Ancienne-Lorette, à huit heures P. M.

H.-OCTAVE ROY,
Secrétaire-trésorier de l'Union Saint-Joseph
de l'Ancienne-Lorette.

2675—19-2

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 903.

Re La Cie de Pulpe Dalmas, Ltée,
En liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé entre les mains des liquidateurs soussignés, à leur bureaux, 126 rue Saint-Pierre, Québec, un certain acte de vente passé devant C. A. Lafrance, N. P., le 22 avril 1915 et portant le numéro 3682 de ses minutes, par les liquidateurs de la Cie de Pulpe Dalmas, en liquidation à la Banque Nationale de Québec, des propriétés plus particulièrement décrites comme suit, à savoir:

Le lot 21, du 2ème rang, canton Dolbeau, comté Lac Saint-Jean, subdivisé et comprenant les lots 21-1 à 21-213 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel.

Le lot 22, du 2ème rang, même canton et comté, moins le terrain 22-6 déjà vendu, étant les subdivisions 22-1 à 22-5 et 22-7 à 22-231 y compris les subdivisions 22-168*a* et 22-224*a*, détachés des subdivisions originales 22-168 et 22-224 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel.

La chûte et le barrage vis-à-vis lesdits lots 21 et 22 tel que ci-dessus.

Le lot 23, 2ème rang, canton Dolbeau, Co. Lac Saint-Jean, subdivisé et comprenant les lots 23-1 à 23-232 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel.

Les lots 24, 25 et 26 du cadastre officiel pour le 4ème rang canton Dolbeau, Co. Lac Saint-Jean, y compris le site du moulin et les pouvoirs hydrau-

In Liquidation

Notice is hereby given that the society called "L'Union Saint-Joseph de l'Ancienne-Lorette", has decided to round up its business; that its contracts are to cease one month after the publishing of the present notice in the *Quebec official Gazette*, that H.-Octave Roy, notary, whose addresses is 126 Saint Peter street, in the city of Quebec, shall be proposed as liquidator of the said society, at the meeting of its members, to be held on Wednesday, the 8th of June, 1915, in the public Hall, at l'Ancienne Lorette, at 8 o'clock P. M.

H.-OCTAVE ROY,
Secretary-treasurer of l'"Union Saint-Joseph
de l'Ancienne-Lorette".

2676—19-2

UNDER THE WINDING UP ACT.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 903.

Re La Cie de Pulpe Dalmas, In liquidation.

Notice is hereby given that there has been deposited into the hands of the undersigned liquidators, at their offices, 126 Saint Peter street, Quebec, a certain deed of sale passed before C. A. Lafrance, N. P., on 22nd April, 1915, number 3682 of his minutes by the liquidators of the La Cie de Pulpe Dalmas, in liquidation to the La Banque Nationale of Quebec, of the properties more particularly described as follows, to wit:

Lot 21, of the 2nd range, township of Dolbeau, Lake Saint John county, subdivided and comprising lots 21-1 to 21-213 on plan and reference book of the official cadastre.

Lot 22, of the 2nd range, same twonship and county, less the piece of ground 22-6 already sold, being the subdivisions 22-1 to 22-5 and 22-7 to 22-231 comprising the subdivisions 22-168*a* and 22-224*a*, detached of original subdivisions 22-168 and 22-224 on plan and reference book of the official cadastre.

The falls and the barrage opposite the said lots 21 and 22 as per above.

Lot 23, of the 2nd range, township of Dolbeau, Lake Saint John county, subdivided and comprising the lots 23-1 to 23-232 on plan and reference book of the official cadastre.

Lots 24, 25 and 26 of the official cadastre for the 4th range of Dolbeau, Lake Saint Johns, county, including the mill site and the water powers of

liques de la Chûte Blanche, sur la Petite Péribonca, vis-à-vis les dits lots.

Une étendue de terrain située entre le Lac des Cyprès, affluent de la Petite Péribonca et le Lac Long, affluent de la rivière des Aigles, territoire non organisé du Lac Saint-Jean et comprenant toute cette étendue de terrain ayant 5 chaines de largeur chaque côté du cours d'eau entre le lac des Cyprès et le lac Long sur la longueur qu'il peut y avoir entre ces deux lacs.

Une étendue de terrains sur la Rivière des Aigles, territoire non organisé du Lac Saint-Jean, et comprenant toute cette étendue du terrain ayant 5 chaînes de largeur de chaque côté de la rivière des Aigles sur une longueur de quatre-vingt chaînes à partir de l'Isle située à la décharge du Lac des Aigles en descendant la lite rivière.

Le droit de se servir des eaux de la rivière et du lac des Aigles et du lac Long pour les déverser dans le lac des Cyprès pour augmenter le pouvoir d'eau et la force hydraulique de la Petite Péribonca, et le droit de faire à cette fin, les travaux de barrage et de creusage sur les terrains ci-haut mentionnées.

Les lots de terrain 17-1 et 17-2 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du 5ème rang Dalmas—avec bâtisses dessus construites et tous les droits que peuvent avoir la Cie et M. Jos. Samson, sur toutes autres parties du lot original No 17 et se décrivant comme suit:

"17-1. De figure irrégulière, borné par le nord par les Nos 17-17 et 17-18 vers le sud par 17-8, vers l'ouest par 17-8, 17-9, 17-10 et 17-17 et vers l'ouest par la petite Péribonca, mesurant vers le sud 450 pds sur le lot 18-185 et 680 pieds sur 17-7 vers le sud, 120, 160 et 500 pds sur No 17-8 et vers l'est 350 pds sur les Nos 17-8, 17-9 et 17-10.

Borné en front vers le sud par un chemin public, vers le nord-est et ouest par 17-1.

L'emplacement étant partie du lot 4, 7ème rang Dalmas, de forme irrégulière ayant 833 pds de largeur dans la ligne de division qui se trouve entre le terrain présentement vendu et celui d'Emile Raymond, 800 pds longueur à la ligne faisant front au chemin public, 171 pds de largeur à la ligne de division qui se trouve entre le terrain présentement vendu et le résidu appartenant à Jos. Simard et 1200 pds longueur plus ou moins à la ligne qui sépare le dit terrain à la Petite Péribonca; borné vers le nord à Emile Raymond, à l'est au chemin de front, au sud partie Jos. Simard, partie Petite Péribonca et à l'ouest à la même rivière.

La vente comprend aussi toutes les bâtisses et dépendances construites sur les lots ci-dessus étant maisons, dalle, boutique, quai, moulin à pulpe, ses machineries et outillages et le moulin à scie et ses machineries.

Le certificat des enregistrements a aussi été déposé à nos bureaux, entre les mains de nous, les liquidateurs soussignés.

Les dites propriétés immobilières ont été détenues durant les trois dernières années par la Cie de Pulpe Dalmas, en liquidation, à et par M. Jos. Simard de Saint-Amédée de Péribonca, pour le lot 4 du 7ème rang Dalmas, jusqu'au 12 février 1913.

Cet avis est donné conformément aux prescriptions des articles 7552 et suivants, des Statuts refondus, de la province de Québec, 1909, afin de donner à la dite vente "l'effet du décret".

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Québec, ce vingt-deuxième jour d'avril 1915.

2459—17-5

the Chute Blanche, on the little Peribonca river, in front and opposite the said lots.

A stretch of land situated between Lac des Cyprès, running into the river Petite Péribonca and the Lac Long, running into the river des Aigles, unorganized territory of Lake Saint John district and comprising all that strecth of land having 5 chains in width each side of the river between Lac des Cyprès and Lac Long and on the length there is between these two lakes.

A stretch of land on the rivière des Aigles, unorganized territory of Lake Saint John and comprising that stretch of land having a width of 5 chains on each side of the Rivière des Aigles on a length of eighty chains from the island situated at the discharged of Lac des Aigles, going down on said river.

The right to use the waters of the river of lac des Aigles and of Lac Long running them into Lac des Cyprès where it flows into the river Petite Péribonca to increase the water power and its hydraulic force, and the right to make for that purpose all works of barrage and excavation on lots above mentioned.

Lots of land 17-1 and 17-2 on plan and reference book of the official cadastre of 5th range Dalmas—with buildings thereon erected and all the rights which the Company and Mr. Jos. Samson may have on any other portion of original lot No. 17 described as follows:

"17-1. Of irregular figure bounded by the north by the Nos. 17-17 and 17-18 towards the south by 17-8 towards the west by 17-8, 17-9, 17-10 and 17-17 and towards west by the Petite Péribonca, measuring towards the south 450 feet on lot 18-185 and 680 feet on 17-17 towards the south 120, 160 and 500 feet on No. 17-8 and towards the east 350 feet on Nos. 17-8, 17-9 and 17-10."

Bounded in front towards the south by a public road towards the north-east and west by 17-1.

The piece of ground being part of lot 4, 7th range Dalmas, township of irregular figure, having 833 feet wide in the division line between the piece of ground presently sold and the one of Emile Raymond, 800 feet long at the line fronting the public road, 171 feet wide at the division line, which is found between the piece of ground presently sold and the residue belonging to Jos. Simard and 1200 feet long more or less at the line which separates the said piece of ground to the Petite Peribonca; bounded towards the north to Emile Raymond, to the east to the front road, towards the south part to Jos. Simard, part to Petite Peribonca and towards the west to the same river.

The sale comprise also all the buildings and dependencies erected on the above lost being houses, gutters, machine shop, wharf, pulp mill, its machinery and tools and the saw mill with its machinery.

The registry office certificate has also been deposited at our offices, into our hands, the undersigned liquidators.

The said immoveable properties have been owned since the last three years by the Cie de Pulpe Dalmas, in liquidation, and by Mr. Jos. Simard of Saint Amédée de Péribonca, for lot 4 of 7th range Dalmas, untill 12th February, 1913.

This notice is given in conformity to the prescriptions of articles 7552 and following of the revised statutes of Quebec, 1909, so to give to said sale *"l'effet du décret"*.

LARUE & TRUDEL,
Liquidators.

Quebec, this twenty second day of April, 1915.

2460—17-5

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District des Trois-Rivières,
No 478.

Trois-Rivières, le vingt-troisième jour d'avril, mil neuf cent quinze.

Présent: Sa Seigneurie l'hon. juge F. X. Drouin.

Joseph Veillette, demandeur; vs Eugene Veillette, défendeur, & Napoléon Groleau *et al.*, tiers-saisis, & Xavier Blais *et al.*, intervenants.

Sur requête du demandeur et vu l'allégation de déconfiture du défendeur contenue dans les interventions des intervenants, il est ordonné et enjoint aux créanciers du dit défendeur de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion des présentes.

DE LOTTINVILLE & PROVENCHER,
Protonotaire, C. S.
Districts des Trois-Rivières.

DeLottinville & Provencher, avocats,
Trois-Rivières. 2667—19-2

Cour de Circuit du District de Montréal.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 3189.
Le 29e jour d'août 1915.

PRESENT: l'Honorable Juge Archambault.

L. Goldfine et al., Demandeur; vs Peter Robinovitch, Défendeur; et "The J. B. Goodhm Co., Limited", Opposante.

La cour, sur motion de l'opposante ordonne qu'un avis dans les langues françaises et anglaise à être publié deux fois dans la Gazette officielle de Québec, les créanciers du dit Peter Robinovitch, le défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du greffier de cette cour, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite Gazette officielle, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité à l'article 673 du Code de Procédure civile (de par la cour).

J. CARTIER,
2703—19-2 Dep. G. C. C.

Order of the Court

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Three-Rivers,
No. 478.

Three Rivers, the twenty third day of April, one thousand nine hundred and fifteen.

Present: His Lordship the Honorable F. X. Drouin, J. S. C.

Joseph Veillette, Plaintiff; vs Eugene Veillette, Defendant, & Napoleon Groleau *et al.*, Garnishees, & Xavier Blais *et al.*, Intervening Parties.

Upon the petition on behalf of the plaintiff alleging the insolvancy of the defendant, it is ordered to the creditors of the said defendant to fyle their claims within fifteen days from the date of the first publication of these presents.

DE LOTTINVILLE & PROVENCHER,
Prothonotary, S. C.
District of Three Rivers.

De Lottinville & Provencher, advocates.
Three Rivers. 2668—19-2

Circuit Court of the District of Montreal.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 3189.
The 29th day of April, 1915.

PRESENT: The Hon. Mr. Justice Archambault.

L. Goldfine et al., Plaintiffs; vs Peter Robinovitch, Defendant; and The J. B. Goodhm Co, Limited, Opposant.

The court, on motion of opposant, doth order that a notice in the french and english languages to be published twice in the Quebec Official Gazette, notifying the creditors of said Peter Robinovitch, the defendant, who have not already filed their claims to file the same in the office of the clerk of this court, in Montreal, within fifteen days from the date of the first insertion of said notice in the said Official Gazette, together with a sworn statement of their claims, in conformity with article 673 of the Code of civil procedure (by the court).

J. CARTIER,
2704—19-2 Dep. C. C. C.

Ratifications

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal, un acte passé devant Mtre J.-A. Sicotte, notaire, le 30 mars 1915, entre Achille Gagné, de Saint-Constant, district de Montréal, et Hormisdas Lefebvre, du même lieu, cultivateur, étant une vente par le dit Achille Gagné au dit Hormisdas Lefebvre d'une terre sise et située en la paroisse de Saint-Constant, en la concession nord-ouest du rang Saint-Pierre, contenant environ 130 arpents en superficie, soit 5 arpents de largeur sur 25 de profondeur, plus ou moins, connue et désignée comme formant les lots Nos 375 et 376 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Constant; laquelle terre est traversée par le chemin public et ainsi bornée: en front par la Petite Rivière Saint-Pierre, en profondeur par les terres de la concession Saint-Simon ou de La Bran-

Ratifications

Notice is hereby given that a deposit was made at the prothonotary's office of the Superior Court of the district of Montreal, of a deed passed by notary J.-A. Sicotte, on the 30th March, 1915, between Achille Gagné, of Saint Constant, district of Montreal, and Hormisdas Lefebvre, of the same place, farmer, being a deed of sale consented by the said Achille Gagné, to the said Hormisdas Lefebvre, of a lot of land located and situated in the parish of Saint Constant, in the north west allotment of Saint Pierre's row, containing about 130 acres in surface, being 5 acres in width by 25 in depth, more or less, known and designated as forming the lots 375 and 376 of the plan and official book of reference of the parish of Saint Constant, which lot of land is crossed by the public road and thus bounded: on the front by La Petite Rivière Saint Pierre, on depth by the lands of the allotment of Saint

che, d'un côté au nord-est par le lot No 377, et de l'autre au sud-ouest par le lot No 374—avec maison et autres bâtisses y érigées, et en la possession de Achille Gagné et de ses auteurs, Léandre Fyfe, Henri Fyfe, Roch Fyfe et Dame Lumina Ste-Marie, veuve de feu Arsène Fyfe, comme propriétaires pendant les sept dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit terrain a été acquis par le dit Hormisdas Lefebvre, sont averties qu'il sera présenté à la dite Cour, le 18 juin 1915, une demande ne ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forclose du droit de le faire.

J.-B.-A. TISON,
Dép.-Protonotaire, C. S.

Montréal, 30 avril 1915. 2683—19-2

AVIS POUR RATIFICATION DE TITRE

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Rimouski,
No 5045.

Avis est par le présent donnée, que Arthur Charles Landry, de Mont-Joli, district susdit, marchand, par acte de vente passé devant L. de G. Belzile, N. P., le 26 avril 1915, à Rimouski, a acheté les immeubles et accessoires suivants, de Joseph Dubé, notaire, de Mont-Joli, en sa qualité de liquidateur de la Compagnie de Fonderie et Machineries, Limitée, de Mont-Joli, savoir:

a. Un lopin de terre situé en la paroisse de Mont-Joli, de forme irrégulière, contenant environ quatre arpents et un quart en superficie; borné au sud au terrain acquis à la dite compagnie de Frs. Corriveau, au nord à la borne sud des terres du deuxième rang, à l'ouest partie à dame Marceline Gagnon (rue projetée), partie à C. Lévesque, partie à J. Charette, et partie à J. B. Fournier, et à l'est au terrain de l'I. C. R., à distraire trois emplacements appartenant à Pierre Labrie, Joseph Lévesque et Arthur Lévesque ou représentants;

b. Un terrain de trente pieds de largeur, adjacent au terrain ci-dessus décrit, à l'extrémité sud-est et se prolongeant vers l'ouest jusqu'à la rue Aubin, touchant par le côté sud le terrain vendu à la dite Cie. par Frs. Corriveau, pour servir de rue;

c. Un terrain situé en la paroisse de Mont-Joli, de un arpent et quelques pieds de profondeur sur cinq arpents de largeur, à distraire de la largeur du côté ouest une lisière de trente pieds pour une rue, devant former cinq arpents en superficie; borné au sud à Frs. Corriveau, à l'est, à Geo. Rioux, au nord aux terrains ci-dessus décrits, et à l'ouest à la rue de trente pieds dis-distraite séparant ce terrain de celui de dame Marceline Gagnon; ces trois terrains font partie des lots quatre cent quatre vingt dix et quatre cent quatre vingt onze (490 & 491) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie. Que copie du susdit acte de vente a été déposé entre les mains de Joseph Dubé, liquidateur, à Mont-Joli, avec le certificat du régistrateur de la division d'enregistrement du comté de Rimouski,

Simon or De La Branche, on one side on the north east, by the lot No. 377, and on the other on south west by the lot No. 374—with house and other buildings erected, and in possession of Achille Gagné and of his authors, Léandre Fyfe, Henri Fyfe, Roch Fyfe and Dame Lumina Ste-Marie, widow of the late Arsène Fyfe, as proprietors during the seven last past years, and all persons claiming some privilege or mortgage on the said immoveable immediately before the registration of said act by which the said lot of land has been acquired by the said Hormisdas Lefebvre are warned that on the 18th of June, 1915, a demand of ratification of title will be presented to the said Court and unless their claims be such as the registrator is held by the dispositions of the Civil Code of Procedure to mention them in his certificate to be filed in this case, they are by the present required to serve their oppositions in wirting and to fyle them at the Prothonotary's office during the six days after the said day, in default of which they sahll for ever be forclosed of the right to do so.

J.-B.-A. TISON,
Dep. Prothonotary, S. C.

Montreal, 30th April, 1915. 2684—19-2

NOTICE FOR CONFIRMATION OF TITLE.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Rimouski,
No. 5045.

Notice is hereby given that, Arthur Charles Landry, of Mont-Joli, aforesaid district, merchant, by deed of sale made and executed before L. de G. Belzile, N. P., on the 26th April, 1915, at Rimouski, purchased the following immoveables and accessories, from Joseph Dube, notary, of Mont-Joli, in his capacity of liquidator of the "Compagnie de Fonderie et Machineries Limitée", of Mont Joli, to wit:

a. A parcel of land situate in the parish of Mont Joli, of irregular outline, containing about four arpents and a quarter in superficies; bounded on the south by the land acquired by the said company from Frs. Corriveau, on the north by the southern boundary of the lands of the second range, on the west partly by Dame Marceline Gagnon (a projected street), partly by C. Levesque, partly by J. Charette and partly by J. B. Fournier, and on the east by the land of the I. C. R., to deduct from above parcel of land three emplacements belonging to Pierre Labrie, Joseph Levesque and Arthur Levesque or representatives.

b. A lot of land of thirty feet in width, adjacent to the parcel of land above described, south east extremity thereof, and extending westerly to Aubin street, and contiguous, on the south side, to the land sold to the said company by Frs. Corriveau, said land to be used as a street.

c. A lot of land situate in the parish of Mont Joli, of one arpent and several feet in depth by five arpents in width, to deduct from the west side thereof, a strip of land thirty feet for a street, and containing about five arpents in superficies; bounded on the south by Frs. Corriveau, on the east by Geo. Rioux, on the north by the lands above described, and on the west by the street of thirty feet above deducted and separating the above lot of land from that of Dame Marceline Gagnon; The three lots of land above described forming part of the lots four hundred and ninety and four hundred and ninety one (490-491) of the official cadastre of the parish of Sainte Flavie. That copy of the above deed of sale has been filed with the said liquidator, Joseph Dubé, at Mont Joli, together with the

29 MAI 1915

29 MAI 1915

touchant les terrains ci-dessus décrits ainsi que les batisses érigées sur ces terrains, selon les exigences de l'article 7553 des Statuts refondus de la province de Québec.

Le propriétaire et le possesseur des dits immeubles pendant les trois dernières années avant le dit Arthur Charles Landry, fut la Compagnie de Fonderie et Machineries, Limitée, de Mont-Joli, qui les avait acquis le 9 décembre 1908.

JOSEPH DUBE,
Liquidateur.

Mont-Joli, 30 avril 1915. 2669—19-5

Dans la Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 639.

La compagnie de chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, corporation légale ayant le siège de ses affaires en la cité de Québec, requérante expropriation et en rectification de titre;

et

George Vallières, de Québec, marchand,
Intimé.

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la loi des chemins de fer de la province de Québec et ses amendements, un jugement a été rendu le 28 avril 1913 en la présente cause par l'honorable juge J. C. McCorkill, juge présidant le tribunal, condamnant la requérante en expropriation à payer à l'intimé l'indemnité fixé par le dit jugement, pour l'immeuble suivant faisant partie du lot No 546 du cadastre et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Roch Nord, cité de Québec en la possession de l'intimé à titre de propriétaire pendant les trois dernières années, la réqué rante en ayant pris possession en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, rendu le 23 septembre 1912 et borné comme suit, savoir:

1.—"Commençant à un point situé à l'intersection du côté sud-ouest de la onzième avenue avec la ligne de division entre les parties du dit lot No 546 appartenant à la dite requérante et au dit George Vallières, et de là dans une direction sud-ouest une distance de 85 pieds mesurée sur la dite ligne de division, entre les susdites parties du dit lot No 546 jusqu'à l'intersection des lignes de division entre les propriétés de la réquérante, de Mackenzie, Mann & Company Limited et du dit George Vallières, et de là dans une direction sud-est le long de la ligne de division entre les parties du dit lot No 546 appartenant à Mackenzie, Mann & Company Limited et au dit George Vallières, une distance de 35 pieds jusqu'à l'intersection de la ligne de division entre la partie du dit lot No 546 présentement et celle ci-après en deuxième lieu décrite, et de là dans une direction nord-est, une distance de 85 pieds, jusqu'à l'intersection du côté sud-ouest de la 11ème avenue, et de là en suivant le côté sud-ouest de la 11ème avenue une distance de 35 pieds jusqu'au point de commencement, lequel lopin de terre est borné comme suit: Vers le nord-ouest, par la partie du dit lot No 546 appartenant à la requérante, vers le nord-est par la 11ème avenue, vers le sud-est par la partie du dit lot 546 ci-après en deuxième lieu décrite et vers le sud-ouest par la partie du dit lot No 546 appartenant à Mackenzie, Mann & Company, Limited."

registrar's certificate for the Registration Division of the county of Rimouski, respecting the immoveables above described and the buildings thereon erected, pursuant to the provisions of article 7553 of the Revised Statutes of the province of Quebec.

The proprietor and owner of the said immoveables for the three years now last past before the said Arthur Charles Landry, was the "Compagnie de Fonderie et Machinerie Limitée", of Mont Joli, which purchased the same on the 9th December, 1908.

JOSEPH DUBE,
Liquidator.

Mont Joli, 30th April, 1915. 2670—19-5

In the Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 639.

The Quebec & Lake Saint John Railway Company, a body politic and corporate having its chief place of business in the city of Quebec, applicant for expropriation and confirmation of title;

and

Georges Vallières, of Quebec, merchant,
Respondent.

Notice is hereby given that under the Quebec Railway Act and amendments thereto a judgment was rendered in the above cause on the 28th April, 1913, by the Honourable Justice J. C. McCorkill, presiding judge of the tribunal, whereby the above applicant for expropriation was condemned to pay to the respondent herein, the indemnity fixed by the said judgment, for the following immoveable forming part of the lot No. 546 of the official cadastre and book of reference for the parish of Saint Roch Nord, city of Quebec, in the hands of the respondent as proprietor for the three years now last past, the said applicant having taken possession thereof in and by virtue of a judgment of the Superior Court rendered on the 23rd September, 1912, the said immoveable being bounded as follows:

1.—"Beginning at a point situate at the intersection of the south west side of Eleventh Avenue with the division line between the parts of said lot No. 546 belonging to the said applicant and to the said Georges Vallières, thence in a south westerly direction a distance of 85 feet measured along the said division line between the aforesaid parts of said lot No. 546 to the intersection of the division lines between the properties of the applicant, of Mackenzie, Mann & Company Limited and of the said Georges Vallières, thence in a south easterly direction along the division line between the parts of said lot No. 546 belonging to Mackenzie, Mann & Company Limited and to the said Georges Vallières, a distance of 35 feet to the intersection of the division line between the part of said lot No. 546 presently described and that part of said lot herebelow secondly described, thence in a north easterly direction a distance of 85 feet, to the intersection with the south west side of 11th Avenue, thence along the south west side of 11th Avenue a distance of 35 feet to the starting point, which parcel of land is bounded as follows: Towards the north west, by that part of said lot No. 546 belonging to the applicant, towards the north east by 11th Avenue, towards the south east by that part of said lot 546 hereafter secondly described and towards the south west by that part of said lot No. 546 belonging to Mackenzie, Mann & Company Limited".

29 MAI 1915

"Et "2.—Commençant à l'intersection du côté nord-ouest de la cinquième rue avec le côté sud-ouest de la 11ème avenue, et de là allant dans une direction nord-ouest une distance de 78 pieds jusqu'à l'intersection de la ligne de division entre les parties du dit lot No 546 ci-dessus en premier décrite et celle présentement décrite du côté sud-est et de là allant dans une direction sud-ouest une distance de 96 pieds mesurée le long de la dite ligne de division entre les dites parties du dit lot No 546 jusqu'à la ligne nord-est de cette partie du dit lot No 546 appartenant à Mackenzie, Mann & Company Limited, et de là dans une direction sud-est une distance de 68 pieds mesurée le long de ladite ligne de division entre cette partie appartenant à Mackenzie, 'Mann & Company Limited, du côté sud-ouest, et à celle présentement décrite, du côté nord-est jusqu'à l'intersection du côté nord-ouest de la cinquième rue et de là allant vers le nord-est une distance de 98 pieds jusqu'à l'intersection du côté sud-ouest de la 11ème avenue mesurée le long du côté nord-ouest de la cinquième rue, lequel lopin de terre est borné comme suit: vers le nord-ouest par la partie du dit lot No 546 ci-dessus en premier lieu décrite, vers le nord-est par la 11ème avenue, vers le sud-est par la cinquième rue et vers le sud-ouest par la partie du dit lot No 546 appartenant à Mackenzie, Mann & Company Limited."

Que le dit jugement ou sentence arbitrale est dûment enregistré et déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, palais de justice, Québec et est le titre de la dite requérante aux terrains y mentionnés et est conforme aux dispositions des statuts refondus de la province de Québec 1909, loi des chemins de fer de la province de Québec et ses amendements, et toutes personnes ou les représentants ou les maris des personnes intéressées qui ont des droits aux susdits immeubles ou qui réclament quelques privilèges ou hypothèque sur iceux acquis avant les procédures susdites en expropriation, sont avertis qu'il sera présenté à la dite Cour Supérieure le 18 juin 1915, une demande en ratification du titre susdit; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs appositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de la faire.

Québec, 12 mai 1915.

(Signé) AMEDEE ROBITAILLE,
Protonotaire de la Cour Supérieure, Québec.

Vraie copie,

Taschereau, Roy, Cannon, Parent
& Fitzpatrick,
2871 Procureurs de la requérante.

"2.—Beginning at the intersection of the north west side of Fifth street with the south west side of Eleventh Avenue, thence in a north westerly direction a distance of 78 feet to the intersection of the south east division line between the parts of said lot No. 546 hereabove firstly described and that presently described and thence in a south westerly direction a distance of 96 feet measured along the said division between the said parts of said lot No. 546 to the north east line of that part of said lot No. 546 belonging to Mackenzie, Mann & Company Limited, thence in a south easterly direction a distance of 68 feet measured along the said division line between that part belonging to Mackenzie, Mann & Com pany Limited, on the south west side thereof to that presently described, north east side thereo, to the intersection of the north west side of Fifth street and thence north easterly a distanef of 98 feet to the intersection of the south west side of 11th Avenue measured along the north weste side of Fifth street, which parcel of land is bounded as follows: Towards the north west by that part of said lot No. 546 hereabove firstly described, towards the north east by 11th Avenue, towards the south east by Fifth street and towards the south west by that part of said lot No. 546 belonging to Mackenzie, Mann & Company Limited".

That the said judgment or award of arbitrators was duly registered and filed in the office of the prothonotary of the Superior Court of the district of Quebec, court house, Quebec, and is the title of the said applicant to the lands therein mentioned, under the provisions of the Quebec Railway Act 1909, and amendments thereto, and all persons entitled to the aforesaid immoveables or representing or being the husbands of any persons interested therein or who have or claim to have any privilege or hypothec upon the same acquired previous to the above proceedings in expropriation are hereby notified that application will be made to the said court, on the 18th June, 1915, for a judgment of confirmation of above title, and that unless their claims be such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to signify, in writing, their oppositions and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Quebec, 12th May, 1915.

(Signed) AMEDEE ROBITAILLE,
Prothonotary Superior Court, Quebec.

A true copy,

Taschereau, Roy, Cannon, Parent
& Fitzpatrick,
2872 Attorneys for applicant.

Licitations

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 4153.

Alexandre Proulx, Demandeur ès-qual.;

vs

Dame E. Proulx *et al*,, Défendeurs ès-qual.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 11 mai 1915, dans une cause dans laquelle Alexandre Proulx, forgeron, de la cité et du dis-

Licitations

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 4153.

Alexandre Proulx, Plaintiff ès-qual.;

vs

Mrs. E. Proulx *et al.*, Defendants ès-qual.

Public notice is hereby given that, by and virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 11th day of May, 1915, in a cause wherein Alexandre Proulx, blacksmith, of the city and

trict de Montréal, en sa qualité d'héritier sous bénéfice d'inventaire de la succession de feu Joseph Proulx, en son vivant, forgeron, de Montréal, est demandeur, et Dame Eléonore Proulx, de la cité et du district de Montréal, épouse séparée de biens de Wilfrid Therrien, aussi du même lieu et le dit Wilfrid Therrien, pour autoriser son épouse aux fins des présentes Dame Elmire Proulx, de la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, district de Joliette, épouse commune en biens de Joseph Varin, cultivateur, du même lieu et le dit Joseph Varin, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Norbert Proulx, demeurant à Superior, dans l'Etat du Wisconsin, l'un des Etats-Unis d'Amérique, Maurice Proulx, forgeron, demeurant à Manchester, dans l'Etat du New-Hampshire, l'un des Etats-Unis d'Amérique, en leur qualité d'héritiers, sous bénéfice d'inventaire de la succession de feu Joseph Proulx, en son vivant, forgeron, de Montréal, en vertu d'un jugement de l'honorable juge Beaudin, de la Cour supérieure, du district de Montréal, rendu le 22 mars 1915, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

1. Trois lots de terre situés dans le quartier Rosemont en la cité de Montréal, bornés en front par la rue Masson, connus et désignés sous les numéros six cent soixante-quinze, six cent soixante-dix-neuf et six cent quatre vingt de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-douze (675, 679 et 680—172), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation —avec maisons et autres bâtisses y érigées;

2. Six autres lots de terre vacants, situés en le quartier susdit en la dite cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros huit cent onze, huit cent douze, huit cent treize, mille huit cent soixante-dix-huit, mille huit cent soixante-dix-neuf et mille quatre-vingt-dix-neuf (811, 812, 813, 1878, 1879 et 1099), de la dite subdivision officielle du lot No cent soixante-douze (172) des dits plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation, les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, JEUDI, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain 1915, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, Cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, en la cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiqués dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites dépositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BENJ. BENOIT,
Procureur du demandeur ès-qualité.
Montréal, 11 mai 1915. 2863

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Beauharnois.
No 2597.

LICITATION

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Salaberry de Valleyfield, dans le dis-

district of Montreal, in his quality of heir of Joseph Proulx, in his life-time blacksmith, also of the same place, is plaintiff; and Mrs. Eléonore Proulx, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Wilfrid Therrien, so of the same place and the said Wilfrid Therrien, to authorize his wife to the present, Mrs. Elmire Proulx, of the parish of Saint Calixte of Kilkenny, district of Joliette, wife common as to property of Joseph Varin, personnally and to authorize his wife to the present, Norbert Proulx, residing at Superior, in the State of Wisconsin, one of the United-States of America, Maurice Proulx, blacksmith, residing at Manchester, in the State of New Hampshire, one of the United-States, of America, in their quality of heirs on the beneficiary of inventory of the estate of the said Joseph Proulx, in his life-time, blacksmith, of Montreal, by and in virtue of a judgment of Honourable Justice Beaudin, of the Superior Court, for the district of Montreal, rendered the 22nd of March last, 1915, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

1. Three lots situated in Rosemont ward, in the city of Montreal, bounded in front by Masson street, known and described under the numbers of six hundred and seventy five, six hundred and seventy nine, six hundred and eighty in the official subdivision of lot number one hundred and seventy two (675, 679 and 680—172), of the plan and official reference book of the village of Côte Visitation—with houses and other buildings thereon erected;

2. Six other vacants lots situated in the ward aforesaid in the city of Montreal, known and described under the numbers, eight hundred and eleven, eight hundred and twelve, eight hundred and thirteen, one thousand eight hundred and seventy eight, one thousand eight hundred seventy nine and one thousand and ninety nine on the said official subdivision of lot number one hundred and seventy two (811, 812, 813, 1878, 1879 and 1099—172), on the said plan and official reference book of the village of Côte Visitation.

The immoveables hereinabove described will be put up to auction and adjuged to the highest and last bidder on THURSDAY, the SEVENTEEN day of JUNE, 1915, at HALF past TEN o'clock, in the forenoon, sitting the court, in the court room, of the Court House, of the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the specifications deposited in the prothonotary, office of the said court; and any oppositions to annul, to secure charges and to withdraw to said licitation, must be deposited in the prothonotary's office of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudications, and oppositions for payement, shall be filled during six days after the adjudication, and being the parties in default of filing said oppositions in the delays mentioned in these presents they will be foreclosed from so doing.

BENJ. BENOIT,
Attorney for plaintiff ès-qual.
Montreal, 11th May, 1915. 2864

Superior Cour.

Province of Quebec,
District of Beauharnois.
No. 2597.

LICITATION

Public notice is hereby given that by and virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Salaberry de Valleyfield, in the district of Beau-

trict de Beauharnois, le 29 avril 1915, dans une cause dans laquelle Louis Joseph Papineau, avocat et conseil du roi, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, Godfroy Papineau, pharmacien, Charles Léopold Papineau, négociant, J.-Aimé Papineau, courtier d'assurances, Gustave Papineau, employé civil, Dlle Berthe Papineau et Dame Eveline Papineau, épouse contractuellement séparée de biens de Hormisdas Ethier, médecin-chirurgien, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ces sept derniers, des cité et district de Montréal, sont demandeurs; et Dame Marie-Antoinette Papineau, épouse contractuellement séparée de biens de François Alexandre Mathieu, marchand, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, est défenderesse et Victor Joannet, notaire des cité et district, de Montréal, est demandeur en reprise d'instance, pour autoriser la dite Delle Berthe Papineau, son épouse, laquelle il a épousé sous le régime de la séparation de biens aux fins des présentes, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir: les numéros 124, 125 et 126 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Timothée, dans le district de Beauharnois—avec bâtisses sus-érigées, l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain, 1915, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de la cité de Salaberry de Valleyfield susdite, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges qui sera déposé au greffe du protonotaire de la dite cour suivant la loi; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forclo-ses du droit de le faire.

LUDGER CODEBECK,
Avocat des demandeurs et du demandeur
par reprise d'instance.

2865 Salaberry de Valleyfield, 6 mai 1915.

harnois, on the 29th day of April, 1915, in a case in which Louis Joseph Papineau, advocate and King's Counsel of the said city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, Godfroy Papineau, druggist, Charles Léopold Papineau, trader, J. Aimé Papineau, insurance broker, Gustave Papineau, civil employee, Miss Berthe Papineau, Dame Evelyne Papineau, wife separated as to property in virtue of a marriage contract of Hormisdas Ethier, physician, and the said Hormisdas Ethier to authorize his said wife à *ester en justice*, the last seven mentioned of the city and district of Montreal, are plaintiffs; and Dame Marie-Antoinette Papineau, wife separated as to property in virtue of a marriage contract of François Alexandre Mathieu, merchant, of the city and district of Montreal, and the said Francis Alexandre Mathieu to authorize his said wife à ester en justice, is defendant; and Victor Joannet, notary, of the city and district of Montreal, is plaintiff en reprise d'instance, to authorize the said Delle Berthe Papineau, his wife, from whom he is separated as to property, à ester en justice, ordering the licitation of a certain immoveable described as follows, to wit: —the lots numbers 124, 125 and 126 of the official cadastre of the parish of Saint Timothée, district of Beauharnois—with the buildings thereon erected; the immoveable hereinabove described will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder on the TWENTY SECOND day of JUNE next 1915, sitting the court, in the court room of the Court house of the said city of Salaberry de Valleyfield, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges to be deposited in the office of the Prothonotary of the said Court, according to law; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be fyled in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the said sale and adjudication; and any opposition for payment must be fyled within the six days next after the adjudication; and failing the parties to fyle such oppositions within the delays hereby limited they will be forclosed from the right of so doing.

LUDGER CODEBECK,
Attorney for the Plaintiffs and the
Plaintiff en reprise d'instance.

2866 Salaberry de Valleyfield, 6th May, 1915.

Vente par Encan

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Dame Veuve Octave Côté maîtresse de pension, Faillie.

Avis est par le présent donné que mercredi, le 19 mai 1915, à onze heures A. M. sera vendu à mon bureau, 93 rue Saint-Pierre, Québec, l'actif de cette succession comme suit:

"A" Une propriété connue et désignée comme faisant partie du numéro 356 du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, en la cité de Québec, avec bâtisses, circonstances et dépendances et portant les numéros municipaux 288-290 de la rue Richardson.

La propriété est visible en tout temps en s'adressant à mon bureau ou par téléphone au No 382.

Condition de paiement argent comptant.

LAUREAT PICARD,
Curateur.

Bureau, 93 Saint-Pierre.
Québec, 10 mai 1915. 2853

Auction Sale

AUCTION SALE.

In the matter of Dame Veuve Octave Côté, boarding house keeper, Insolvent.

Notice is hereby given that, on Wednesday, 19th May, 1915, at eleven o'clock in the forenoon, will be sold at my office, 93 Saint Peter street Quebec, the assets of this estate, as follows:

"A" The property known and designated as apart of No. 356 of the official cadastre for Saint Roch Ward, in the city of Quebec, with buildings, circumstances and dependencies bearing municipal numbers 288-290, on Richardson street.

The property may be visited at any time by applying at my office or by phone No. 382.

Terms of payment: cash.

LAUREAT PICARD,
Curator.

Office 93 Saint Peter.
Quebec, 10th May, 1915. 2854

DOMINION EXPRESS COMPANY

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi des chemins de fer du Canada, La Compagnie Dominion Express, vendra par encan public, dans le cité de Montréal, province de Québec, mardi, le 15 juin 1915, tous les effets non réclamés qu'elle a en sa possession depuis et avant le 1er juin 1914, aux bureaux de la Division Atlantique.

W. S. STOUT,
2651—19–6 Président et Gérant Général.

DOMINION EXPRESS COMPANY

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at Public auction in the city of Montreal, in the province of Quebec, on Tuesday, 15th June, 1915, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to June 1st, 1914, at offices in the Atlantic Division.

W. S. STOUT,
2652—19–6 President and General Manager.

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No. 52. THE A. A. AYER COMPANY LIMITED", Demanderesse; vs les héritiers de feu HONORE ROUX, Défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

Une bâtisse exploitée comme fromagerie, érigée sur un emplacement dans le neuvième rang, du canton d'Halifax, de soixante-quinze pieds de front sur soixante-quinze pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de Sainte-Sophie d'Halifax, comme partie du numéro huit cent vingt (P. 820), comprenant l'appareil complet pour exploiter la dite fromagerie—circonstances et dépendances

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Sophie d'Halifax, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. E. GIROUARD,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 11 mai 1915. 2873—20–2
[Première publication, 15 Mai 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 4332. DAME VVE J. O. PARADIS, Demanderesse; contre ALBERT BEAUDOIN, Défendeur.

Un emplacement situé sur le sixième rang de la paroisse Sainte-Julie, canton de Somerset-Nord, connu aux cadastre de Somerset-Nord sous les numéros cent quatre-vingt-six et cent quatre-vingt-sept (186-187) et une certaine partie du lot No cent quatre-vingt-cinq (185); borné comme suit: à partir de la ligne divisant le chemin M. M. H. Price ou ses représentants et la ligne extérieur du chemin allant à la Grosse-Ile, de là suivant la ligne extérieure sud du dit chemin de la Grosse-Ile, trois chaînes et trente cinq mailles jusqu'à un poteau; de là, allant au sud-est en suivant une ligne parallèle à celle du chemin de fer Grand Trunk jusqu'à une distance de trois chaînes et quatre-vingt-cinq mailles, où se trouve un poteau de pierre allant à l'est parallèlement au chemin de la Grosse-Ile, jusqu'à trois chaînes de trente-cinq mailles à un autre poteau de pierre, de là, gagnant vers le nord, parallèlement au chemin de M. M. H. Price, trois chaînes et quatre-vingt-cinq mailles, circonstances et dépendances quelconques—avec les bâtisses dessus construites.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 52. THE A. A. AYER COMPANY, Limited, Plaintiff; vs the heirs of the late HONORE ROUX, Defendants.

As belonging to the defendants :

A certain building used as a cheese factory, erected upon an emplacement located in the ninth range, of the township of Halifax, measuring seventy five feet in front by seventy five feet in depth, known and designated upon the official plan and book of references of the said parish of Sainte Sophie d'Halifax, as part of lot number eight hundred and twenty (P. 820), comprising the whole wearing apparatus used to run the said cheese factory—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial door of Sainte Sophie d'Halifax, the SEVENTEENTH day of JUNE next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 11th May, 1915. 2874—20–3
[First published, 15th May, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 4332. DAME WIDOW J. O. PARADIS, Plaintiff; against ALBERT BEAUDOIN, Defendant.

An emplacement in the sixth range of the parish of Sainte Julie, township of Somerset north, known on cadastre of Somerset north under numbers one hundred and eighty six and one hundred and eighty seven (186-187) and one certain part of lot number one hundred and eighty five; bounded as follows: starting from the line dividing the road M. M. H. Price or his representatives and the exterior line of the road going to the Grosse Ile, from thence following the exterior south line of the said road of Grosse Ile, three chains and thirty five links up to a post; from thence going to the south east following a parallel line to the Grand Trunk Railway for a distance of three chains and eighty five links, where is a stone post going easterly parallel of the road of the Grosse Ile, as far as three chains and thirty five links to another stone post, thence going northerly parallel to the road of M. M. H. Price, three chains and eighty five links, circumstances and dependances whatever—with the buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Julie de Somerset, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, 1915, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du shérif, Sherif.

2257—17-2

[Première publication, 17 avril 1915 est nulle.]

To be sold at the parochial door of Sainte Julie, of Somerset, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, 1915, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's office, Sheriff.

2258—17-2

[First published, 17th April, 1915 is null.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No 363. FELIX GEORGES FORTIER, Demandeur; contre ADELARD THIBODEAU, Défendeur.

Le lot de terre, situé à Saint-Gédéon, étant le numéro quatorze B (14 B) du huitième rang du canton de Marlow—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gédéon, le QUINZE JUIN prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du shérif. Shérif.

Saint-Joseph de Beauce, 10 mai 1915.

2847—20-2

[Première publication, 15 mai 1915].

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 363. FELIX GEORGES FORTIER, Plaintiff; against ADELARD THIBODEAU, Defendant.

The lot of land situate at Saint Gédéon, being the number fourteen B (14 B) of the eight range of the township of Marlow—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gédéon, on the FIFTEENTH day of JUNE next, (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's office. Sheriff.

Saint Joseph Beauce, 10th May, 1915.

2848—20-2

[First published, 15th May, 1915].

Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauharnois

Valleyfield, à savoir: No. 2705. ROBERT S. BROWN, Demandeur; vs DAME BERTHE CARIGNAN, veuve de feu Edouard Toupin, Es-nom ès-qualité, Défenderesse.

Un emplacement sis et situé au village de Saint-Chrysostôme, étant partie du lot connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, sous le No 722, mesurant 50 pieds de front sur la rue Duncan, 56 pieds dans la ligne en arrière par une profondeur de 85 pieds, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front par la rue Duncan, d'un coté à la rivière des Anglais, en arrière et de l'autre côté par le résidu du dit lot No 722 — avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, dit district de Beauharnois, SAMEDI le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR,
Bureau du shérif, Shérif.

Salaberry de Valleyfield, 19 avril 1915.

2387—17-2

[Première publication, 27 Avril 1915.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauharnois.

Valleyfield, to wit: No. 2705. ROBERT S. BROWN, Plaintiff; vs DAME BERTHE CARIGNAN, widow of the late Edouard Toupin, *ès-nom ès-qualité*, Defendant.

An emplacement lying and situate in the village of Saint Chrysostôme, being part of the lot known and designated upon the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostôme, under the No. 722, measuring 50 feet in front, on Duncan street, 56 feet in rear by a depth of 85 feet, english measure, more or less; bounded in front by Duncan street, on one side by the river Des Anglais, in rear and on the other side by the residue of said lot No. 722—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Jean Chrysostôme, said district of Beauharnois, on SATURDAY, the TWENTY NINTH day of MAY next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-BTE D'AMOUR,
Sheriff's office, Sheriff.

Salaberry de Valleyfield, 19th April, 1915.

2388—17-2

[First published, 24th April, 1915.]

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec, District de Bedford. No 1862. } IMPERIAL BANK OF CANADA, Demanderesse ; contre les meubles et effets, terres et ténements de F. A. HIBBARD.

Saisis en exécution comme appartenant au dit Défendeur:

Une certaine ferme faisant partie du lot No vingt-trois du troisième et quatrième rangs de l'ancienne subdivision du canton de Dunham, dans dans le district de Bedford, et maintenant connue sur le plan officiel et au livre de renvoi du dit canton de Dunham, comme suit: 1. Lot cadastral No trois cent quatre (304) contenant trente-huit acres et demi en étendue, plus ou moins, soumis aux droits de la "South Eastern Railway Company", ses représentants et ayants-droits, à une source sur le dit lot—avec toutes les améliorations ci-dessus, et: 2. Toute une certaine étendue de terrain faisant partie du lot de terre sur les dits plan officiel et livre de renvoi du dit canton de Dunham, comme étant le lot cadastral numéro deux cent quatre-vingt (280), la dite étendue de terrain bornée au nord par la limite municipale du village de Cowansville, à l'est par William S. Cotton, (partie du même lot), au sud par William A. Qauckenboss (partie du même lot), et à l'ouest par la ligne de division entre le troisième et le quatrième rangs, contenant vingt-cinq acres en superficie, plus ou moins —avec toutes les améliorations y érigées.

La dite ferme contenant soixante-trois acres et demi, plus ou moins, bornée au nord par les bornes municipales de Cowansville et à l'ouest par le chemin public de Dunham.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Rose de Lima de Sweetsburg, au village de Sweetsburg, dans le district de Bedford, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN prochain, 1915, à UNE heure de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,
Shérif.

Bureau du shérif,
Sweetsburg, 12 Mai 1915. 2909—20–2

[Première publication, 15 Mai 1915.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, District of Bedford. No. 1862. } IMPERIAL BANK OF CANADA, Plaintiff ; against the goods and chattels, lands and tenements of F. A. HIBBARD,

Taken in execution as belonging to the said Defendant:

That certain farm forming part of lot number twenty three of the third and fourth ranges of the primitive survey of the township of Dunham, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Dunham, as: 1. Cadastral lot number three hundred and four (304) containing thirty eight and one half acres in superficies, more or less, subject to the rights of the South Eastern Railway Company, its representatives and assigns to a spring on said lot—with all improvements thereon and: 2. All that certain piece or parcel of land forming part of the lot of land on the said official plan and book of reference of the said township of Dunham, as cadastral lot number two hundred and eighty (280), bounded the said piece of land on the north by the corporation line of the village of Cowansville, on the east by William S. Cotton (part of said lot), on the south by William A. Qauckenboss (part of the same lot) and on the west by the division line between the third and fourth ranges, containing twenty five acres in superficies, more or less—with all improvements thereon.

The said farm containing sixty three and one half acres, more or less, bounded on the north by Cowansville corporation line and on the west by Dunham public road.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Rose de Lima de Sweetsburg, at the village of Sweetsburg, in the district of Bedford, on the NINETEENTH day of JUNE, next, 1915, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

CHAS.-S. COTTON,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sweetsburg, 12th May, 1915. 2910—20–2

[First published, 15th May, 1915.

Ventes par le Shérif—Gaspé

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—New-Carlisle.

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure, No 2247. } PHILIPPE DUGUAY, fils d'Alexis, de Paspébiac, dans le comté de Bonaventure, district de Gaspé, cultivateur, Demandeur; contre la CORPORATION DE PASPEBIAC, Défenderesse.

Saisi comme appartenant au dit demandeur, feu Philippe Duguay, fils d'Alexis.

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court.—New-Carlisle.

Canada Province of Quebec, District of Gaspé, County of Bonaventure, No. 2247. } PHILIPPE DUGUAY, fils d'Alexis, of Paspebiac, in the county and district aforesaid, farmer, Plaintiff; against the CORPORATION OF PASPEBIAC, Defendant.

Seized as belonging to the said plaintiff, the late Philippe Duguay, son of Alexis.

Un lot de terre étant la moitié est du lot primitif No 2, dans le deuxième rang du canton Cox, à l'ouest de la ligne Paspébiac, mesurant trois acres de front sur la profondeur du dit rang; borné en front par le premier rang, en profondeur par le troisième rang, à l'est par Oswald Duguay et à l'ouest par Edouard LeBrasseur, fils d'Edouard, et maintenant connu comme étant la partie est du lot du cadastre No 1230, contenant environ 48 35/100 acres de terre en superficie—avec une maison et grange y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Paspébiac, JEUDI, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain (1915), à ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,
Shérif

Bureau- du shérif,
New Carlisle, 8 mai 1915. 2811—20-2

[Première publication, 15 mai 1915.]

A lot of land being the east half of the primitive lot No. 2, in the second range of the township of Cox. west of Paspebiac line, being three acres in front by the depth of the said range; bounded in front by the first range, in rear by the third range, on the east by Oswald Duguay, and on the west by Edouard LeBrasseur, fils d'Edouard, and now known as the east part of cadastral lot No. 1230, containing about 48 35/100 acres of land in superficies—with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Paspébiac, on THURSDAY, the SEVENTEENTH day of JUNE next (1915), at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,
Sheriff.

Sheriff's office,
New Carlisle, 8th May, 1915. 2812—20-2

[First published, 15th May, 1915.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.

District de Kamouraska. } NAPOLEON LE-
No 5623. } VESQUE, Demandeur; vs MARIE LUCE LEMIEUX ET VIR, Défenderesse.

Un lot de terre ou emplacement situé en la cité de Fraserville, sans garantie de juste contenance, mais comprenant tout le terrain mesurant cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur le tout mesure anglaise; borné au sud au chemin de Fraserville, au nord à cent pieds du dit chemin de Fraserville, au nord-est à Ferdinand Charest, et au sud-ouest à Louis Michaud—avec les bâtisses sus-érigées, le dit lot faisant parti du lot numéro quatre cent quatre-vingt-onze (P. 491) du cadastre de Témiscouata, pour la ville de Fraserville.

Sujet à une rente annuelle de vingt dollars, payable à Jean François Pouliot.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Fraserville, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J.-O. GIRARD,
Shérif.

Bureau du shérif,
Fraserville, 16 avril 1915. 2385—17-2

[Première publication, 24 Avril 1915.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.

District of Kamouraska. } NAPOLEON LE-
No. 5623. } VESQUE, Plaintiff; vs MARIE LUCE LEMIEUX, ET VIR, Defendants.

A lot of land or emplacement situate in the city of Fraserville, without warranty as to exact measurements, containing fifty feet in front by one hundred feet in depth, the whole english measure; bounded towards the south by Fraserville road, towards the north by a line a hundred feet distant from Fraserville road, towards the north east by Ferdinand Charest and towards the south west by Louis Michaud, — with the buildings thereon erected, the said emplacement forming part of the lot number four hundred and ninety one (Pt. 491) of the cadastre of Temiscouata for the town of Fraserville.

Subject to an annual ground rent of twenty dollars payable to Jean François Pouliot.

To be sold at my office, in the city of Fraserville, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-O. GIRARD,
Sheriff.

Sheriff's office,
Fraserville, 16th April, 1915. 2386—17-2

[First published, 24th April, 1915.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CHARLES ERNEST
No 605. } LAPORTE, Demandeur; contre les terres et tènements de EUGENE GIRARD ET AL., Défendeur.

Saisi comme appartenant et en la possession des dits défendeurs l'immeuble suivant, savoir:

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CHARLES ERNEST
No. 605. } LAPORTE, Plaintiff; against the lands and tenements of EUGENE GIRARD ET AL., Defendants.

Seized as belonging to and in the hands of the said defendants, the following immoveable, to wit:

Une terre connue et désignée comme étant le numéro deux cent vingt-cinq des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles—avec bâtisses dessus érigées; bornée en front par le fleuve Saint-Laurent.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 10 mai 1915. 2849—20-2

[Première publication, 15 mai 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } AMEDEE MENARD ET AL., Demandeur;
No 3077. }

contre les terres et ténements des INVENTION & PROMOTION, LIMITED, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, Défenderesse.

1. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent vingt de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-120), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte des Neiges —sans bâtisses.

2. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent vingt deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-122), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte des Neiges —sans bâtisses;

3. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent vingt trois, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-123), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

4. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent vingt cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-125), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

5. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée connu et désigné sous le numéro cent vingt-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-126), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges —sans bâtisses.

6. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent vingt-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-127), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

7. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connue et désigné sous le numéro cent vingt-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-128), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges —sans bâtisse;

8. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée,

A land known and designated as being the number two hundred and twenty five of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles—with the buildings thereon erected; bounded in front by the river Saint Lawrence.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 10th May, 1915. 2850—20-2

[First published, 15th May, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } AMEDEE MENARD ET AL., Plaintiff's;
No. 3077. }

against the lands and tenements of INVENTION & PROMOTION, LIMITED, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, Defendant:

1. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and twenty of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-120) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

2. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and twenty two of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-122), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

3. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and twenty three, of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-123), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

4. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and twenty five of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-125), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

5. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and twenty six of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-126), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

6. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and twenty seven of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-127), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

7. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and twenty eight of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-128), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

8. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier

connu et désigné sous le numéro cent vingt neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-129), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges —sans bâtisses;

9. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent trente de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-130), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges —sans bâtisses;

10. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent trente-et-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-131), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges —sans bâtisses.

11. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent trente-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-132), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges —sans bâtisses.

12. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent trente-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-133), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges —sans bâtisses;

13. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent trente-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-134), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges— sans bâtisses;

14. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent trente-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-135), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges —sans bâtisses;

15. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier, projetée connu et désigné sous le numéro cent trente-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-136), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges —sans bâtisses.

16. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier, projetée, connu et désigné sous le numéro cent trente-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-137), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges —sans bâtisses.

17. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent trente-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-138), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges —sans bâtisses.

18. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée,

street, known and designated under the number one hundred and twenty nine, of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-129), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

9. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-130), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

10. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty one, of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-131), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

11. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty two of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-132), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

12. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty three of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-133), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

13. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty four of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-134), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

14. That certain lot of land situate in the city of Montreal, known and designated under the number one hundred and thirty five of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-135), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

15. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty six of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-136), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

16. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty seven of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-137), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

17. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty eight of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-138), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

18. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier

connu et désigné sous le numéro quatre cent trente cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-435) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

19. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortiét projetée, connu et désigné sous le numéro quatre cent trente-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-436), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

20. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro quatre cent trente sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-437), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

21. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désingé sous le numéro quatre cent trente-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-438), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 11 Mai 1915. 2869—20-2

[Première publication, 15 Mai 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EMMANUEL OUEL-
No 1132. } LETTE, Demandeur; contre les terres et tènements de DAVID WOLOFSKY, Défendeur.

Un immeuble composé des lots Nos 292, 293, 294 et 295 de la subdivision du lot No 166 (166-292, 293, 294 et 295) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, ayant front à la rue Frontenac, en la cité de Montréal—avec les logements et dépendances dessus érigés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 11 mai 1915. 2737—19-2

[Première publication, 8 mai 1915 est nulle.]

[Première publication, 15 mai 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } FEDERAL CONS-
No 3953. } TRUCTION COMPANY, LIMITED", corps incorporé ayant sa place d'affaires dans la cité et le district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et ténements de LUCIEN GIROUX, Défendeur.

Un lot de terre vacant sis et situé dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, de la cité de Montréal, connu sous le numéro quatre cent quatorze A de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvois officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro cent quatre-vingt-quatre (184-414*a*); borné en front par l'Avenue Marlowe—circonstances et dépendances.

street, known and designated under the number four hundred and thirty five of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-435), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

19. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number four hundred and thirty six of the official subdision of the lot original number one hundred and eleven (111-436), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings.

20. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number four hundred and thirty seven of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-437), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings.

21. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number four hundred and thirty eight of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-438), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 11th May, 1915. 2870—20-2

[First published, 15th May, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EMMANUEL OUELLET-
No. 1132. } TE, Plaintiff; against the lands and tenements of DAVID WOLOFSKY Defendant.

An immoveable composed of the lots Nos. 292, 293, 294 and 295 of the subdivision of the lot No. 166 (166-292, 293, 294 and 295) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, fronting on Frontenac street, in the city of Montreal—with the houses and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 11th May, 1915. 2738—19-2

[First published, 8th May, 1915 is null.]

[First published, 15th May, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } FEDERAL CONSTRUC-
No. 3953. } TION COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of LUCIEN GIROUX, Defendant.

A vacant lot of land lying and situate in Notre Dame de Grace ward, of the city of Montreal, known under the number four hundred and fourteen A of the subdivision of the official lot known and designated upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number one hundred and eighty four (184-414*a*); bounded in front by Marlowe Avenue—circumstances and dependencies.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 19 avril 1915. 2383—17-2

[Première publication, 24 avril 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EDMOND PRUD'-
No 2979. } HOMME, Demandeur; contre les terres et tènements de INVENTION & PROMOTION, LTD., corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Jean-Baptiste, dans la ville d'Outremont, près de Montréal, contenant cinquante pieds de front par environ cent huit pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, le dit emplacement étant composé de la moitié nord-est du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro un de la subdivision du lot originaire numéro quinze (½ N.-E. 15-1), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; la dite partie du lot est bornée en front par la rue Saint-Jean-Baptiste, en arrière par le cimetière Mont-Royal, du côté nord-est par la propriété Beaubien, portant le No 16-66 et p. 67 du dit plan, au sud-ouest par l'autre moitié du dit lot numéro un, appartenant à J. D. Hudon,—avec les bâtisses ci-dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 20 avril 1915. 2395—17-2

[Première publication, 24 avril 1915.]

MANDAT DU CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. G. DUHAMEL,
No 127-466. } curateur aux biens de O. Lamoureux, Failli; et FINANCIAL TRUST Co., LIMITED, Requérante.

Un certain emplacement ayant front sur le Chemin Sainte-Catherine en la ville d'Outremont, district de Montréal, et connu et désigné comme étant la subdivision numéro sept (7) du lot numéro trente et un (31) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec bâtisse dessus érigée, la dite bâtisse portant le numéro civique 143 du dit Chemin Sainte-Catherine.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 20 avril 1915. 2393—17-2

[Première publication, 24 avril 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALEXANDRE HO-
No 2591. } GUES, Demandeur; contre les terres et ténements de MAURICE BANDLER, Défendeur.

Deux lots de terre sis et situés dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros onze cent soixante et onze cent soixante-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro quinze (15-1160 et 1161), aux plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, comté

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 19th April, 1915. 2384—17-2

[First published, 24th April, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EDMOND PRUD'-
No. 2979. } HOMME, Plaintiff; against the lands and tenements of INVENTION & PROMOTION LTD., a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, Defendant.

An emplacement fronting on Saint Jean Baptiste street, in the town of Outremont, near Montreal, containing fifty feet in front by about one hundred and eight feet in depth, the whole english measure and more or less, the said emplacement being composed of the north east half of the lot of land known and designated as being the lot number one of the subdivision of the lot original number fifteen (N. E. ½ 15-1), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal; the said part of lot being bounded in front by Saint-Jean Baptiste street, in rear by Mont Royal cemetery, on the north east side by the Beaubien property bearing the number 16-66 and p. 67 of said plan, on the south west by the other half of said lot number one, belonging to J. D. Hudon, — with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 20th April, 1915. 2396—17-2

[First published, 24th April, 1915.]

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. G. DUHAMEL,
No. 127-466. } curator to the property of O. Lamoureux, Insolvent; and FINANCIAL TRUST CO., LIMITED, Applicant.

A certain emplacement fronting on Sainte Catherine road, in the town of Outremont, district of Montreal, and known and designated as being the subdivision lot number seven (7) of the lot number thirty one (31) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the building thereon erected, the said building bearing the civic number 143 of said Sainte Catherine road.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 20th April, 1915. 2394—17-2

[First published, 24th April, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALEXANDER HO-
No. 2591. } GUES, Plaintiff; against the lands and tenements of MAURICE BANDLER, Defendant.

Two lots of land lying and situate in Saint Jean Baptiste ward, in the city of Montreal, known and designated under the numbers eleven hundred and sixty and eleven hundred and sixty one of the official subdivision of the lot original number fifteen (15-1160 and 1161), upon the official plan and book of reference of the village

d'Hochelaga, formant le coin sud-ouest de l'Avenue Laval et de la rue Marie-Anne, mesurant ensemble quarante pieds de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 21 avril 1915. 2433—17-2
[Première publication, 24 avril 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALFRED DESEVE,
No 4680. } Demandeur; contre les terres et ténements de WILLIE LASALLE, Défendeur.

1. Un lot de terre ayant front sur la rue Brown, dans le quartier d'Hochelaga, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro un de la subdivision du lot numéro mille neuf cent quatre-vingt-trois, faisant partie de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante-huit aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga (148-1983-1)—avec bâtisses dessus construites.

2. Un emplacement composé de deux lots de terre ayant front sur la rue Brown, dans le quartier Hochelaga, en la cité de Montréal, connus et désignés sous le numéro deux de la subdivision du lot mille neuf cent quatre-vingt-trois, et sous le numéro un de la subdivision du lot mille neuf cent quatre-vingt-quatre, ces deux lots faisant partie de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante-huit aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga (148-1983-2 et 148-1984-1)—avec bâtisses dessus construites.

3. Un emplacement composé de deux lots de terre ayant front sur la rue Brown, dans le quartier Hochelaga, en la cité de Montréal, connus et désignés sous le numéro deux de la subdivision du lot numéro mille neuf cent quatre-vingt-quatre et sous le numéro un de la subdivision du lot numéro mille neuf cent quatre-vingt-cinq, ces deux lots faisant partie de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante-huit aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, (148-1984-2 et 148-1985-1)—avec bâtisses dessus construites.

4. Un lot de terre ayant front sur la rue Brown dans le quartier Hochelaga, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux de la subdivision du lot numéro mille neuf cent quatre-vingt-cinq, faisant partie de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante-huit aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga (148-1985-2)—avec bâtisses dessus construites.

Avec droit de passage dans la ruelle sise en arrière des dits lots.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 21 avril 1915. 2439—17-2
[Première publication, 24 Avril 1915.]

---

of Saint Jean Baptiste, county of Hochelaga, being the south west corner of Laval Avenue and Marie-Anne street, both lots measuring together forty feet in width by seventy feet in depth, english measure, more or less, — with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHT day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 21st April, 1915. 2434—17-2
[First published, 24th April, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALFRED DESEVE, Plaintiff; against the lands
No. 4680. } and tenements of WILLIE LASALLE, Defendant.

1. A lot of land fronting on Brown street, Hochelaga Ward, in the city of Montreal, known and designated under the number one, of the subdivision of the lot number one thousand nine hundred and eighty three, forming part of the subdivision of the lot original number one hundred and forty eight (148-1983-1), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

2. An emplacement composed of two lots of land fronting on Brown street, Hochelaga ward, in the city of Montreal, known and designated under the number two of the subdivision of the lot one thousand nine hundred and eighty three, and under the number one of the subdivision of lot one thousand nine hundred and eighty four, both the above lots forming part of the subdivision of the lot original number one hundred and forty eight (148-1983-2 and 148-1984-1), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

3. An emplacement composed of two lots of land fronting on Brown street, Hochelaga ward, in the city of Montreal, known and designated under the number two of the subdivision of the lot number one thousand nine hundred and eighty four and under the number one of the subdivision of the lot number one thousand nine hundred and eighty five, both the above lots forming part of the subdivision of the lot original number one hundred and forty eight (148-1984-2 and 148-1985-1), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga with the buildings thereon erected.

4. A lot of land fronting on Brown street, Hochelaga ward, in the city of Montreal, known and designated under the number two of the subdivision of the lot number one thousand nine hundred and eighty five, forming part of the subdivision of the lot original number one hundred and forty eight (148-1985-2) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

With the use of the lane in rear of said lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 21st April, 1915. 2440—17-2
[First published, 24th April, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME AGLAE GRAND-
No 3372. } BOIS, des cité et district de Montréal, veuve en premières noces, non remariée de Onésime Girard, en son vivant commerçant des cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et ténements de HORMISDAS VALLEE, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Parthenais, en la cité de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur cent cinquante-cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec la maison et autres dépendances dessus construites et avec droit de passage dans la ruelle bornant le dit emplacement à sa profondeur;—cet emplacement étant connu et désigné comme lot numéro douze cent quatre-vingt-dix-neuf, subdivision vingt (1299-20), sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie de la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 21 avril 1915. 2435—17-2

[Première publication, 24 avril 1915.]

MANDAT DU CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. G. DUHAMEL, Cu-
No 127-466*b*. } rateur aux biens de Osias Lamoureux, Failli; et L. A. LAVALLEE, Requérant.

Un lot de terre ayant front sur la rue Montgomery en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro mil huit cent vingt-trois de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-huit (1823-148), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec la maison et les autres bâtisses y érigées à l'usage en commun avec d'autres dans la ruelle située en arrière du dit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. L. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 21 avril 1915. 2437—17-2

[Première publication, 24 avril 1915.]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ERNEST ST-AMOUR,
No 125*a*-464. } Curateur aux biens de EUSEBE LECAVALIER, Failli.

La moitié sud du lot numéro cent quatre-vingt-dix de la subdivision officielle du lot numéro huit aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur, par cent dix pieds de profondeur, borné en front par la rue Cowan, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot numéro 189, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro 190.

La partie nord du lot No cent quatre-vingt-neuf (189) de la subdivision officielle du lot numéro huit aux dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant cette dernière partie, six pieds et trois pouces de largeur par cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise; le dit emplacement est borné comme suit: en front par la dite rue Cowan, en arrière par une ruelle, du côté nord par le dit lot cent quatre-vingt-dix et du côté

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME AGLAE GRAND-
No. 3372. } BOIS, of the city and district of Montreal, widow of the late Onésime Girard, in his lifetime, trader, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of HORMISDAS VALLEE, Defendant.

An emplacement fronting on Parthenais street, in the city of Montreal, containing twenty five feet in width by one hundred and fifty five feet in depth, the whole english measure and more or less, — with the house and other dependencies thereon erected and the use of the lane at the rear of said emplacement and contiguous thereto; the said emplacement being known and designated as lot number twelve hundred and ninety-nine, subdivision twenty (1299-20), upon the official plan and book of reference of Saint Mary's ward of the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 21st April, 1915. 2436—17-2

[First published, 24th April, 1915.]

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. G. DUHAMEL, Cu-
No. 127-466*b*. } rator to the property of Osias Lamoureux, Insolvent; and L. A. LAVALLEE, Petitioner.

A lot of land fronting on Montgomery street, in the city of Montreal, known and designated as being the lot number one thousand eight hundred and twenty three of the official subdivision of the lot number one hundred and forty eight (1823-148), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga,—with the house and other buildings thereon erected and with the use of the lane in rear of said lot in common with others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHT day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 21st April, 1915. 2438—17-2

[First published, 24th April, 1915.]

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ERNEST ST-AMOUR,
No. 125*a*-464. } Curator to the property of EUSEBE LECAVALIER, insolvent.

The south half of the lot number one hundred and ninety of the official subdivision of the lot number eight upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, measuring twenty five feet in width by one hundred and ten feet in depth; bounded in front by Cowan street, in rear by a lane on one side by the lot number 189, and on the other side by the residue of said lot number 190.

The north part of the lot No. one hundred and eighty nine (189) of the official subdivision of the lot number eight, upon the said official plan and book of reference, measuring the said north part, six feet and three inches, in width by one hundred and ten feet in depth, english measure; the said emplacement being bounded as follows: in front by the said Cowan street, in rear by a lane, on the north side by the said lot one hundred and

sud par le résidu du dit lot cent quatre-vingt-neuf.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 21 avril 1915. 2305—16-2
[Première publication, 17 avril 1915 est nulle.]

ninety and on the south side by the residue of said lot one hundred and eighty nine.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of MAY, next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 21st April, 1915. 2306—16-2
[First published, 17th April, 1915 is null.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

Sheriff's Sales—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Dans la Cour Supérieure à Bryson.

No 1483. JOSEPH CHOUINARD, Demandeur; vs DENMON LIBBY, Défendeur.

Un certain morceau de terre ou emplacemnet situé vis-à-vis de la Traverse du Chemin de fer de la station de Waltham et contenant le quart d'un acre en superficie ou mesurant cent cinq pieds carrés et étant une partie du lot numéro cinq du rang A des plan et livre de renvoi officiels du canton de Waltham, dans le comté de Pontiac; borné par les limites suivantes: en front du côté du sud par la route principale, conduisant du passage, du côté est à Jarriel Wilson, du côté ouest à Joseph Spotswood, en arrière à James Spotswood—avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du village de Bryson, dans le district de Pontiac, MERCREDI, le SEIZIEME jour de JUIN 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Bryson, 11 mai 1915. 2907—20-2
[Première publication, 15 mai 1915.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

In the Superior Court at Bryson.

No. 148. JOSEPH CHOUINARD, Plaintiff; vs DENMON LIBBY, Defendant.

That certain parcel of land or emplacement situate opposite Waltham Station Railway Crossing, and containing one quarter acre in superficies or measuring one hundred and five feet square and being a part of lot number five of range A of the official plan and book of reference of the township of Waltham, in the county of Pontiac; bounded as follows: in front on the south side by the main road, leading to the crossing, on the east side by Jarriel Wilson, on the west side by Joseph Spotswood, in rear by James Spotswood—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the Registrar's office in the village of Bryson in the district of Pontiac, on WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of JUNE, 1915, at TEN o'clock, in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Bryson, 11th May, 1915. 2908—20-2
[First published, 15th May, 1915.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

Sheriff's Sales—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, No. 5145. PHILIPPE LAROUCHE ; vs ANNE MARIE LEPAGE, épouse séparée de biens de Aimé Côté, et le dit Aimé Côté, savoir:

Les lots numéros cent quatre et cent cinq au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anaclet—avec les bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Anaclet, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, 1915, à DEUX heures de l'après-midi.

CHS D'ANJOU,
Shérif.

Bureau du shérif,
Rimouski, 20 avril 1915. 2443—17-2
[Première publication, 24 avril 1915.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, No. 5145. PHILIPPE LAROUCHE ; vs ANNE MARIE LEPAGE, wife separated as to property of Aimé Côté, and the said Aimé Côté, to wit:

The lots numbers one hundred and four and one hundred and five upon the official cadastre of the parish of Saint Anaclet—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Anaclet, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, 1915, at TWO o'clock in the afternoon.

CHS D'ANJOU,
Sheriff.

Sheriff's office,
Rimouski, 20th April, 1915. 2444—17-2
[First published, 24th April, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Québec, No 1921. } JOHN PARADIS ET AL., vs HORACE PINAULT, savoir:

Un emplacement mesurant un quart d'arpent de front sur un arpent de profondeur, borné au nord au chemin, à l'est à Jos. Roy, au sud à Michel Landry, à l'ouest à Carmel Côté, étant partie du lot numéro cinquante-deux, au cadastre officiel de la paroisse de Notre Dame du Sacré-Cœur—avec les bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame du Sacré-Cœur, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. DANJOU,
Shérif.

Bureau du shérif.
Rimouski, 20 avril 1915. 2445—17-2
[Première publication, 24 avril 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Quebec, No. 1921. } JOHN PARADIS ET AL., vs HORACE PINAULT, to wit:

An emplacement measuring one quarter arpent in front by one arpent in depth, bounded towards the north by the road, towards the east by Jos. Roy, towards the south by Michel Landry, towards the west by Carmel Côté, being part of the lot number fifty two, upon the official cadastre of the parish of Notre Dame du Sacré-Cœur—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Notre Dame du Sacré-Cœur, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. DANJOU,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Rimouski, 20th April, 1915. 2446—17-2
[First published, 24th April, 1915].

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 92. } LOUISE BROUSSEAU, Demanderesse; contre LOUIS LAROCQUE, défendeur.

Un emplacement situé en la ville d'Actonvale, sur la rue Middle, connu et désigné sous les lots numéros trois cent cinq (305), et trois cent huit (308) aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Actonvale—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la ville d'Actonvale, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,
Shérif.

Bureau du shérif.
Saint-Hyacinthe, 20 avril 1915. 2483
[Première publication, 24 avril 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 50. } BOIVIN WILSON & CO., LIMITED, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, demandeur; contre PAUL GAZAILLE dit SAINT-GERMAIN défendeur.

Un emplacement situé au village ,e Saint-Joseph, faisant partie du lot numéro cent vingt cinq (125) du cadastre officiel de la paoisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, à prendre à une distance de quarante-cinq pieds, mesure anglaise, au sud-est de la ligne divisant ce lot de celui étant le numéro cent vingt-quatre des mêmes plan et livre de renvoi officiels, et de là s'étendant jusqu'au terrain de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien; tenant en front le chemin public et en profondeur à la terre de Moise Lapierre—avec bâtisse exploitée comme hôtel, et autres bâtisses y érigées.

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: No. 92. } LOUISE BROUSSEAU, Plaintiff; against LOUIS LAROCQUE, Defendant.

A lot of land situate in the town of Actonvale, on Middle street, known and designated under lots numbers three hundred and five (305), and three hundred and eight (308) of the official plan and book of reference of the village of Actonvale—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the town of Actonvale, on the TWENTY-SIXTH day of MAY, next (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff.

Sheriff's office.
Saint Hyacinthe, 20th April, 1915. 2484
[First published, 24th April, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: No. 50. } BOIVIN WILSON & CO., LIMITED, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; against PAUL GAZAILLE, alias SAINT GERMAIN, Defendant.

An emplacement situate in the village of Saint Joseph, being a part of lot number one hundred and twenty five (125) of the official cadastre of the parish of Saint Hyacinthe-le-Confesseur, to be taken at a distance of forty five feet, english measure, on the south east side of the line dividing that lot from lot number one hundred and twenty four of the same plan and book of reference, and from thence going to the land of the Canadian Pacific Railway Company; bounded in front by the public road and in depth by the land of Moise Lapierre—with a building used as inn, and other buildings thereon erected.

29 MAI 1915

29 MAI 1915

Pour être vendu à la porte de l'église Cathédrale, en la cité de Saint-Hyacinthe, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain (1915), à DIX heures de l'avant midi.

JOS. L. CORMIER,
Bureau du Shérif. Shérif.
Sainte-Hyacinthe, 20 avril 1915. 2485
[Première publication, 24 avril 1915].

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Montréal, No 2912. } EDOUARD SENECAL, Demandeur; vs JOSEPH DUTRISAC, Défendeur et Mtres Décarie & Cie, avocats, de Montréal, avocats distrayants.

Propriétés appartenant à Edouard Senecal, le demandeur en cette cause, savoir:

Les lots suivants: numéros 28 à 42 inclusivement, Nos 56 à 73 inclusivement, Nos 79 à 103, inclusivement, Nos 109 à 112 inclusivement, Nos 115 à 122 inclusivement, Nos 125, 126, 129, 130, 132 à 136 inclusivement, Nos 152 à 176 inclusivement, Nos 182 à 192 inclusivement, Nos 201 à 227 inclusivement, Nos 229 à 276 inclusivement, Nos 281 à 292 inclusivement, Nos 296 à 315 inclusivement, Nos 320 à 371 inclusivement, Nos 384 à 540 inclusivement, Nos 544 à 744 inclusivement, de la subdivision officielle du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Eustache, sous le numéro cent quarante-six (No 146), comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne.

Pour être vendus en un seul et même lot, en bloc, jugement de l'hon. juge Beaudin, en date du trente-unième jour de mars 1915, à la porte de l'église paroissiale du village de Saint-Eustache, dit district de Terrebonne, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 20 avril 1915.
2447—17-2
[Première publication, 24 avril 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 5001. } DAME C. BURKE, Demanderesse; vs G. SOCIN & FRED ROWE, Défendeurs.

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Columban, sur la côte Saint-Nicholas, comté des Deux-Montagnes, dans le district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous le numéro 292—avec la maison et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Saint-Columban, dans le dit district, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du Shérif. Shérif.
Sainte-Scholastique, 19 avril 1915.
2449—17-2
[Première publication, 24 avril 1915].

To be sold at the church door of the Cathedral, in the city of Saint Hyacinthe, on the TWENTY FIFTH day of MAY, next, (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, 20th April, 1915. 2486
[First published, 24th April, 1915.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.

District of Montreal, No. 2912. } EDOUARD SENECAL, Plaintiff; vs JOSEPH DUTRISAC, Defendant and Mtres Décarie & Co., advocates, of Montreal, advocates-distracting.

Immoveables belonging to Edouard Senecal, the plaintiff in this case, to wit:

The lots numbers: 28 to 42, both inclusive, Nos. 56 to 73, both inclusive, Nos. 79 to 103, both inclusive, Nos. 109 to 112, both inclusive, Nos. 115 to 122, both inclusive, Nos. 125, 126, 129, 130, 132 to 136, inclusively, Nos. 152 to 176, both inclusive, Nos. 182 to 192, both inclusive, Nos. 201 to 227, both inclusive, Nos. 229 to 276, both inclusive, Nos. 281 to 292, both inclusive, Nos. 296 to 315, both inclusive, Nos. 320 to 371, both inclusive, Nos. 384 to 540, both inclusive, Nos. 544 to 744 both inclusive, of the official subdivision of the lot of land known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Eustache under the number one hundred and forty-sixth (No. 146), county of Two Mountains, district of Terrebonne.

To be sold as the one and same lot, en bloc' pursuant to a judgment of the Honourable Justice Beaudin, bearing date the thirty first day of March, 1915, at the parochial church door of the village of Saint-Eustache, aforesaid district of Terrebonne, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 20th April, 1915.
2448—17-2
[First published, 24th April, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 5001. } DAME C. BURKE, Plaintiff; vs G. SOCIN & FRED ROWE, Defendants.

A lot situate in the parish of Saint Columban on the Cote Saint Nicholas, county of Two Mountains, in the district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish under the number 292—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the catholic church of the village of Saint Columban in the said district, the TWENTY-FIFTH day of MAY, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's Office. Sheriffs.
Sainte Scholastique, 19th April, 1915.
2450—17-2
[First published, 24 th April, 1915].

29 MAI 1915

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: No 282. } THE BANK OF MONTREAL, corps politique et incorporé ayant son principal établissement dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; vs les héritiers de feu EUCHARISTE CRETE, en son vivant, entrepreneur, de Saint-Jean-des-Piles, Défendeurs, et DAME MARIE-LOUISE MARCHAND, de Saint-Jean-des-Piles, veuve du dit feu Eucharist Crête *et al.*, Tiers-Saisie.

Comme appartenant aux héritiers de feu Eucharist Crête, savoir:

1. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, concession des Piles, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit (298), au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore;

2. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, concession des Piles, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299), au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore;

3. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, dans le premier rang ouest de la rivière Saint-Maurice, contenant trente-six pieds de front sur la profondeur de cent vingt pieds, mesure anglaise; borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté nord par Dame Marie-Louise Marchand, veuve de feu Eucharist Crête, et du côté sud par Louis Lajoie, et faisant partie du lot numéro cent vingt-huit (p. No 128), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enrégistrement du comté de Champlain, faits pour une partie du canton de Radnor.

Comme appartenant à Dame Marie-Louise Marchand, veuve de feu Eucharist Crête, tiers-saisie, savoir:

4. Un certain morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, dans le premier rang ouest de la rivière Saint-Maurice, contenant quarante-pieds plus ou moins de front, sur la profondeur de deux arpents; borné en front, en profondeur et du côté nord-est par Moïse Bourassa, et du côté sud-ouest par Dame Marie-Louise Marchand, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro cent vingt-huit, (p. No 128), du cadastre fait pour une partie du canton Radnor, dans la division d'enregistrement du comté de Champlain;

5. Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, dans le premier rang ouest de la rivière Saint-Maurice, canton de Radnor, contenant d'abord cent pieds anglais de largeur sur la profondeur de cent vingt pieds, de là, ensuite reprenant une largeur de cent cinquante pieds anglais sur la profondeur de deux cent quarante pieds, la ligne nord étant droite; borné en front par le chemin public, en profondeur par Moïse Bourassa, du côté sud par Moïse Bourassa, Louis Lajoie ou représentants, et du côté nord par Louis Marchand, ou représentants, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro cent vingt-huit (p. No 128), du cadastre fait pour une partie du dit canton de Radnor—avec ensemble les bâtisses dessus construites.

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: No. 282. } THE BANK OF MONTREAL, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs the heirs of the late EUCHARISTE CRETE, in his lifetime contractor of Saint Jean des Piles, Defendants, and DAME MARIE LOUISE MARCHAND, of Saint Jean des Piles, widow of the said late Eucharist Crête *et al.*, Garnishee.

As belonging to the heirs of the late Eucharist Crête, to wit:

1. A lot of land situate in the parish of Saint Jean des Piles, Des Piles concession, known and designated under the number two hundred and ninety eight (298), upon the official cadastre of the parish of Sainte Flore;

2. A lot of land situate in the parish of Saint Jean des Piles, Des Piles concession, known and designated under the number two hundred and ninety nine (299) upon the official cadastre of the parish of Sainte Flore;

3. A lot of land situate in the parish of Saint Jean des Piles, in the first range west of the river Saint Maurice, containing thirty six feet in front by a depth of one hundred and twenty feet, english measure; bounded in front by the public highway, in depth and on the north side by Dame Marie Louise Marchand, widow of the late Eucharist Crête, and on the south side by Louis Lajoie, and forming part of the lot number one hundred and twenty eight (pt. No. 128), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for a portion of the township of Radnor.

As belonging to Dame Marie Louise Marchand, widow of the late Eucharist Crête, garnishee, to wit:

4. That certain parcel of land situate in the parish of Saint Jean des Piles, in the first range west of the river Saint Maurice, containing forty feet in front, more or less, by a depth of two arpents; bounded in front, in depth and on the north east side by Moïse Bourassa, and on the south west side by Dame Marie Louise Marchand, known and designated as forming part of the lot number one hundred and twenty eight (pt. No. 128), of the cadastre for a portion of the township of Radnor, in the registration division of the county of Champlain;

5. A lot of land or emplacement situate in the parish of Saint Jean des Piles, in the first range west of the river Saint Maurice, township of Radnor, containing one hundred feet, english measure in front by a depth of one hundred and twenty feet, thence one hundred and fifty feet, english measure, in width by a depth of two hundred and forty feet, the north line hereof being a straight line; bounded in front by the public highway, in depth by Moïse Bourassa, on the south side by Moïse Bourassa, Louis Lajoie or representatives, and on the north side by Louis Marchand or representatives, known and designated as forming part of the lot of land number one hundred and twenty eight (pt. No. 128), of the cadastre for a portion of the township of Radnor — together with the buildings thereon erected.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, 14 mai 1915. 2905—20-2
[Première publication, 15 mai 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Trois-Rivières, à savoir: No 53. } LA BANQUE D'HOCHELAGA, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, et ayant un bureau d'affaires en la ville de Victoriaville, district d'Arthabaska, Demanderesse; vs les héritiers de feu HONORE ROUX, de la ville de Victoriaville, Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, savoir:

1. Un emplacement situé en la ville de Nicolet, contenant quarante-trois pieds de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur; borné au nord-est par une ruelle, derrière par Hermann Gadbois, au sud partie à Georges Duval et partie à Donat Hamel, et au nord à Ulric Chapdelaine, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Nicolet, comme faisant partie des lots numéros trois cent cinquante-six et trois cent soixante (356 et 360)—avec une maison et dépendances y érigées;

A la charge d'une rente annuelle de six piastres en faveur de Napoléon Côté de la ville de Nicolet, payable le 29 septembre de chaque année aux conditions stipulées en l'acte de bail à rente du 3 juillet 1908, passé devant Mtre Laflamme, notaire, entre F. X. Leblanc et Honoré Roux;

2. Un emplacement situé en la ville de Nicolet, sur le côté sud de la rue Beaubien, de la contenance de soixante-et-douze pieds de largeur sur soixante-et-neuf pieds de longueur; borné devant par la dite rue Beaubien, derrière par Octave Millette, joignant du côté nord-est à la Corporation des Sœurs de l'Assomption et du côté sud-ouest à une ruelle—avec une maison et autres dépendances y érigées, icelui faisant partie du lot numéro trois cent soixante et sept (P. No 367) du cadastre du comté de Nicolet pour la ville de Nicolet;

A la charge d'une rente foncière annuelle et perpétuelle de huit piastres payable à "La Corporation des Sœurs de l'Assomption de Nicolet", corps politique et incorporé ayant le siège principal de ses affaires en la ville de Nicolet, suivant les termes du titre constitutif d'icelle rente.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean Baptiste de Nicolet, en la ville de Nicolet, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Shérif.

Bureau du Shérif.
Trois-Rivières, 22 avril 1915. 2441—17-2
[Première publication, 24 avril 1915].

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean des Piles, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock, in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Three Rivers, 14th May, 1915. 2906—20-2
[First published, 15th May, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Three Rivers, to wit: No. 53. } LA BANQUE HOCHELAGA, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, and having a branch in the town of Victoriaville, district of Arthabaska, Plaintiff; vs the heirs of the late HONORE ROUX, of the town of Victoriaville, Defendants.

As belonging to the said defendants, to wit:

1. An emplacement situate in the town of Nicolet, containing forty three feet in width by eighty five feet in depth; bounded towards the north east by a lane, in rear by Hermann Gadbois, towards the south partly by Georges Duval and partly by Donat Hamel, and towards the north by Ulric Chapdelaine, known and designated upon the official plan and book of reference for the town of Nicolet, as forming part of the lots numbers three hundred and fifty six and three hundred and sixty (356 and 360)—with a house and dependencies thereon erected;

Subject to an annual rent of six dollars payable to Napoleon Côté of the town of Nicolet, on the 29th September of every year according to conditions stipulated in the lease dated the 3rd July, 1908, before Mtre Laflamme, notary, between F. X. Leblanc and Honore Roux.

2. An emplacement situate in the town of Nicolet, on the south side of Beaubien street, measuring seventy two feet in width by sixty nine feet in depth; bounded in front by the said Beaubien street, in rear by Octave Millette, on the north east side by the "Corporation des Sœurs de l'Assomption" and on the south west side by a lane—with a house and other dependencies thereon erected, the said emplacement forming part of the lot number three hundred and sixty seven (Pt. No. 367), of the cadastre of the county of Nicolet, for the town of Nicolet;

Subject to an annual perpetual ground rent of eight dollars payable to the "Corporation des Sœurs de l'Assomption de Nicolet", a body politic and corporate having its chief place of business in the town of Nicolet, pursuant to the conditions of title creating said rent.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, in the town of Nicolet, on the TWENTY FIFTH day of MAY, next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Three Rivers, 22th April, 1915. 2442—17-2
[First published, 24th April, 1915].

Nominations

Québec, 12 mai 1915.

Avis est par le présent donné que, le 2 mars 1915, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer messieurs Raymond Jacques et Toussaint Latour, conseillers de la "Municipalité de Saint-Eugène-de-Guigues", comté de Témiscamingue, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal. 2875

Appointments

Quebec, 12th May, 1915.

Notice is hereby given that on 2nd March, 1915, His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Messrs. Raymond Jacques and Toussaint Latour, councillors of "Municipality of Saint Eugène de Guigues", county of Temiscamingue, under the provisions of article 327 of the municipal code. 2876

Avis du Gouvernment

Mailloux Frères, Limitée

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du spetième jour de mai, 1915, constituant en corporation M.M. Alexandre Ulric Mailloux, Joseph Armand Mailloux, marchands; Pierre Hector Mailloux, contremaître; Albert Mailloux, voyageur de commerce; Ernest Bouthillier, gérant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir et exploiter le commerce actuellement exercé dans la dite cité de Montréal, par Joseph Armand Mailloux et Alexandre Ulric Mailloux, sous les nom et raison sociale de "Mailloux Frères", et le payer en argent comptant ou en actions libérées et non sujettes à appel de la compagnie;

Faire le commerce d'épicerie en gros et négoce des liqueurs dans toutes ses ramifications, en conformité avec les dispositions de la loi des licences de Québec, et pour les dits objets;

Acheter, préparer, manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de toutes choses, effets et marchandises qu'on achète, vend et dont on trafique dans les épiceries en gros et en détail posséder, et gérer des succursales de détail pour les mêmes objets;

Détenir, posséder, hypothéquer, attribuer, transporter et trafiquer de toutes choses, effets, marchandises et biens de toute nature et description et pratiquer les affaires d'entrepôts à marchandises et frigorifiques;

Manufacturer, acheter, vendre, importer ou exporter des drogues et divers produits pharmaceutiques, y compris articles de caoutchouc et de toilettes et généralement manufacturer, acheter ou autrement acquérir, vendre ou autrement disposer de toutes espèces d'objets, effets, denrées et marchandises, trafiquer de toutes sortes de biens, soit meubles, soit immeubles, susceptibles de propriété;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le négoce du tabac, des cigars et cigarettes et autres produits du tabac, ainsi que de tous effets qu'on vend habituellement en rapport avec iceux;

Faire les affaires de courtage général et d'agents à commission, pour l'achat et la vente de toutes sortes d'effets, denrées et marchandises, les acheter et les vendre pour son propre compte, et établir, administrer et conduire un commerce de vente à commission et par agence;

Acheter, vendre ou faire des placements sur débentures, obligations et autres valeurs de tout gouvernement, corporation municipale ou scolaire, d'aucune banque à chartre ou compagnie incorporée;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir des terres et tènements ou des intérêts en iceux, les acheter et les vendre, ainsi que des hypothèques, billets et traites, et faire les affaires d'agent général financière et d'immeubles;

Emettre et racheter les obligations, débentures, ou autres valeurs semblables et entreprises, donnant en garantie pour le rachat d'iceux toute partie de l'actif ou sa totalité, y compris tous et aucun des biens meubles et immeubles de la compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir aucune marque de commerce, patentes, licences, concessions et autres choses semblables, conférant un droit limité, exclusif ou non à l'usage, ou aucun secret ou autre renseignement se rapportant

Government Notices

Mailloux Frères, Limitée

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1915, incorporating Mesrss. Alexandre Hlric Mailloux, Joseph Armand Mailloux, merchants; Pierre Hector Mailloux, foreman; Albert Mailloux, commercial traveller; and Ernest Bouthillier, manager, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire and operate the business now carried on in the said city of Montreal, by Joseph Armand Mailloux and Alexandre Ulric Mailloux, under the firm name and style of "Mailloux Frères',' and to pay fors ane either in cash or in paid up and non assessable shares of the company;

To carry on in all its branches the business of wholesale grocer and liquor merchant, according to the prescription of the Quebec License Act, and for the said purpose;

To purchase, prepare, manufacture, buy, sell and deal in all goods, wares, and merchandise, bought, sold and dealt in by wholesale and retail groceries, and to own and operate retail branhes for like purposes;

To hold, own, mortgage, assign, transfer and deal in and deal with goods, wares, merchandise and property of every class and description, and to carry on a warehousing and cold storage business;

To manufacture, buy, sell, export and import drugs and drugist sundries, including rubber goods and toilet articles, and generally to manufacture, purchase or otherwise acquire, and to sell or otherwise dispose of any or all kinds of goods, wares, chattels and merchandise, and to deal and deal with all species of property either moveaveable or immoveable, capable of being owned;

To manufacture, buy, sell and deal in tobacco, cigars, cigarettes and other products of tobacco, also such goods as are usually sold in connection therewith;

To carry on the business of a general broker and commission agent, for the purchase and sale of any kind of goods, wares and merchandises, and to buy and sell such goods on its own account, and to establish, maintain and conduct a jobbing, commission and agency business;

To purchase, sell or invest in debentures, bonds, stocks and other securities of any government, municipal or school corporation, or of any chartered bank or incorporated company;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands, and buildings, or interest therein, and to buy and sell same, as well as mortgages, notes and drafts, and to carry on business as a general financial agent and real estate agent;

To issue and redeem bonds, bebentures or other like securities and undertakings, gibing in security for the repayment of same any or all of the assets, including any or all of the movable or immovable property of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, patents, licenses, concessions and the like confering any exclusive or non-exclusive or limited rights to use, or any secret or other information as to any invention which

tant à aucune invention qui pourrait paraître susceptible d'être utilisée pour aucun des objets de la compagnie ou dont l'acquisition pourra être jugée avantageuse à la compagnie directement ou indirectement, se servir des licences en rapport avec iceux et les octroyer ou faire autrement trouner au profit de la compagnie les droits ainsi acquis, payer les patentes ou autre bien ainsi acquis, sous l'autorité de ce paragraphe, soit, en tout ou en partie, avec de l'argent comptant, soit, en tout ou en partie, avec des obligations, débentures, ou des actions libérées et non sujettes à appel, ou avec d'autres valeurs de la compagnie;

Faire toute convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque conjoint, les concessions réciproques ou autres, avec aucune personne, compagnie ou corporation transigeant les affaires ou sur le point de transiger les affaires que cette compagnie est autorisée à transiger, ou qui pourra bénéficier à la compagnie directement ou indirectement, prendre ou autrement acquérir des parts et valeurs dans ces corporations, les vendre, les détenir, les remettre avec ou sans les garanties ou autrement disposer d'icelles;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou de partie d'icelle en considération de ce que la compagnie jugera convenable, et spécialement pour des actions, obligations, débentures ou autres valeurs dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblabes à ceux de cette compagnie,sous le nom de "Mailloux Frères, Limitée", avec un capital actions de vingt mille piastres ($20.000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,

2901 Sous secrétaire de la province.

The American Dressing and Sundry Co., Ltd

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sextième jour de mai, 1915, constituant en corporation M.M. Joseph Washington Richards, Harry Charles Organ, Joseph Alexander Trotwood Richards, comptables; Paul du High Richards, commismarchand; et Walter-Joseph MacDonald, agent, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter le commerce actuellement en opération, dans la cité de Montréal, de Lorenzo Mailloux, sous les nom et raison sociale de "American Dressing and Sundry Company", et le payer soit en argent comptant ou en actions entièrement libérées et non sujettes à appel de cette compagnie;

Manufacturer, acheter, vendre, importer ou exporter toutes espèces d'apprêts à chaussures, vernis, savens et composés pour le nettoyage;

Fabriquer ou distiller l'alcool, les acides, l'éther et les essences obtenus soit par la fermentation ou par distillation destructive du grain, du bois ou autres matières végétables ou par leurs dérivés,

Faire le commerce d'épicerie en gros et négoce des liqueurs dans toutes ses ramifications, en conformité avec les dispositions de la loi des licences de Québec, et pour les dits objets;

Acheter, préparer, manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de toutes choses, effets et marchandises qu'on achète, vend et dont on trafique dans les épiceries en gros et en détail, posséder et gérer des succursales de détail pour les mêmes objets;

may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the rights so acquired, and to pay for all such patents or other property so acquired under authority of this paragraph, either wholly or partly in cash, or whooly or partly in bonds, debentures, or paid up and non-assessable stock or other securities of this company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint-adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or persons, company or corporation carrying on, engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on, or which may directly or indirectly benefit the company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such corporation, and to sell, hold, reissue, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To sell or dispose of the undertaking of the company or part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, under the name of "Mailloux Frères, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of May, 1915.

C. J. SIMARD,

2902 Deputy Provincial Secretary.

The American Dressing and Sundry Co., Ltd

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1915, incorporating Mesrss. Joseph Washington Richards, Harry Charles Organ, Joseph Alexander Trotwood Richards, accountants; Paul du High Richards, salesman, and Walter Joseph MacDonald, agent,of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire and operate the business now carried on in the city of Montreal, by Lorenzo Mailloux, under the firm name and style of the "American Dressing & Sundry Company", and to pay for same either in cash or in fully paid up and non-assessable shares of this company's stock;

To manufacture, buy, sell, import or export all kinds of shoe dressing, polishes, soap and cleaning materials;

To manuafcture or distill alchool, acids, ethers and essences produced either in the fermentation or destructive distillation of grain, wood or other vegetable matters or products vegetable matters;

To carry on in all its branches the business of wholesale grocer and liquor merchant, according to the prescription of the Quebec License Act, and for the said purpose;

To purchase, prepare, manufacture, buy, sell and deal in all goods, wares, and merchandise, bought, sold and dealt in by wholesale and retail groceries, and to own and operate retail branches for like purposes;

Détenir, posséder, hypothéquer, attribuer, transporter et trafiquer de toutes choses, effets, marchandises et biens de toute nature et description et pratiquer les affaires d'entrepôts à marchandises et frigorifiques;

Manufacturer, acheter, vendre, importer ou exporter des drogues et divers produits pharmaceutiques, y compris articles de caoutchouc et de toilettes et généralement manufacturer, acheter ou autrement acquérir vendre ou autrement disposer de toutes espèces d'objets, effets, denrées et marchandises, trafiquer de toutes sortes de biens, soit meubles, soit immeubles, susceptibles de propriété;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le négoce du tabac, des cigars et cigarettes et autres produits du tabac, ainsi que de tous effets qu'on vend habituellement en rapport avec iceux;

Faire les affaires de courtage général et d'agents à commission, pour l'achat et la vente de toutes sortes d'effets, denrées et marchandises, les acheter et les vendre pour son propre compte, et établir, administrer et conduire un commerce de vente à commission et par agence;

Acheter, vendre ou faire des placements sur débentures, obligations et autres valeurs de tout gouvernement, corporation municipale ou scolaire, d'aucune banque à chartre ou compagnie incorporée;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir des terres et tènements ou des intérêts en iceux, les acheter et les vendres ainsi que des hypothèques, billets et traites, et faire les affaires d'agent général financière et d'immeubles;

Emettre et racheter les obligations, débentures, ou autres valeurs semblables et entreprises, donnant en garantie pour le rachat d'iceux toute partie de l'actif ou sa totalité, y compris tous et aucun des biens meubles et immeubles de la compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir aucune marque de commerce, patentes, licences, concessions et autres choses semblables, conférant un droit limité, exclusif ou non à l'usage, ou aucun secret ou autre renseignement se rapportant à aucune invention qui pourrait paraître susceptible d'être utilisée pour aucun des objets de la compagnie ou dont l'acquisition pourra être jugée avantageuse à la compagnie, directement ou indirectement, se servir des licences en rapport avec iceux et les octroyer ou faire autrement tourner au profit de la compagnie les droits ainsi acquis, payer les patentes ou autre bien ainsi acquis, sous l'autorité de ce paragraphe, soit, en tout ou en partie, avec de l'argent comptant, soit, en tout ou en partie, avec des obligations, débentures, ou des actions libérées et non sujettes à appel, ou avec d'autres valeurs de la compagnie;

Faire toute convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque conjoint, les concessions réciproques ou autres, avec aucune personne, compagnie ou corporation transigeant les affaires ou sur le point de transiger les affaires que cette compagnie est autorisée à transiger, ou qui pourra bénéficier à la compagnie directement ou indirectement, prendre ou autrement acquérir des parts et valeurs dans ces corporations, les vendre, les détenir, les remettre avec ou sans garantie ou autrement disposer d'icelles;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou de partie d'icelle en considération de ce que la compagnie jugera convenable, et spécialement pour des actions, obligations, débentures ou autres valeurs dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, sous le nom de "The American Dressing & Sundry Company,

To hold, own, mortgage, assign, transfer and deal in and deal with goods, wares, merchandise and property of every class and description, and to carry on a warehousing and cold storage business;

To manufacture, buy, sell, export and import drugs and drugist sundries, including rubber goods and toilet articles, and generally to manufacture purchase or otherwise acquire, and to sell or otherwise dispose of any or all kinds of goods, wares, chattels and merchandise, and to deal and deal with all specie of property either movaveable or immovable, capable of being owned;

To manufacture, buy, sell and deal in tobacco, cigars, cigarettes and other products of tobacco, also such goods as are usually sold in connection therewith;

To carry on the business of a general broker and commission agent, for the purchase and sale of any kind of goods, wares and merchandises,and to buy and sell such goods on its own account, and to establish, maintain and conduct a jobbing, commission and agency business;

To purchase, sell or invest in debentures, bonds, stocks and other securities of any government, municipal or school corporation, or of any chartered bank or incorporated company.

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands and buildings, or interest therein, and to buy and sell same, as well as mortgages, notes and drafts, and to carry on business as a general financial agent and real estate agent;

To issue and redeem bonds, bebentures or other like securities and undertakings, gibing in security for the repayment of same any or all of the assets, including any or all of the movable or immovable property of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, patents, licenses, concessions and the like confering any exclusive or non-exclusive or limited rights to use, or any secret or other information as to any invention which may seem sapable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the rights so acquired, and to pay for all such patents or other property so acquired under authority of this paragraph, either wholly or partly in cash, or whooly or partly in bonds, debentures, or paid up and non-assessable stock or other securities of this company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint-adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or persons, company or corporation carrying on, engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on, or which may directly or indirectly benefit the company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such corporation, and to sell, hold, reissue, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To sell or dispose of the undertaking of the company or part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, under the name of "The American Dressing & Sundry Company, Limited", with a capital stock of twnety thousand

Limited", avec un capital action de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,
Sous secrétaire de la provinec.

2903

AVIS

La formation d'une société sous le nom de "The Protestant Relief Society", a été autorisée par un ordre en conseil daté du 6 mai 1915, pour les fins suivantes:

Distribuer des secours aux pauvres, et coopérer avec d'autres sociétés similaires pour assurer une sage administration des secours aux pauvres.

Prévenir la distribution sans discernement des secours aux pauvres, et le recouvrement d'iceux;

Procurer de l'emploi à ceux qui sont capables de se supporter eux-mêmes, en tout ou en partie;

Obtenir de l'aide du public et autres sources appropriées, pour ses fins;

Aider en encourageant des projets industriels pour les sans-emplois.;

Accomoder les personnes nécessiteuses en les envoyant dans leurs familles ou autres endroits convenables;

Faire les recherches nécessaires dans les cas de nécessité;

Tenir des registres et livres dans lesquels sont consignées les opérations de la société, y compris les recettes et dépenses en argent et toutes autres pièces justificatives des déboursés faits;

Encourager le bien-être en général du pauvre;

S'efforcer de diminuer le paupérisme par tous les moyens possible, et

A faire toutes actions et choses nécessaires pour atteindre les fins de la société;

Le bureau chef de la société est dans la cité de Montréal.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896 des S. R. P. Q., 1909, ce septième jour de mai 1914.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.

Division des Assurances,
Département du Trésor.
Québec, P. Q. 2877

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 28 avril 1915.

Présent: le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Attendu que les inspecteurs d'hôtels nommés en vertu de la loi 4 Geo. V, ch. 41, par l'arrêté ministériel du 3 octobre, 1914, ont déjà fait l'inspection d'un nombre considérable d'hôtels et maisons de pension.

Attendu qu'à partir du 1er mai 1915, l'émission des licences d'hôtels et maisons de pensions par les percepteurs du revenu est subordonnée à la production entre leurs mains de certificats d'inspection signés par les inspecteurs d'hôtels.

Il est ordonné que ces certificats ne soient délivrés par les inspecteurs que sur le paiement, entre leurs mains,avant livraison, d'une somme de $2.00 pour les maisons de pension et hôtels de tempérance, et de $3.00 pour les hôtels licenciés pour la vente des liqueurs, avec effet rétroactif depuis la

dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of May, 1915.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

2904

NOTICE

The formation of an association under the name the Protestant Relief Society, for the the following purposes:

To dispense relief to the poor, and co-operate with other similar associations in order to better secure a wise administration of relief to the poor;

To prevent indiscriminate relief to the poor and overlapping of the same;

To procure employment for those who are capable of being wholly or partly self-supporting;

To obtain aid for its purposes from the public and other appropriate sources;

To assist in promoting industrial schemes for the un-employed;

To facilitate needy persons being sent to their original homes or other suitable places;

To make necessary investigation of cases of need;

To keep proper registers and books in which to conserve a correct record of the Society's operations including its receipt and expenditure of moneys and all vouchers of disbursements made;

To promote the general welfare of the poor

To endeavor in every way possible to diminish pauperism; and

To do all such other acts and things as are necessary to the attainment of the purposes of the society; has been authorized by order in council, dated, 6th May, 1915.

The head office of the society is in the city of Montreal.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896, R. S. Q., 1909, this seventh day of May, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q., 2878

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 28th April, 1915.

Present: the Lieutenant Governor in Council.

Whereas the hotels inspectors appointed under the Act 4 Geo. V, ch. 41, by order in council bearing date the 3rd October, 1914, have already inspected a considerable number of hotels and boarding houses.

Whereas, from and after the 1st May, 1915, the issuing of hotel and boarding house licences by the collectors of provincial revenue shall be subject to the production of certificates of inspection signed by the hotel inspectors.

It is ordered that such certificates be not delivered by the inspectors except upon the payment, before delivery, of the sum of $2.00 for boarding houses and temperance hotels, and the sum of $3.00 for hotels licensed to sell intoxicating liquors, with retroactive effect from the date of the

date de la nomination des inspecteurs et la mise à exécution de la loi précitée.

A. MORISSET,
2867 Greffier du Conseil Exécutif.

688.14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 14 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Adélaïde de Pabos, dans le comté de Gaspé, les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Adélaïde de Pabos, savoir: les Nos 72*b* à 86*b* inclus du rang 1, partie ouest, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Chandler". 2911—20-2

Avis Divers

Cour Supérieure. Canada. Province de Québec. District de Québec. No 435. Dame Eliza Wardlaw Perry of Kingsbury, dans la province de Québec, épouse de Richard Pease des cité et district de Montreal, dûment autorisée aux fins des présentes par un jugement de la Cour supérieure de ce district rendu mercredi, le 28 avril 1915, Demanderesse, vs Le dit Richard Pease, conducteur, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de corps a été instituée en cette cause le 3ième jour de mai courant.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,
McDOUGALL, CREELMAN & STAIRS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 8 mai 1915. 2851—20-2

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 2572. Avis est par le présentes donné, que le 10 mai 1915, Dame Bertha alias Bruche Schierer, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Izig Elie Weininger, manufacturier, du même lieu, dûment autorisée à *ester en justice*, a poursuivi son mari en séparation de biens.

R. G. de LORIMIER, C. R.,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 12 mai 1915. 2879

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Joliette,
No 7027.

In re Hormidas Asselin, Joliette, Insolvable.

Un 1er et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 31 mai 1915.

Toute contestation de tel dividende doit être déposé entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 15 mai 1915. 2855

appointment of inspectors to the coming into force of the aforesaid Act.

A. MORISSET,
2868 Clerk of the Executive Council.

688.14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 14th May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Sainte Adélaïde de Pabos, in the county of Gaspé, the following lots of the official cadastre of the parish of Sainte Adélaïde de Pabos, to wit: the lots Nos. 72*b* to 86*b* inclusive, of range 1, west part, and to erect the whole of the above territory into a distinct school municipality under the name of "Chandler".

2912—20-2

Miscellaneous Notices

Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4359. Dame Eliza Wardlaw of Kingsbury in the Province of Quebec, wife of Richard Pease of the city and district of Montreal, duly authorized for the purposes of these presents by a judgment of the Superior Court for this district rendered on Wednesday, the 28th April, 1915, Plaintiff, vs The said Richard Pease, conductor, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation from bed and board has been instituted in this case on the 3rd of May instant.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,
McDOUGALL, CREELMAN & STAIRS,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 8th May, 1915. 2852—20-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 2572. Notice is hereby given you that on the 10th day of May instant Dame Bertha *alias* Bruche Schierer, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Isiz Elie Weininger, of the same place manufacturer, duly authorized *à ester en justice*, has sued her husband for separation as to property.

R. G. de LORIMIER, K. C.,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 12th May, 1915. 2880

Bankrut Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Joliette,
No. 7027.

In re Hormidas Asselin, Joliette, Insolvent.

A 1st and final dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 31st May, 1915.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99 Saint James Street.
Montreal, 15th May, 1915. 2856

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re "Klassy Boot Shop", Montréal, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, lequel sera sujet à contestation jusqu'à jeudi, le 1er juin 1915, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Montréal, 5 mai 1915. 2897

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re O. Legendre & Co., Montréal, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire lequel sera sujet à contestation jusqu'à jeudi, le 1er juin 1915, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Montréal, 5 mai 1915. 2899

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,

In re J. B. Masson, Saint-Augustin, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 12 mai 1915, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession, sont requises de les produire devant moi dans les tente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie.
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 12 mai 1915. 2889

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re J. O. Vermette, Montréal, Insolvable.

Avis est donné par le présent que les 12ième jour de mai 1915, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour curateur en cette affaire.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de filer leurs réclamations à mon bureau, 83 rue Craig ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis, s'il ne l'ont déjà fait.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power",
Montréal, 12 mai 1915. 2887

Re Daniel Picher, de Québec, bijoutier, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection d'ici au 31 mai et sera payable le ou après le 1er juin 1915.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curateurs conjoints.

Bureau: 98 Saint-Pierre, Québec.
Québec, 12 mai 1915. 2881

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Klassy Boot Shop, Montreal, Que., Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until Tuesday, 1st June, 1915, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Montreal, 15th May, 1915. 2898

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re O. Legendre & Co., Montreal, Que., Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until Tuesday, 1st June, 1915, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Montreal, 15th May, 1915. 2900

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

In re J. B. Masson, Saint Augustin, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 12th May, 1915, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., building.
Quebec, 12th May, 1915. 2890

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re J. O. Vermette, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 12th day of May, 1915, the undersigned has been appointed by an ordonnance of this Court curator to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to fyle their claim at my office, 83 Craig street west, Montreal, if they have not already done so, within thirty days of present notice.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 Power building.
Montréal, 12th May, 1915. 2888

Re Daniel Picher, of Quebec, jeweler, Insolvent.

Notice is hereby given that a second and final dividend has been prepared in matter and will be subject to objection until 31st May, and will be payable on or after 1st June, 1915.

LEFAIVRE & GAGNON,
Joints Curators.

Office: 98 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 12th May, 1915. 2882

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de Georges Gauvreau, (Théâtre National Français), 638, rue Sainte-Catherine-Est, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le 12 mai 1915, par un ordre de la Cour supérieure, j'ai été nommé curateur aux biens du susnommé.

Toutes les réclamations dûment attestées doivent être produites entre mes mains sous trente jours de cette date.

J. A. TURCOTTE,
Curateur.

Bureaux de Kent & Turcotte, Montréal.
2885

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 208.

B. Hoffer et M. Rosenfeld, ont, ce jour, fait cession de leur biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

LOUIS WEXLER,
Montréal, 26 avril 1915. 2883

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Alex. I. Mearns, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire lequel sera sujet à contestation jusqu'au 21 mai 1915, après laquelle date le dividende sera payable à nos bureaux.

H. C. ORGAN,
J. A. TROTWOOD RICHARDS
Curateurs conjoints.

Bureau de Richards, Organ & Richards,
515, Edifice "Power", Montréal. 2895

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Kamouraska.

Joseph Pelletier, Saint-Hubert, comté Témiscouata, marchand, a, le 5 mai 1915, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, du district de Kamouraska, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 12 mai 1915. 2893

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

In re Adolphe Bélanger, Québec, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 10 mai 1915, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession, sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 12 mai 1915. 2891

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of Georges Gauvreau, (Théâtre National Français), 638, Sainte Catherine street, East, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 12th of May, 1915, by an order of the Superior Court, I was duly appointed Curator to the above named estate.

Claims duly attested must be filed with me before the date above mentioned.

J. A. TURCOTTE,
Curator.

Office of Kent & Turcotte, Montreal.
2886

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montréal,
No. 208.

B. Hoffer and M. Rosenfeld, have, this day, made a judicial abandonment, and I have been appointed provisional guardian.

LOUIS WEXLER,
Montreal, 26th April, 1915. 2884

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Alex. I. Mearns, Insolvent.

The first and final dividend sheet has been prepared in the above matter which will be open to objection until 21st May, 1915, after which date the dividend will be payable at our office.

H. C. ORGAN,
J. A. TROTWOOD RICHARDS.
Joint Curators.

Office of Richards, Organ & Richards,
515, Power Building, Montreal. 2896

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Kamouraska.

Joseph Pelletier, Saint Hubert, Témiscouata county, merchant, has, on the 5th of May, 1915, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors at the prothonotary's office of the Superior Court, for the district of Kamouraska, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional Guardian.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. building.
Quebec, 11th May, 1915. 2894

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

In re Adolphe Bélanger, Quebec, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 10th May, 1915, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. building.
Quebec, 12th May, 1915. 2892.

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE*

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.

Les prix sont:
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).
Traduction, 40c par 100 mots.
Gazette Officielle, par exemp., 21c.
Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:
Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du Gouvernement.
Québec, 4 avril 1914. 1999

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:
First insertion, 10 cents per line (agate measure).
Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).
Translation, 40 cents per 100 words.
Official Gazette, 21 cents per single number.
Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:
The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914. 2000

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 20.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Barbeau vs Bédard..... 1289
" Bélanger vs Duchesneau..... 1290
" Blanchette vs Champagne..... 1288
" Brimmer vs Shulfelt..... 1233
" Chatelain vs Gagnon..... 1290
" Cheranin vs Berson..... 1288
" Côté vs Bibeau..... 1290
" Gagnon vs Gingras..... 1289
" Harbour *alias* Arbour vs Brunet..... 1288
" Hyams vs Gold..... 1288
" Labonté vs Lefebvre..... 1290

Index of the Quebec Official Gazette. No. 20.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme L'Heureux vs Langevin..... 1290
" Légaré vs Moisan..... 1289
" Normand vs Labonté..... 1291
" Pelletier vs Gaudet..... 1289
" Piché vs Faucher..... 1235
" Plante vs Viens..... 1289
" Pfeffer vs Rachback..... 1291
" Radutsky vs Wudofsky..... 1291
" Schierer vs Weinninger..... 1322
" Todd vs Langtree..... 1289

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS: —Dme Harden vs Benoît 1290
Perry vs Pease 1322

ANNONCEURS, avis aux:—1325.

ARRETES EN CONSEIL:—Concernant la loi de la chasse, art. 2356, 1284; Emission de licence d'Hôtels et Maisons de pensions, 1321.

ASSOCIATIONS, ASSURANCES OU SOCIÉTÉS:—The Employers Liability Assurance Corporation, Ltd, 1285; The Merchant and Employers' Guarantee and Accident Coy, 1285; The Protestant Infants' Home, 1284; The Protestant Orphans' Home, 1285; The Protestant Relief Society, 1321.

AVIS:—La Commission des Eaux Courantes de Québec, 1294.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Asselin 1322
Bélanger 1324
Bérubé & Lafond 1291
Bibeau 1294
Bienvenu 1293
Bureau 1292
Champagne 1293
Cohen 1292
Denis 1293
Gauvreau 1324
Grégoire 1291
Hoffer & Rosenfeld 1324

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Colonial Art Works Ltée 1274
Industrial Securities Corporation Ltd 1280
Laprairie-St. Lambert Autobus Coy., Ltd .. 1272
La Société de Sport de Québec, Ltée 1282
Létourneau, Ltée 1282
L'Imprimerie Trifluvienne Ltée 1273
Mailloux Frères, Ltée 1318
Maisonneuve Driving Club Ltd 1270

LETTREP ATENTES SUPPLEMENTAIRE:—The Lion Club, Limited, 1274.

LIQUIDATION:—La Cie de Pulpe Dalmas, 1295; L'Union Saint-Joseph de l'Ancienne-Lorette, 1295.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Divers lots du canton Duhamel au canton Guigues, 1287; Divers lots à Mandeville (St-Charles), 1287; Divers lots de Saint-Augustin à la paroisse Saint-Augustin, 1286; Lac Chat, 1287; Notre-Dame-des-Neiges, 1286; Sainte-Hélène de Breakeyville, 1287; Sainte-Marie (village), 1285; The Protestant School Municipality of Saint Hubert, 1286; Val-Jalbert, 1286; Village Sainte-Agathe-des-Monts en celui de ville Sainte-Agathe des Monts, 1287; Chandler, 1322.

NOMINATIONS:—

Conseiller:—Municipalité Sainte-Eugène de Guigues, 1317;

Coroner-Conjoint : District de Beauharnois, 1267.

Juge de Paix:—District de Montréal, 1267.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD: —Dme Picard vs Crete 1288

ADVERTISING, notice to:—1325.

ORDERS IN COUNCIL:—Respecting Game Law, art. 2356, 1284; Grant of licences Hotels and Boarding Houses, 1321.

ASSOCIATIONS, INSURANCES OR SOCIETIES :—The Employers Liability Assurance Corporation, Ltd, 1285; The Merchant and Employers' Guarantee and Accident Coy, 1285; The Protestant Infants' Home, 1284; The Protestant Orphans' Home, 1285; The Protestant Relief Society, 1321.

NOTICE:—The Quebec Streams Commission, 1294.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Klassy Boot Shop 1322
Leclerc 1294
Legendre & Co 1323
Mackenzie 1292
Masson 1323
Mearns 1324
Panneton & Cie 1292
Pelletier 1324
Picher 1323
Pigeon 1293
Renaud & Cie 1292
Vermette 1323

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

People Exchange Ltd 1269
Pine Beach Development Coy, Ltd 1276
The Alaska Fur Trading Company 1277
The American Dressing & Sundry Coy, Ltd 1319
The Canadian Engineering Company, Ltd. 1278
The Delmar Coy, Ltée 1271
The Makamik Saw Mills Coy, Ltd 1283

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—The Lion Club, Limited, 1274.

LIQUIDATION:—La Cie de Pulpe Dalmas, 1295; L'Union Saint-Joseph de l'Ancienne-Lorette, 1295.

SCHOOL MUNICIPALITIER:—Several lots of the township of Duhamel to twonship Guigues, 1287; Several lots in Mandeville (St. Charles), 1287; Several lots to Saint Augustin to parish Saint Augustin, 1286; Lax Chat, 1287; Notre-Dame-des-Neiges, 1286; Sainte Hélène de Breakeyville, 1287; Sainte Marie (village), 1285; The Protestant School Municipality of Saint Hubert, 1286; Val-Jalbert, 1286; Village of Sainte Agathe des Monts, in that of town Sainte Agathe des Monts, 1287; Chandler, 1322.

APPOINTMENTS:—

Councillor:—Municipality Sainte Eugène de Guigues, 1317.

Joint-Coroner:—District of Beauharnois, 1267.

Justice of the peace: District of Montreal, 1267.

NOTAIRE, MINUTES DE, TRANSFEREES:—En faveur de M. J.-Donat-Salomon Tremblay, 1287.

ORDRES DE COUR:—Goodfine *et al* vs Robinovitch, 1297; Veillette vs Veillette, 1297.

PROCLAMATIONS :—Prorogation des Chambres, 1269; Village Saint-Pierre-du-Lac, 1267.

RATIFICATIONS:—Gagné et Lefebvre, 1227; Landry et Fonderie et Machineries, Ltée, 1298; Québec & Lac Saint-Jean vs Vallières, 1299.

VENTE A L'ENCAN:—Dme Côté, faillie, 1302.

VENTE D'EFFETS NON RECLAMÉS :—Dominion Express Coy, 1303.

VENTE PAR LICITATION:—Papineau *et al* vs Dme Papineau *et vir*, 1301; Proulx *èsql* vs Dme Proulx *et al èsql.*, 1300.

VENTES PAR LES SHÉRIFFS:—

ARTHABASKA:—Ayer Coy, Ltd, vs Héritiers Roux 1303; Paradis (Dme) vs Beaudoin, 1303.

BEAUCE:—Fortier vs Thibodeau, 1304.

BEAUHARNOIS:—Brown vs Dme Carignan, 1304.

BEDFORD—Imperial Bank of Canada vs Hibbard, 1305.

GASPÉ:—Duguay, fils vs Corporation de Paspébiac, 1305.

KAMOURASKA — Levesque vs Lemieux *et vir*, 1306.

MONTRÉAL:—Deseve vs Lasalle 1311; Federal Construction Coy vs Giroux 1309; Grandbois (Dme) vs Vallée, 1312; Hogue vs Bandeler, 1310; Lamoureux, Failli, 1312; Lamoureux, Failli, 1310; Laporte vs Girard *et al*, 1306; Lecavalier, Failli, 1312; Ménard *et al* vs Invention and Promotion Ltd, 1307; Ouellette vs Wolofsky, 1309; Prud'homme vs Invention and Promotion, 1310.

PONTIAC—Chouinard vs Libby, 1313.

RIMOUSKI:—Larouche vs Dme Lepage, 1313; Paradis *et al* vs Pinault, 1314.

SAINT HYACINTHE:—Boivin *et al* vs Gazaille dit St-Germain, 1314; Brousseau (Dme) vs Larocque, 1314.

TERREBONNE:—Burke (Dme) vs Socin & Rowe 1315; Senecal vs Dutrisac, 1315.

TROIS-RIVIÈRES — La Banque d'Hochelaga vs Héritiers Roux, 1317; The Bank of Montreal vs Héritiers Crête, 1316.

QUEBEC:—Imprimé par E.-E. CINQ-MARS, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED:—In favor of Mr. J.-Donat-Salomon Tremblay, 1287.

ORDERS OF COURT:—Goodfine *et al* vs Robinovitch, 1297; Veillette vs Veillette, 1297.

PROCLAMATIONS :—Parliament prorogued, 1269; Village Saint Pierre-du-Lac, 1267.

RATIFICATIONS:—Gagné and Lefebvre, 1297; Landry and Fonderie and Machineries, Ltée, 1298; Quebec & Lake Saint John vs Vallières, 1299.

AUCTION SALE:—Dme Côté, Insolvent, 1302.

UNCLAIMED SHIPMENTS: — Dominion Express Coy, 1303.

SALES BY LICITATION:—Papineau *et al* vs Dme Papineau *et vir*, 1301; Proulx *èsql* vs Dme Proulx *et al èsql.*, 1300.

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:—Ayer Coy, Ltd, vs Heirs Roux, 1303; Paradis (Dme) vs Beaudoin, 1303.

BEAUCE:—Fortier vs Thibodeau, 1304.

BEAUHARNOIS:—Brown vs Dme Carignan, 1304.

BEDFORD—Imperial Bank of Canada vs Hibbard, 1305.

GASPE:—Duguay, Jnr vs Corporation of Paspébiac, 1305.

KAMOURASKA -- Levesque vs Lemieux *et vir*, 1306.

MONTREAL:—Deseve vs Lasalle, 1311; Federal Construction Coy vs Giroux, 1309; Grandbois (Dme) vs Vallée, 1312; Hogue vs Bandeler, 1310; Lamoureux, Insolvent, 1312; Lamoureux, Insolvent, 1310; Laporte vs Girard *et al*, 1306; Lecavalier, Insolvent, 1312; Ménard *et al* vs Invention and Promotion Ltd, 1307; Ouellette vs Wolofsky, 1309; Prud'homme vs Invention and Promotion, 1310,

PONTIAC—Chouinard vs Libby, 1313.

RIMOUSKI:—Larouche vs Dme Lepage, 1313 ; Paradis *et al* vs Pinault, 1314.

SAINT HYACINTH:—Boivin *et al* vs Gazaille dit St. Germain, 1314; Brousseau (Dme) vs Larocque, 1314.

TERREBONNE:—Burke (Dme) vs Socin & Rowe 1315; Senecal vs Dutrisac, 1315.

THREE RIVERS :—La Banque d'Hochelaga vs Heirs Roux, 1317; The Bank of Montreal vs Heirs Crête, 1316.

QUEBEC:—Printed by E.-E. CINQ-MARS, Printer to His Most Excellent Majesty the King.